

Fin de partie au Sahara ?

S. après d'autres récents succès, M. Perez de Cuellar, au Sahara aussi, a joué - et provisoirement gagné. - c'est, comme on dit au Maghreb, qu'il a la « baraka ». Car le secrétaire général des Nations unies n'aurait sans doute pas empêché si vite la mise de sa longue patience si le Maroc et l'Algérie ne lui avaient fourni un atout maître en se raccommodant spectaculairement au printemps dernier après une brouille de douze ans.

Dès lors, la « guerre des sables » entre l'armée chérifienne et les combattants sahraouis devenait non seulement anachronique, mais franchement gênante dans un Maghreb soudain avide de réconciliation. La paix allait dans le sens de l'Histoire. Restait à M. Perez de Cuellar à engager, en adroit diplomate, les bénéfices de cette nouvelle donne maghrébienne. Cela a été fait, le mardi 30 août, à Genève, lorsque le Maroc et le Polisario ont avalisé, « en principe » pour le premier, « sous certaines conditions » pour le second, le plan soigneusement mis au point depuis près de trois ans par ce « faiseur de paix » omniprésent qu'est devenu, l'espace d'un été, M. Perez de Cuellar.

Dans une région où il est si important de ne pas perdre la face, chacun met un point d'honneur à souligner que cette guerre s'achève sans vainqueur ni vaincu. Une chose est sûre : le Maroc - et c'est le moins qu'on puisse dire - ne l'a pas perdue. Militairement, l'armée de Hassan II a de longue date pris l'avantage. En mettant à l'abri d'une véritable muraille, longue de plus de deux mille kilomètres, le « Sahara utile » - celui des phosphates, - le souverain a en même temps gagné la bataille économique dans une région jusqu'alors désertifiée, et qu'il a délibérément privilégiée, à coups d'investissements et d'équipements sociaux. Politiquement, le soutien de la population marocaine à la défense des « provinces du Sud » ne s'est jamais démenti depuis la fameuse « marche verte » d'il y a treize ans. Le rassemblement de royaumes derrière cette « grande cause » nationale a permis à Hassan II de consolider son trône.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le Front Polisario affiche une apparente sérénité. Et l'Algérie, sa tutrice, souligne la solidité de l'alliance qui l'unit aux combattants sahraouis. Ces protestations d'unité ne peuvent toutefois suffire à donner le change.

Comme ailleurs les Kurdes aujourd'hui, ou les rebelles angolais de l'UNITA demain, le Front Polisario risque bel et bien de faire les frais de la paix au Sahara. Quel étrange paradoxe de voir peut-être demain une « République » sahraouie, reconnue par soixante-douze pays - et admise avec tous les honneurs au sein de l'Organisation de l'unité africaine - retomber dans les oubliettes de l'Histoire avant même d'avoir vu le jour sur le terrain !

Car qui peut croire, sans vouloir préjuger du verdict des urnes, que celui-ci sera défavorable au Maroc ? Ayant choisi de consacrer leur énergie et leurs ressources à la construction du « grand Maghreb arabe », Alger et Rabat ont, sans le dire, sacrifié la « cause » sahraouie. Il restera à Hassan II, si, dans quelques mois, le référendum lui sourit, à offrir à ses sujets des « provinces du Sud » une réconciliation honorable.

(Lire page 3 l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER.)

M 0147 - 0901 0 - 4,50 F
3790147004500 09010

Une concession majeure du général Jaruzelski

Le pouvoir polonais renoue le dialogue avec M. Walesa

Le pouvoir polonais se résout à engager le dialogue avec M. Walesa : le président de Solidarité est arrivé le mercredi 31 août à Varsovie, où, pour la première fois depuis l'instauration de l'état de guerre, en 1981, il devait rencontrer le général Kiszczak, ministre de l'intérieur. Cet entretien, en présence d'un « observateur » de l'épiscopat polonais, devrait per-

mettre de déterminer les conditions d'une éventuelle « table ronde » proposée par le pouvoir pour tenter de régler la crise ouverte le 15 août, à la suite d'un mouvement de grèves dans les mines de Silésie.

Cette rencontre intervient le jour du huitième anniversaire des accords de Gdansk, qui devaient aboutir à la création de Solidarité.

M. Konrad Bielski, responsable de Solidarité de passage à Paris, a beau trouver « dangereuses » les comparaisons entre août 1980 et août 1988, il n'empêche. L'histoire et le hasard des dates ont de ces petites ironies que devait savourer Lech Walesa, le mercredi 31 août, dans la Ford Granada qui l'emmenait de Gdansk à Varsovie, pour y entamer les discussions avec le minis-

tre de l'intérieur, le général Czeslas Kiszczak.

Quelle revanche pour l'électicien de Gdansk ! Huit ans jour pour jour après cette cérémonie historique, retransmise à travers le monde entier, de la signature des accords qui devaient donner naissance au premier syndicat indépendant de la communauté socialiste, c'est de nouveau man-

daté par les grévistes polonais qu'il est parvenu à faire modifier l'attitude des autorités, elles qui disaient il y a quelques jours qu'elles ne négocieraient pas avec les représentants d'une « organisation illégale », elles estimaient impossible, il y a encore quelques semaines, de parler avec Lech Walesa, une « vraie girouette ».

Depuis le 31 août 1980, il y a eu la période de Solidarité et de ses dix millions d'adhérents, le coup d'Etat militaire du général Jaruzelski, la dissolution du syndicat, la prison pour des milliers de militants, l'internement pour Walesa, puis le prix Nobel de la paix et un long hiver de près de sept ans.

Cette rencontre va permettre de rattraper les sept ans - qui se sont écoulés depuis l'état de guerre, a lancé M. Walesa mercredi matin en s'engouffrant, peu avant 6 heures, dans la voiture de la curie de Gdansk, conduite d'ailleurs par le chapelain de Mgr Goclowski. « Et je dirai au général Kiszczak comment rattraper ces sept ans. » Accompagné de l'un de ses fidèles conseillers, M. Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique qui se trouvait déjà à ses côtés en août 1980, le président de Solidarité a, bien sûr, fait le « V » de la victoire de la main et, jovial, a dit qu'il avait « très bien dormi ». « Je suis de bonne humeur », a-t-il ajouté.

SYLVIE KAUFFMANN
(Lire la suite page 5.)

Plébiscite au Chili Le général Pinochet candidat de la junte

(Lire page 6.)



L'ENQUÊTE : les répercussions sociales de la prospérité

Les nouveaux riches au Japon

La prospérité de l'économie japonaise modifie de plus en plus profondément les habitudes traditionnelles de la société nipponne. La frugalité a cédé le pas - du moins parmi toute une classe de nouveaux riches - à une frénésie de consommation de produits de luxe ou d'objets importés. Pendant ce temps, l'écart entre riches et pauvres ne cesse de grandir.

TOKYO
de notre correspondant

Junko a vingt-six ans et, elle ne le cache pas, elle est habituée, en tout, à ce qu'il y a de meilleur. Depuis qu'elle a terminé ses études à la très bourgeoise université de Gakushuin, elle travaille dans l'entreprise de son père (promoteur immobilier) et elle a récemment quitté la grande maison de ses parents dans le quartier périphérique, mais huppé, de Denenchofu pour un studio dans le centre de Tokyo. Ne dépensant rien pour son logement, payé par son père, ni pour la BMW noire qu'il lui a offerte, elle consacre la majeure partie de ses 290 000 yens mensuels (1) à s'habiller et à se distraire.

Junko fait partie de ceux que l'on appelle *dokushin kizoku*, les « aristocrates célibataires ». Elle appartient à une frange privilégiée de sa génération qui, à ce titre, n'est représentative que d'une minorité de la société japonaise. Mais sa manière de vivre n'en est pas moins révélatrice de l'évolution de cette dernière.

Le Japon est riche, et cette richesse ne s'exprime pas seulement en termes d'excédent commercial ou d'avoir à l'étranger. On estime que, au cours des trois dernières années, la flambe boursière et la spéculation foncière ont injecté dans l'économie quelque 400 000 milliards de yens. Richesse de papier sans doute,

mais qui, conjuguée à la force du yen, n'en a pas moins eu un « effet de richesse » extraordinaire, stimulateur de la consommation. Une nouvelle opulence saute aux yeux dans les « centres » de Tokyo : elle se reflète dans la profusion des produits de luxe qui s'étalent à la vitrine des boutiques des quartiers chics (Aoyama, Harajuku, Shibuya) et dans la débauche de sophistication de certains lieux à la mode (cafés, bars, restaurants ou clubs de sports...), comme dans les prix qui y sont pratiqués.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 19.)

(1) 1 yen vaut 4,7 centimes.

Abondance des recettes et lutte contre l'inflation

Le gouvernement va réduire la TVA

Le projet de budget pour 1989 sera examiné au conseil des ministres du 14 septembre. Si les dépenses sont arrêtées, les décisions concernant la fiscalité ne sont pas tout à fait prises. M. Bérégovoy dispose d'environ 6 milliards de francs pour abaisser les impôts des particuliers et d'autant pour les entreprises. M. Rocard et le ministre de l'économie arrêteront définitivement, en fin de semaine, la décision de ramener de 7 % à 5,5 % la TVA pour les transports, les hôtels, les livres, le cinéma et le théâtre.

Les Français paieront moins cher l'année prochaine leurs transports, leurs chambres d'hôtel - si celles-ci ne sont pas classées luxe. Les baisses des prix ou des tarifs concerneront également les terrains de camping, les repas dans les cantines et les hôpitaux, les places de cinéma et de théâtre et enfin les livres.

Le gouvernement devrait, en effet, décider d'abaisser à 5,5 % le taux de la TVA de 7 % que supportent actuellement un certain nombre de services et de produits. La décision devrait être annoncée officiellement le mercredi 14 septembre, à l'issue du conseil des ministres qui aura arrêté le projet de budget de l'Etat pour 1989.

En fait, MM. Rocard, Bérégovoy et Chirac devraient s'entendre définitivement dès la fin de cette semaine sur cette mesure qui consisterait à supprimer tota-

lement le taux « réduit » de TVA. Le taux dit « super-réduit » à 5,5 %, qui concerne essentiellement les produits alimentaires, les médicaments, les produits d'origine agricole et de la pêche, l'eau, l'appareillage pour handicapés, deviendrait un taux très important dans le système fiscal français, regroupant alors un grand nombre des produits et des services.

Ainsi, en prévision du marché unique européen, le système de TVA française se regrouperait autour de deux taux : un taux normal actuellement à 18,6 % qui pourrait ultérieurement être légèrement réduit, un taux réduit à 5,5 % (Bruxelles demande une harmonisation entre 4 % et 9 %).

AL V.
(Lire la suite page 20.)

Mariage de raison pour TDF 1

France Telecom associé à TDF pour les satellites de télévision directe
PAGE 10

La rentrée de M. Giscard d'Estaing

Le président de l'UDF critique le chef de l'Etat
PAGE 7

Les négociations Iran-Irak

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères de Téhéran
PAGE 6

Circuler sous Paris...

Deux projets ambitieux pour créer dans le sous-sol de la capitale un réseau routier souterrain et à péage
PAGE 24

Représailles en Ulster ?

Trois militants de l'IRA tués par les forces spéciales britanniques
PAGE 5

Le congrès du SPD en RFA

Le triomphe des femmes
PAGE 5

Chronique de 1789

La nouvelle union des Français
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

CLAUDE OLIEVENSTEIN

CLAUDE OLIEVENSTEIN
LE NON-DIT
DES EMOTIONS

LE NON-DIT DES EMOTIONS

EDITIONS OULF JACOB

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La 45^e Mostra de Venise

■ Un entretien avec Martin Scorsese, metteur en scène de « La Dernière Tentation du Christ ». ■ « Les Modernes », d'Alan Rudolph. ■ Les Tribulations de Baltazar Kober, de Wojciech Jerzy Has.

■ La rénovation du Musée des beaux-arts de Lille. ■ Une exposition Gasiorowski à Villeneuve-d'Ascq.

Pages 11 à 13

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 DA ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,35 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 535 F SFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

سكزا من الأصل

38. La nouvelle union des Français

Oui, la plupart des grands événements de la Révolution se déroulent à Paris. Mais la province n'y est pas pour autant étrangère. Malgré les difficultés de communication (l'information circule lentement), malgré la poursuite des troubles agraires, malgré les désillusions et les rivalités entre villes créées par le découpage des départements, malgré enfin les particularismes régionaux, un véritable esprit national est en train de naître. L'union de tous les Français se forge peu à peu, dont la Fête de la Fédération, un an après la prise de la Bastille, sera le point d'orgue.

par MICHEL WINOCK

La nuit du 4 août, les journées d'octobre, l'insurrection de la capitale à Paris — suivi bientôt de l'Assemblée... Toute l'attention se porte de l'ancienne à la nouvelle capitale. Mais le reste de la France ? D'un bout à l'autre du territoire s'est-on vu à l'unisson les assauts lancés contre l'ordre ancien ? A-t-on vu naître une conscience collective — celle d'une communauté historique dont tous les membres sont égaux et solidaires ?

Le mouvement de cette unification est à la fois lent et rapide. Avec le recul, on peut admirer la célérité avec laquelle tout de gens aux langages, aux coutumes, aux droits la veille si variés, ont pu se sentir non plus les sujets d'un même roi, mais les concitoyens d'une même nation. Sur le coup, on pouvait au contraire être scabré de multiples entraves mises à cette transformation.

On ne doit pas méconnaître ainsi le problème des communications. Il faut trois jours à Dijon pour apprendre la prise de la Bastille : que dire des bourgeois et des villages de la France — profonde ? Arthur Young, qui pour nous voyage à travers le pays avec un flegme insupportable, est surpris par la lenteur que prend l'acheminement des nouvelles. Comparant avec son pays, il écrit : « La France est incroyablement arriérée pour tout ce qui regarde l'information. » Arrivé dans une ville, il s'empresse d'aller dans un café pour trouver une gazette. Souvent, rien. Parfois, un journal insignifiant. Toujours, un incroyable retard : « Des personnes d'allure respectable parlent de nouvelles qui remontent à deux ou trois semaines, et leur discours montre clairement qu'elles ne savent rien de ce qui se passe. »

Dans ces conditions, on imagine avec quelle facilité s'accroissent les rumeurs, et les plus insensées. Que la reine veuille la mort du roi passe aussi aisément que l'irruption prochaine des brigands, tout cela n'étant que des éléments d'un complot aristocratique auquel tout le monde croit dur comme fer. La suspicion est généralisée. Young doit produire son passeport plusieurs fois par jour. Des maires refusent de lui en donner un ; on l'enlève, on le menace. A Thuyet, dans le Vivarais, un groupe vient le réveiller dans son auberge : il est accusé d'être de la conspiration de la reine et du comte d'Artois. Heureusement, à ces vigiles armées jusqu'aux dents qui le prenaient pour un faux Anglais, il réussit à prouver qu'il en est un vrai, un agronome en voyage d'étude. Ouf ! « A ma grande satisfaction, ils me souhaitèrent une bonne nuit, et me laissèrent aux pousailles que fourmillent dans le lit comme mouches dans un pot de miel. »

Autre obstacle à l'unisson : la poursuite des troubles agraires. Ainsi, après la joie causée par l'abolition du système féodal, les paysans ont l'amertume de se voir rappeler le maintien des rentes et de ces jusqu'au rachat. La désillusion provoque en maint endroit de nouvelles agitations. Dans la Manche, dans le bas Limousin, d'autres assauts sont lancés contre les châteaux. Les récentes municipalités doivent prendre des mesures d'urgence pour assurer le ravitaillement et calmer les foules hantées par les accapareurs, vrais ou supposés. Tous les jours, l'Assemblée reçoit des nouvelles alarmantes. Les marchés sont dégrangés ; des villes demandent des secours contre la famine. Rouen est accusée de retenir les navires chargés de grains et de farines achetés pour Paris. Le gouvernement doit envoyer un détachement à Vernon, pour protéger le représentant des Parisiens chargé de veiller en cette ville à l'approvisionnement de la capitale.

La peur de manquer pousse les communautés pourvoyeuses à stocker leurs grains. Des bataillons de la garde parisienne doivent ainsi intervenir en province, où ils sus-

citent des séditions. A la fin d'octobre, c'est la marine de Brest qui réclame du secours : la municipalité envoie des commissaires dans toute la Bretagne ; à Lannion, un « conseil du peuple » nie la validité de leurs pouvoirs et les menace de mort. Mais Brest et d'autres villes bretonnes envoient une armée pour amener la ville rebelle à résipiscence.

En un sens, la disette avait servi le mouvement révolutionnaire : la faim de blé avait secondé la faim de liberté. Mais les accaparements, les retards de la distribution, la crainte du lendemain, pouvaient retourner les foules contre les nouvelles institutions.

Il faut noter encore les dissensions qu'a provoquées, dans les dernières semaines de l'année, le projet de créer les départements. Comme nous l'avons déjà dit, le découpage vivait les rivalités entre les cités. Dans le Nord, une véritable « guerre des villes » oppose Arras et Saint-Omer, Lille et Douai. Dans ce dernier cas, Douai peut compter sur son représentant Merlin, et obtient le titre de chef-lieu, mais les Lillois n'acceptent pas le fait accompli et, pendant des années, vont lutter contre l'injustice qu'ils estiment leur avoir été faite : ils devront attendre le 3 thermidor an XI pour obtenir gain de cause du Premier Consul. Ces affrontements entre villes de premier rang ont leurs correspondants entre les villes de deuxième rang, en vue de l'obtention d'un chef-lieu de district. Et voici Hesdin contre Montreuil, Maubeuge contre Avesnes, Bergues contre Dunkerque, Hazebrouck contre Cassel, Bouchain contre Cambrai, Avesnes contre Landreville.

Au-delà de ces concurrences de clochers, l'union de la France se heurtait ici et là à l'esprit régionaliste. Les ordres privilégiés avaient beaucoup mis sur les sentiments populaires d'attachement à la province et à ses institutions, surtout quand celles-ci étaient depuis longtemps établies. Les Rochelais voulaient un département de l'Aunis ; ils durent accepter malgré eux sa réunion à la plus grande partie de la Saintonge dans le département de la Charente-inférieure. Mais il s'agissait encore ici largement d'une rivalité entre cités. La Rochelle et Saintes. Le cas de la Bretagne était plus grave. Le schisme entre les



LIBRARY OF CONGRESS/AMERICAN OVERSIGHT

députés du Tiers, seuls représentants de la Bretagne à la Constituante, et les deux ordres privilégiés qui avaient refusé de députer aux États généraux allaient devenir ennemis au lendemain du 4 août, quand les privilèges des provinces furent abolis.

Le Chapelier et ses amis avaient eu le réflexe de préciser que leur vote devait être ratifié par les États de Bretagne. Botherel, procureur-syndic de ceux-ci, fit connaître sa protestation. « Unie à la France par des traités solennels et jamais conquise, la Bretagne a résisté à l'ébranlement général dont sa Constitution parti-

culière devait la garantir... D'alliés que nous sommes, les nouvelles dispositions nous rendraient sujets de la France... » Le 3 novembre, l'Assemblée suspendait sine die les parlements. La Chambre des vacations de Rennes refusa d'enregistrer le décret. Nul doute que la suspension des parlements, l'abolition des États provinciaux, le morcellement de la province en départements, furent autant d'arguments en faveur de la contre-révolution. Pourtant, le sentiment d'une appartenance à une communauté française, primant sur la communauté provinciale, faisait des progrès partout.

Le Béarn était au moins aussi particulière que la Bretagne. L'aristocratie dominant ses états avait été hostile à une délégation béarnaise à Versailles. Or les



LIBRARY OF CONGRESS/AMERICAN OVERSIGHT

non-privilegiés arrachèrent le principe de la députation. Tandis que les deux représentants de la noblesse et les deux représentants du haut clergé refusèrent de siéger, quatre députés du Tiers et deux du bas clergé furent de l'Assemblée, notamment lors de la nuit du 4 août. Mourrot, l'un des

l'autre était la Bretagne — de la pré-révolution ? Après les bouleversements de la Grande Peur, après l'assaut des châteaux, la province vit le retour de Moutier. Celui qui avait été à l'avant-garde au temps de l'Assemblée de Vizille était retourné au pays, après avoir démissionné de la Constituante. Le 11 octobre, il prend l'initiative de convoquer les États du Dauphiné, malgré le désaveu de l'Assemblée nationale. Peine perdue : celle-ci réussit sans peine à maintenir son autorité sur la province, et Mourrot doit prendre le chemin de l'exil en direction de la Suisse.

Le Dauphiné s'illustra encore autrement. C'est dans l'une de ses communes, à Etiole, que le 29 novembre eut lieu la première fédération. Plus de douze mille gardes nationaux, les uns du Vivarais, les autres du Dauphiné, prêtèrent un serment solennel de fidélité « à la Nation, à la Loi et au Roi » et jurèrent de « vivre libres ou mourir ». De cette réunion partit un message à l'Assemblée nationale et un exemple pour tout le pays. De proche en proche, on assiste à d'autres fêtes de la fédération : à Montélimar, Valence, Romans, Gap, Grenoble... La France entière est gagnée par cet élan d'association et de fraternisation.

Au départ, on avait vu s'imposer les nouvelles municipalités. Les maires titulaires, parfois propriétaires de leur charge, les consuls oligarchiques détenus par des poignées de notables, tous sous la tutelle des représentants du roi — intendants et subdélégués, — ce vieux pouvoir avait dû laisser la place à des communes. Des comités municipaux élus succédèrent presque partout aux anciennes équipes, sans résistance de celles-ci. Parant au plus pressé, et notamment aux subsistances, les municipalités mettaient sur pied des milices bourgeoises, prêtes à combattre sur deux fronts, celui de la contre-révolution et celui de l'anarchie.

Un nouveau danger pointa : que ces nouvelles municipalités s'isolent, coupées des anciennes autorités civiles et militaires. D'où résulte le mouvement qui les porte à joindre leurs efforts aux efforts des cités voisines. Les villages et les bourgs des environs s'allient aux villes plus grandes. De l'une à l'autre, on correspond, on envoie des emissaires, on se confère. De cette organisation spontanée qui compose une trame de plus en plus serrée de villes fédérées, Michelet nous a laissé un tableau lyrique.

« Ainsi, par-dessus les désordres, les craintes, les périls, j'entends s'élever peu à peu, répété par ces chœurs imposants dont chacun est un grand peuple, le mot puissant, magnifique, doux à la fois et formidable, qui contiendra tout et calmera tout : la fraternité. »

« Et, à mesure que les associations se forment, elles s'associent entre elles, comme dans les grandes farandoles du Midi ; chaque bande de danseurs qui se sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Mercrredi 31 août : « La nouvelle union des Français », avec Roger Dupuy. Jeudi 1^{er} septembre : « La révolution en Europe », avec François Labrun.

Pendant ce temps, que se passait-il dans le Dauphiné, un des deux berceaux —

forme donne la mèche à une autre, et la même danse emporte des populations entières. »

UNE formule de loi résume tout : « C'est une conjuration pour l'unité de la France. »

A plusieurs reprises, citant Michelet, nous lui avons opposé Taine — ou l'inverse, Jules qui rit et Hyppolite qui grogne. Or que dit Taine le censeur, Taine l'accusateur, Taine le ténébreux ? Devant l'ampleur du phénomène, ses armes s'épuisent ; il est saisi par la contagion ; il suffirait de peu pour qu'il devienne lui-même fédéré : « De mois en mois et de province en province, l'ébranlement se propage. Les quarante villes bailliagères de la Franche-Comté forment une ligue patriotique. A Pontivy, la Bretagne se fédère avec l'Anjou. Cent mille gardes nationaux du Vivarais et du Languedoc envoient leurs députés à Voudé. Quatre-vingt mille des Vosges ont leurs députés à Epinal. En février, mars, avril et mai 1790, dans l'Alsace, la Champagne, le Dauphiné, l'Orléanais, la Touraine, le Lyonnais, la Provence, même spectacle. [...] Mais, pour former la France, ce n'est pas assez des unions locales ; il faut encore l'union générale de tous les Français. »

Cette union, la fête de la Fédération du 14 juillet 1790 en sera le point d'orgue. Ce jour-là, au Champ-de-Mars, des milliers de représentants des gardes nationales de tous les départements viendront proclamer la grande Fédération, tandis qu'en écho, dans chaque chef-lieu de département, dans chaque chef-lieu de district, les serments mon-

Taine : « Jamais pacte social n'a été plus expressément conclu. Aux yeux des spectateurs, voici, pour la première fois dans le monde, une société véritable et légitime. »

teront vers le ciel à l'unisson. Il n'y a plus ni Basques, ni Bretons, ni Angevins, ni Normands, ni Provençaux, ni Alsaciens : il n'y a plus qu'un peuple, il n'y a plus qu'une France, parce que les Français l'ont voulu.

« Jamais pacte social n'a été plus expressément conclu, écrit Taine. Aux yeux des spectateurs, voici, pour la première fois dans le monde, une société véritable et légitime ; car elle est constituée par des engagements libres, par des stipulations solennelles, par des consentements portifs. On en possède l'acte authentique et le procès-verbal daté. »

14 juillet : au-delà de toutes leurs divisions, malgré leurs différences, les Français, animés d'une même foi, s'affirmaient, selon le mot de Julien Benda, dans leur volonté d'être une nation. Ils n'étaient plus les sujets hasardeux d'un monarque héréditaire ; ils étaient devenus, par adhésion volontaire, les citoyens libres d'un même peuple. Si c'est un mythe, c'est le nôtre.

Demain :
La révolution en Europe

L'acceptation du plan de règlement de l'ONU pour le Sahara occidental

L'acceptation, le mardi 30 août à Genève, par le Maroc et le Front Polisario — ce dernier « sous certaines conditions » — du plan de paix de l'ONU pour le Sahara occidental a suscité des réactions favorables, notamment dans les principaux médias concernés par le conflit.

A Alger, on estime, de source officielle, que l'aval des propositions de l'ONU « facilitera l'édification du Grand Maghreb ». Au cours des dernières semaines, la presse algérienne a longuement reproduit les propos du roi Hassan II du Maroc affirmant que le référendum était la « seule voie susceptible de régler définitivement le problème du Sahara ».

A Rabat, le souverain a déclaré à la presse, mardi, une réunion à laquelle participaient les officiers supérieurs de l'armée marocaine. La presse continue, toutefois, d'appeler à la vigilance

contre les « manœuvres » du Polisario. L'Opinion, organe de l'istigial, l'opposition nationale, met en garde « contre les plans des ennemis de notre intégrité territoriale et de ceux qui cherchent à entraver le processus d'édification du Grand Maghreb ».

Cette analyse est partagée, à l'autre bout de l'échiquier politique marocain, par Ali Bayane, quotidien de l'opposition pro-communiste, qui affirme : « Alors que le souhait du Maroc est de voir le référendum organisé dans les délais les plus brefs, la tentation reste forte chez les mercenaires de se lancer dans des opérations politiques ou militaires pour maintenir la tension dans la région et mettre en échec un plan de paix dont les grandes lignes et surtout l'issue finale leur paraissent contraires à leurs visées sécessionnistes ».

A Madrid, le gouvernement de l'ancienne puissance coloniale au Sahara, a exprimé sa satisfaction. « C'est une très bonne nouvelle », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez. Madrid a proposé son assistance technique pour l'organisation du référendum.

A Genève, souligne notre correspondante Isabelle Vichet, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas reçu notification du nombre de combattants faits prisonniers au cours du conflit. L'organisation humanitaire n'a pu visiter au Maroc que soixante-quinze prisonniers, et cela s'est passé en 1978. Par la suite, on a annoncé la libération de quarante d'entre eux. Après quoi, plus rien. L'inquiétude fut si grande à Genève, ajoute notre correspondante, que M. Alexandre Hay, alors président du CICR,

avait pris contact en juin 1986 avec le roi Hassan II qui, en guise de réponse, lui fit entendre qu'il n'y aurait plus désormais de visites de prisonniers.

Du côté sahraoui, un total de cinq cent soixante-seize prisonniers marocains ont été enregistrés et visités par des délégués du CICR à cinq reprises. Une quarantaine de prisonniers — ont été remis au CICR en avril 1984 pour être rapatriés.

Conformément aux conventions de Genève, tous les prisonniers de guerre devraient être libérés aussitôt que possible après la fin des hostilités.

Un scénario pour la paix

M. Perez de Cuellar a donc accompli un nouveau « miracle » diplomatique. Là où l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avait échoué, impuissante, au point de faillir, dans cette épreuve, voler en éclats, le secrétaire général de l'ONU a réussi, à force de patience et de tact. Deux jours avant la date butoir qu'il leur avait fixée, le Maroc et le Front Polisario ont accepté, le mardi 30 août, à Genève, le plan de paix pour le Sahara occidental qu'il leur avait soumis le 11 août. Ce succès intervient près de trois ans après que l'Assemblée générale de l'ONU ait confié le dossier à M. Perez de Cuellar.

Les deux belligérants n'ont pas donné tout à fait la même force à

qu'ils disent qu'ils veulent le Maroc.

Qui votera ? Cette question, évidemment cruciale, oppose longtemps les deux parties. Selon le Polisario, cent quatre-vingt-cinq mille personnes réfugiées dans les quatre camps proches de l'océan algérien de Tindouf devaient former le vivier du corps électoral. La plupart d'entre elles, répliquait Rabat, ne sont pas originaires du Sahara. En retour, le Polisario affirmait que la majorité des résidents du Sahara sous contrôle marocain étaient des « immigrés » venus du nord, alléguant contestée par Rabat.

Cette controverse s'étant apaisée, Marocains et Sahraouis s'accordent aujourd'hui sur un principe-clé : le

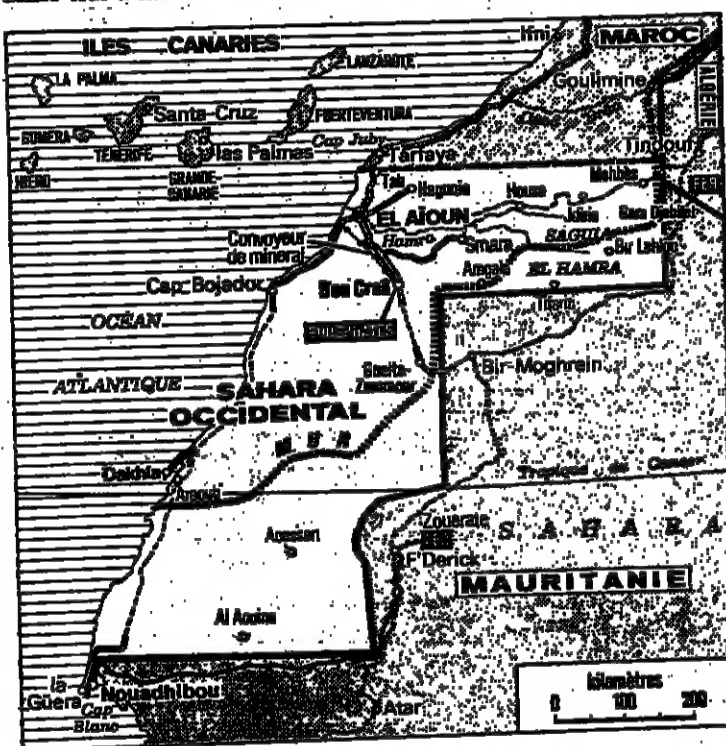
représentant spécial de l'ONU pour le Sahara. Ce diplomate sera assisté de plusieurs centaines d'experts internationaux. M. Perez de Cuellar a déjà largement déblayé le terrain en envoyant sur place, en novembre 1987, une commission technique chargée d'enquêter sur les conditions matérielles du référendum.

L'armée ? Le Polisario a demandé, mardi, le « retrait d'un grand pourcentage des troupes marocaines » stationnées au Sahara (sur un total d'environ cent mille hommes) qui reste à déterminer. Rejetant pour l'instant toute idée de retrait, le Maroc propose seulement de limiter les mouvements de ses troupes et notamment de les cantonner dans leurs baraquements le jour du scrutin. Il reste que, là aussi, le Polisario a jouté du lest en n'exigeant plus un retrait marocain en préalable à toute discussion.

Des négociations directes ? Le Polisario les demande depuis toujours. Il fut un temps où l'Algérie elle-même se faisait une condition de toute normalisation diplomatique avec le Maroc. Mais Hassan II refuse des pourparlers directs avec des hommes que sa presse continue de traiter de « mercenaires ». On comprend dans ces conditions que M. Mustapha ait souligné, mardi, « les difficultés restant à apaiser ».

L'empêchement : M. Perez de Cuellar se montre optimiste. Il a « bon espoir » que « l'opération puisse commencer avant la fin de l'année ». M. Abdelatif Filali, ministre marocain des affaires étrangères, a prêté, pour sa part, que le référendum pourrait être organisé « dans un délai relativement court ». La paix, l'an prochain, au Sahara ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental, situé sur la côte atlantique, est un territoire de 260 000 kilomètres carrés quasi désertique. Le Maroc a bordé à l'est par l'Algérie et au sud par la Mauritanie. Le Maroc a construit un système de défense composé de six « murs » — dont le dernier a été achevé cette année — d'une longueur d'environ 2 500 kilomètres. Rabat contrôle ainsi 80 % du territoire, notamment tout le « Sahara utile » abritant les riches gisements de phosphates.

leur consentement. Si le Maroc a exprimé son « accord de principe », le Polisario n'a accepté le compromis que « sous certaines conditions », au demeurant non précises. Ces réserves des dirigeants sahraouis n'empêcheront pas M. Perez de Cuellar d'aller de l'avant. Comme il l'a dit mardi, son porte-parole, « on tiendra compte des remarques et des commentaires des deux côtés au moment de la mise en œuvre du plan de règlement ». En attendant, la voie est libre. Le conflit du Sahara occidental, après treize ans de combats, semble bel et bien entré dans sa phase finale.

Hormis les principaux intéressés, chacun ignore le détail du plan concocté dans le plus grand secret par M. Perez de Cuellar. Du moins en connaît-on les grandes lignes (le Monde des 14-15 août). Le scénario de la paix prévoit deux temps forts : la proclamation d'un cessez-le-feu ; la tenue d'un référendum devant permettre à la population autochtone du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination. Pendant la période précédant la consultation, l'ONU dispose sur place d'un large pouvoir de « supervision ».

Qui votera ?

Le Maroc et le Polisario se sont entendus, en substance, sur la question qui sera soumise à référendum : les électeurs auront à choisir entre l'indépendance et l'intégration au Maroc. Le roi Hassan II avait accepté en juin 1981 le principe, réaffirmé par le Polisario, d'un « référendum contrôlé » que l'ONU recommandait depuis septembre 1975. Il y a un mois, dans une interview au Monde, le souverain avait confirmé que la question de l'indépendance « serait naturellement » posée aux Sahraouis, avant d'ajouter : « Je souhaite de tout cœur

recensement effectué par le pouvoir colonial espagnol en 1974 — soit un an avant son départ — servira de base à la répartition des listes électorales. Celles-ci seront peaufinées après des enquêtes complémentaires et impartiales de l'ONU sur le terrain. Le recensement de 1974 avait dénombré environ 74 000 personnes. Mais la population sahraouie — estimée à l'époque à Madrid à environ 100 000 habitants. Quel qu'il en soit, la nouvelle position du Polisario, du seul fait qu'elle exclut du corps électoral nombre de ses partisans réfugiés à Tindouf, représente de sa part une importante concession par rapport à ses exigences antérieures.

L'administration et l'armée

Trois autres pannes de discorde subsistent : le rôle de l'administration marocaine et le sort de l'armée pendant la période comprise entre le cessez-le-feu et le référendum ; la nature des futures négociations entre les belligérants. Comme l'a rappelé mardi à Genève, M. Béchir Mustapha, numéro deux du Polisario, celui-ci veut désormais « centrer le débat » sur ces points. « L'administration internationale », dira-t-il, « substituer » aux autorités civiles marocaines. Conscient de la difficulté pour l'ONU d'administrer, fût-ce pour peu de temps, un territoire désertique vaste comme la moitié de la France, M. Perez de Cuellar a concentré ses efforts sur la préparation et le contrôle du scrutin.

Dès son prochain retour à New York, le secrétaire général de l'ONU saisira le Conseil de sécurité « pour mettre en œuvre la partie civile et la partie militaire du plan de paix » ; puis, il nommera un

A quelques jours de la reprise des négociations de paix à Brazzaville

Les troupes sud-africaines ont achevé leur retrait d'Angola

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Un jour avant la date prévue du 1^{er} septembre, les troupes sud-africaines se sont repliées mardi 30 août du territoire angolais. Près d'un millier d'hommes et un important matériel ont franchi à partir de midi, sur un pont mobile, la rivière Okavango, qui marque la frontière entre la Namibie et l'Angola. Une banderole « Bienvenue aux vainqueurs » avait été plantée sur la rive namibienne pour accueillir les derniers soldats de Pretoria, dont le retrait avait débuté le 10 août à la suite de l'accord de Genève intervenu au début du mois.

Le 22 août, un cessez-le-feu avait été signé entre l'Afrique du Sud, Cuba et l'Angola. Le traité a prévu la mise en place d'une commission militaire conjointe chargée de la supervision. Elle a franchi la frontière après le repli sud-africain peu avant que le génie ne commence à démonter le pont mobile. Elle doit commencer à opérer à partir du 1^{er} septembre. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), le mouvement qui lutte depuis vingt-deux ans pour la libération de la Namibie, a annoncé qu'elle respecterait le cessez-le-feu.

Le lieutenant-général Ian Gleson, numéro deux dans l'état-major de l'armée sud-africaine, a révélé que, en contrepartie, les forces cubaines avaient accepté de ne pas se déployer au sud d'une ligne qui, à l'ouest, est distante d'une quarantaine de kilomètres de la frontière namibienne, alors que, à l'est, à proximité de la Zambie, elle est située à 250 kilomètres. Ce qui signifie qu'elle met à l'abri des forces de Fidel Castro une partie de la zone contrôlée par l'UNITA de M. Jonas Savimbi et notamment son fief de Jamba.

En revanche, les troupes angolaises pourront se déplacer librement dans cette zone en partie neutralisée car l'UNITA a fait savoir

qu'elle poursuivait les combats jusqu'à ce que Luanda accepte un partage du pouvoir. La création de ce secteur tampon pourrait cependant constituer en pratique l'amorce d'un désengagement cubain bien qu'aucun accord n'ait pu être conclu lors des pourparlers de Brazzaville du 24 au 27 août en ce qui concerne le calendrier, pierre d'achoppement des négociations qui reprendront dans la capitale congolaise le 5 septembre.

Preuve « en béton »

Cette septième séance d'entretien a été qualifiée de « cruciale » par M. Glenn Bab, directeur général adjoint au ministère des affaires étrangères qui a ajouté que « le gouvernement sud-africain est disposé à se montrer aussi patient qu'il le faudra car il ne veut pas d'un accord politique basé sur le retrait des Cubains ». « Nous voulons la paix », a indiqué M. Bab ; « ce qui marque encore c'est un engagement réciproque des Cubains et des Angolais ». Il a qualifié le processus de retrait des troupes de Pretoria de « preuve » en béton de la volonté de l'Afrique du Sud d'aboutir à une paix négociée, affirmant néanmoins qu'il croyait savoir que les troupes cubaines avaient été placées « en état d'alerte rouge » après l'impassé de derniers pourparlers.

Comme l'a affirmé le général Gleson, il n'y a désormais plus un seul soldat sud-africain en Angola. « Nous allons respecter l'accord sur le retrait » de nos troupes a-t-il souligné. C'est la troisième fois en douze ans que Pretoria repousse ses soldats du territoire angolais. Le premier désengagement avait eu lieu en janvier-février 1976, deux mois après la proclamation de l'indépendance angolaise. Les forces sud-africaines étaient arrivées pratiquement aux portes de Luanda en novembre 1975 et avaient été contraintes de faire marche arrière

sous la pression internationale et notamment américaine.

Le deuxième repli avait eu lieu le 17 avril 1985 à la suite des accords de Lusaka le 16 février 1984 au cours desquels Luanda s'était engagé à ne plus soutenir la SWAPO et à ne plus tolérer de prétextes cubains dans le Sud angolais en échange du départ des troupes de Pretoria. Un retrait qui intervenait avec pratiquement treize mois de retard. Les négociations pour établir un calendrier du départ des Cubains avaient échoué en novembre 1984 et les pourparlers avec la SWAPO au Cap-Vert en juillet 1985 avaient capoté.

On se retrouve donc pratiquement à la case départ plus de trois ans plus tard. Début juillet 1987, les Sud-Africains lançaient l'opération Moduler afin de soutenir l'UNITA qui faisait face à la plus importante offensive jamais lancée contre ce mouvement rebelle. En décembre 1987, l'opération Hooper entraîna les soldats de Pretoria plus au nord dans la périphérie de Cuito Cuanavale, importante garnison angolaise qui fut pillonnée pendant des mois sans jamais tomber.

Bien qu'annoncé officiellement au début de décembre 1987, le « retrait tactique » sud-africain ne commencera à s'effectuer qu'en mai 1988, alors que débutait à Londres la première séance de négociations quadripartite. Depuis, un bout de chemin a été parcouru. Le retrait officiel sud-africain constitue une étape importante du processus de paix dans la région, même si la date butoir du 1^{er} septembre fixée par un accord du départ progressif des Cubains ne sera pas respectée.

De même celle du 1^{er} novembre pour le début de la mise en application de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie est sans doute prématurée. Tout dépend désormais des prochains entretiens de Brazzaville qu'annoncent, c'est le moins que l'on puisse dire, très serrés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

1985

- 2 décembre : L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution réaffirmant la nécessité de négociations directes entre le Maroc et le Polisario. M. Perez de Cuellar est chargé d'œuvrer en ce sens, l'OUA ayant échoué.

1986

Au printemps, ont lieu à New York des pourparlers indirects entre le Maroc et le Polisario, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA. Ils échouent en raison de divergences du fond sur le référendum, le Polisario exigeant le retrait des troupes et de l'administration marocaines avant la tenue du référendum.

1987

- Novembre : Une commission technique de l'ONU, composée de dix-sept experts, visite le Sahara pour y enquêter sur les conditions matérielles d'un éventuel référendum.

1988

- 16 mai : Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc, après douze ans de rupture. La RASD est aujourd'hui reconnue par soixante-deux Etats.

- 11 août : Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar remet au Maroc et au Front Polisario des propositions de paix prévoyant, entre autres, la proclamation d'un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum permettant à la population autochtone du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination.

- 30 août : Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix de l'ONU.

BURUNDI :

après les massacres

La France

« vivement

préoccupée »

Après Genève et Bruxelles, le ministre burundais des affaires étrangères, M. Cyprien Ndayindigwe, était à Paris le mardi 30 août pour une mission « d'information et d'explication » auprès des autorités françaises. Il a notamment rencontré M. Jean Audibert, conseiller diplomatique du président de la République, puis M. Jacques Feller, ministre de la coopération, ainsi que M. Edwige Aïcia, ministre chargé des affaires étrangères. M. Aïcia a exprimé à cette occasion la « profonde émotion » causée en France par les massacres du Burundi et la « vive préoccupation » du gouvernement devant « les atteintes » aux droits de l'homme dans ce pays.

An cours d'une conférence de presse, le ministre burundais a de nouveau justifié l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre dans son pays à la suite des événements sanglants des 14 et 15 août. L'armée, intervenant « sur ordre et d'une manière disciplinée », a-t-il notamment déclaré, « a permis de faire cesser les massacres et a empêché que le nombre des morts soit incommensurable ».

Des discussions, a-t-il ajouté, sont en cours avec le Rwanda pour faciliter le retour des réfugiés. Il a aussi démenti avoir refusé une enquête internationale car « aucune organisation ne m'en a fait la demande » (le Monde du 30 août). Le ministre burundais a toutefois réaffirmé qu'il ne voyait toujours pas la nécessité d'une telle enquête.

Les présidents du Zaïre, du Burundi et du Rwanda se sont d'autre part rencontrés le 30 août à Gbadolite (est du Zaïre) à l'initiative du chef de l'Etat zaïrois, M. Mobutu Sese Seko, qui jouit d'une grande influence dans la région. Les trois présidents « se sont engagés à créer un climat favorable au retour rapide dans leurs foyers des ressortissants burundais ayant quitté leur pays à la suite des récents événements ».

Asie

Un entretien avec le journaliste chinois le plus célèbre

«La Chine est plus conservatrice que l'URSS dans le domaine de la réforme politique» nous déclare M. Liu Binyan

Ecrivain, et surtout journaliste, Liu Binyan est connu en Chine et à l'étranger pour avoir dénoncé dans ses écrits les tares du régime, notamment la corruption de certains cadres et bureaucrates. Une de ses nouvelles, intitulée *Entre homme et démon* (1), parue en 1979, racontait un scandale qui venait effectivement d'éclater, la directrice d'une entreprise ayant été condamnée à mort pour avoir détourné des sommes considérables.

« Pouvez-vous décrire votre situation présente en Chine depuis votre exclusion du parti il y a un an ? »

« Je n'aurais jamais cru que je serais exclu du parti. Je pensais qu'on pourrait m'interdire d'écrire, comme c'était arrivé à un certain nombre d'auteurs, mais pas m'exclure. Non seulement je n'y ai rien perdu, mais j'y ai plutôt gagné. Avant, j'étais un écrivain assez populaire : même des gens qui ne lisaient pas de romans lisaient mes écrits ; mais depuis qu'on a annoncé publiquement mon exclusion, tout le monde en Chine a su qui j'étais. J'ai donc gagné beaucoup de lecteurs et beaucoup de nouveaux amis. D'ailleurs, à la fin de 1987, on a déclaré officiellement que j'étais autorisé à publier. Je ne pense pas qu'à l'avenir je puisse être arrêté, mais qu'on m'interdise à nouveau de publier, c'est possible. »

Né en 1915 en Mandchourie, à Harbin dans une famille entièrement acquise à la Révolution russe, il parle russe et a fait souvent partie de délégations chinoises en URSS. Il s'intéresse particulièrement à la « perestroïka ». Depuis trente ans, sa carrière suit les aléas de l'histoire : écrivain, journaliste, en 1957, réhabilité le 24 janvier 1979, il a été exclu de nouveau du parti en 1987, accusé de « libéralisme bourgeois », et

« Les réformes politiques depuis M. Deng Xiaoping ont-elles amélioré la situation ou non ? »

« En fait, la réforme politique en Chine n'a pas encore commencé. Pour être plus exact, elle a commencé, mais, depuis 1980, elle a régressé. Par exemple, il y avait davantage de liberté de la presse en 1980 que de nos jours. En revanche, la réforme économique, qui a été menée plus sérieusement, comporte des éléments politiques. Ainsi les paysans, autrefois attachés à la terre et complètement dépendants des cadres des communes, ont aujourd'hui beaucoup plus de liberté. »

« Il faut donc distinguer entre ce que la direction du PC autorise et la liberté que les Chinois prennent eux-mêmes. Ainsi, lors des événements de l'université de Pékin, en avril, on avait annoncé au départ qu'il était interdit de coller des dazibaos. Or il y a eu beaucoup de dazibaos. »

« Croirez-vous que des groupes extérieurs au parti pourraient trouver place dans le système ? Et avoir aussi une presse indépendante ? »

« Je crois qu'il y aura des journaux indépendants dans un temps pas trop éloigné, mais il y a encore pas mal d'obstacles. Les autorités ont déjà accepté la création d'un journal autonome dans l'île de Haïnan. On ne sait pas encore qui va le faire. Mais un écrivain, Han Shao-gong, a déjà lancé une revue qui s'appelle les *Nouvelles de référence de Haïnan*. »

« Estimez-vous que l'histoire du régime, de Mao Zedong et de la période des trente dernières années est bien connue, qu'il n'y a pas de zone d'ombre ? »

« L'histoire du régime depuis 1949 est pratiquement une zone d'ombre. Enormément d'événements ne sont pas connus. Moi-même qui suis relativement bien informé, il y a énormément de choses que je ne sais pas. Par exemple, à propos de ce que l'on appelle par euphémisme les « trois années de difficultés » de 1960 à 1962 (après le Grand Bond en avant). Quelles ont été leurs conséquences, les dommages causés à la Chine ? On ne le sait pas. Le déclenchement de la révolution culturelle, comment s'est-il passé ? On ne le sait pas. »

« Que pensez-vous de la « glasnost » en Union soviétique, comparée à ce qui se passe en Chine ? »

« C'est en 1985 que Gorbatchev a lancé la politique de « glasnost ». Mais moi j'avais déjà demandé dès

considéré par ses ennemis comme un « droitier mal rééduqué ».

Son opposition ouverte aux apparatchiks lui avait valu, en 1985, de faire son autocritique qui ressemblait plutôt à un réquisitoire : « Si j'ai suivi une voie erronée, déclare-t-il en conclusion, je demande instantanément aux camarades chargés de la propagande de me montrer la voie correcte ; de m'indiquer ce que je peux écrire et ce que je ne peux pas écrire, et quelles sont les erreurs que je dois corriger. »

En avril 1983, avant le voyage de M. Mitterrand en Chine, Liu Binyan avait été invité à Paris avec une délégation d'écrivains et de scientifiques, en tant qu'un des principaux rédacteurs du *Quotidien du peuple*. Depuis 1985, il n'y écrit plus, mais est autorisé à voyager à l'étranger. Il s'est rendu aux États-Unis et, récemment, en France.

« L'ancien Mandchourie, bien que beaucoup de choses malheureuses se soient produites quand l'armée soviétique occupait la Mandchourie de 1945 à 1948-1949. Mais bien des gens dans la région de Harbin sont plutôt favorables à une normalisation des rapports. De toute façon, il ne saurait s'agir à nouveau de rapports de grand frère à petit frère ! Tout le monde sait que, après Khrouchchev, l'Union soviétique a changé. »

« Pensez-vous qu'il est possible d'être un Sakharov chinois ? »

« Je crois qu'il y a une possibilité pour pas mal de Sakharov d'exister en Chine. Moi-même, j'ai fait des discours qui étaient en désaccord avec la direction du parti. Les conservateurs du PC ont souvent dit que j'étais un dissident, mais je ne le suis pas. En tout cas pas du tout un dissident du type de Soljenitsyne. Si l'on veut absolument faire une comparaison, je serais plutôt proche de Roy Medvedev. Cependant, il est tout à fait impossible de demander la libération des prisonniers politiques en Chine ; et si on en parlait, les journaux ne reprendraient jamais de tels discours. En revanche, en Union soviétique, le proche de Soljenitsyne et Daniel avait été repris par les journaux. En Chine, ce serait inimaginable, même pour les dirigeants. »

« Étant données les tendances de chacun des deux pays au nationalisme, n'y aura-t-il pas alors une tendance de l'URSS à reprendre des relations de « père à fils » entre les deux partis ? »

« D'après ce que je sais, les Chinois n'ont pas tellement de haine pour les Soviétiques. Même dans

l'ancien Mandchourie, bien que beaucoup de choses malheureuses se soient produites quand l'armée soviétique occupait la Mandchourie de 1945 à 1948-1949. Mais bien des gens dans la région de Harbin sont plutôt favorables à une normalisation des rapports. De toute façon, il ne saurait s'agir à nouveau de rapports de grand frère à petit frère ! Tout le monde sait que, après Khrouchchev, l'Union soviétique a changé. »

« Pensez-vous qu'il est possible d'être un Sakharov chinois ? »

« Je crois qu'il y a une possibilité pour pas mal de Sakharov d'exister en Chine. Moi-même, j'ai fait des discours qui étaient en désaccord avec la direction du parti. Les conservateurs du PC ont souvent dit que j'étais un dissident, mais je ne le suis pas. En tout cas pas du tout un dissident du type de Soljenitsyne. Si l'on veut absolument faire une comparaison, je serais plutôt proche de Roy Medvedev. Cependant, il est tout à fait impossible de demander la libération des prisonniers politiques en Chine ; et si on en parlait, les journaux ne reprendraient jamais de tels discours. En revanche, en Union soviétique, le proche de Soljenitsyne et Daniel avait été repris par les journaux. En Chine, ce serait inimaginable, même pour les dirigeants. »

« Étant données les tendances de chacun des deux pays au nationalisme, n'y aura-t-il pas alors une tendance de l'URSS à reprendre des relations de « père à fils » entre les deux partis ? »

« D'après ce que je sais, les Chinois n'ont pas tellement de haine pour les Soviétiques. Même dans

l'ancien Mandchourie, bien que beaucoup de choses malheureuses se soient produites quand l'armée soviétique occupait la Mandchourie de 1945 à 1948-1949. Mais bien des gens dans la région de Harbin sont plutôt favorables à une normalisation des rapports. De toute façon, il ne saurait s'agir à nouveau de rapports de grand frère à petit frère ! Tout le monde sait que, après Khrouchchev, l'Union soviétique a changé. »

Propos recueillis par
MICHEL TATU
et NICOLE ZAND.

(1) Paru en français dans un recueil intitulé *La Face cachée de la Chine*, traduit par J.-P. Béja et Wojtek Zaleski (Éditions Pierre-Emile, 1983).

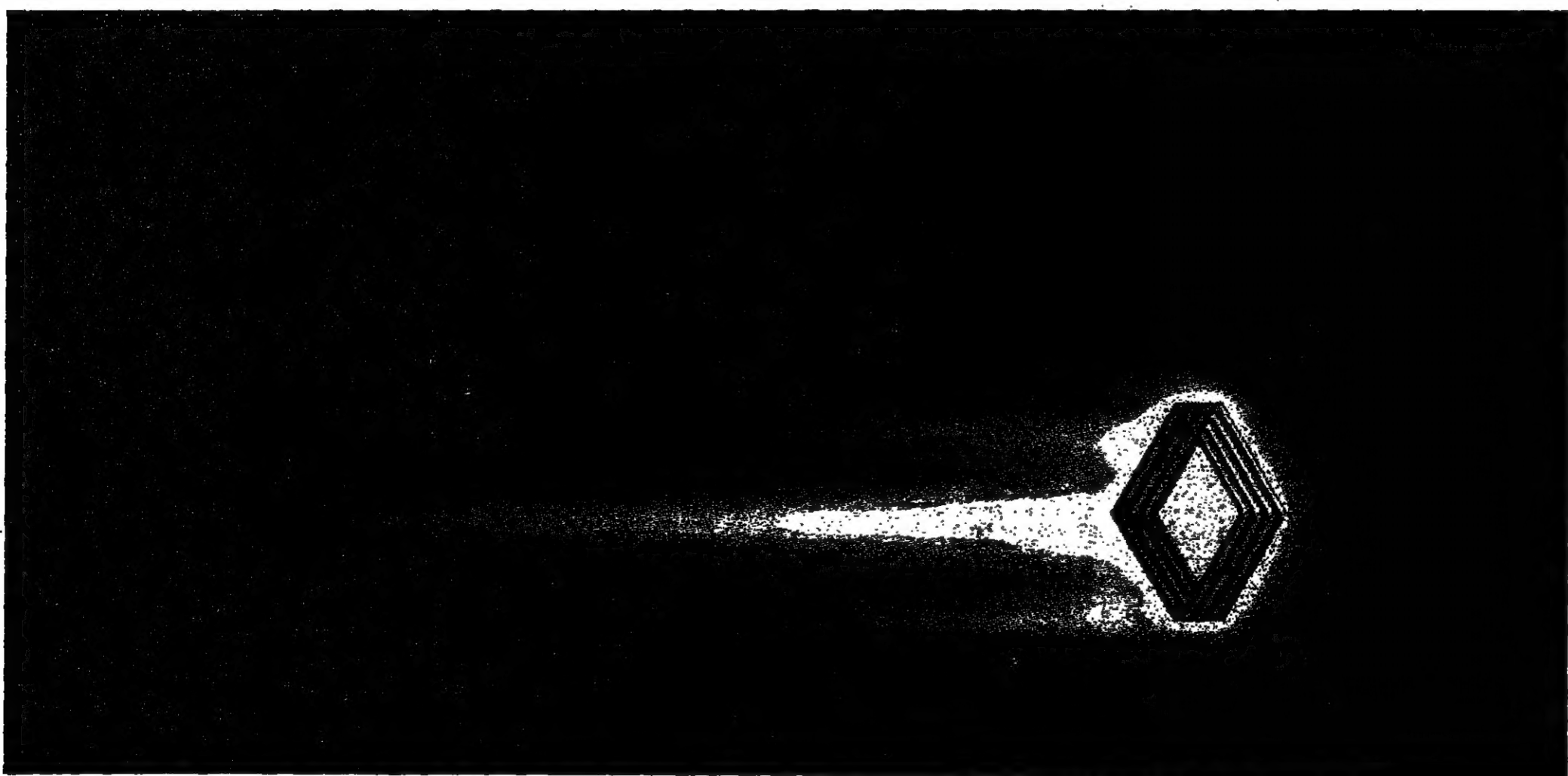
LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE



RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

NOUS DEVIONS GAGNER DE L'ARGENT :
NOUS AVONS COMMENCÉ À LE FAIRE. EN
RENOUVELANT NOTRE GAMME, EN AUG-
MENTANT NOTRE PRODUCTIVITÉ, EN FAI-
SANT PROGRESSER LA QUALITÉ DE NOS

VOITURES. EN ÉTANT PLUS ATTENTIFS
QUE JAMAIS À NOS CLIENTS. EN RECENT-
TRANT NOTRE ACTIVITÉ SUR L'AUTOMO-
BILE ET NOTRE CHAMP D'ACTION SUR
L'EUROPE. NOUS AVONS RENOUÉ AVEC

LES BÉNÉFICES. ET LES PROFITS
D'AUJOURD'HUI SONT LES INVESTISSE-
MENTS. LES EMPLOIS. LA COMPÉTI-
VITÉ DE DEMAIN. NOUS AVONS
MAINTENANT LES MOYENS DE GAGNER

LA COMPÉTITION EUROPÉENNE. NOUS
LA GAGNERONS. CAR EN SE RE-
DRESSANT, RENAULT A RETROUVÉ LE
PUNCH, L'ENTHOUSIASME, LA FIERTÉ,
ET UNE IMMENSE ENVIE DE GAGNER.



réforme politique

Le 30 août 1988, après le passage de la loi sur la réforme politique, le président de la République a signé la loi sur la réforme politique. Cette loi a pour objet de réorganiser le pouvoir exécutif et législatif, et de renforcer la responsabilité du gouvernement devant le parlement. Elle prévoit notamment la création d'un conseil des ministres et la suppression du poste de président du conseil.

La loi sur la réforme politique a été adoptée par le parlement le 30 août 1988. Elle a pour objet de réorganiser le pouvoir exécutif et législatif, et de renforcer la responsabilité du gouvernement devant le parlement. Elle prévoit notamment la création d'un conseil des ministres et la suppression du poste de président du conseil.

Europe

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS
DATE 10 OCT 1988
CLASS

URSS : renversant des prises de position antérieures

La « Pravda » blanchit Staline de toute responsabilité dans la guerre froide

La Pravda a surpris une fois de plus ses lecteurs en publiant, le mardi 30 août, un long article (une page entière du quotidien) revenant sur les origines de la guerre froide et justifiant totalement cette fois la politique étrangère de Staline.

Selon les auteurs de ce texte, parmi lesquels figure M. Valentin Faline, ancien ambassadeur de Brejnev à Bonn et aujourd'hui directeur de l'agence de presse Novosti, la responsabilité de la détérioration des relations entre Washington et Moscou après la guerre incombe uniquement aux États-Unis, à Truman en particulier, qui, dès sa prise de fonction en avril 1945, doutait de l'utilité d'une entente avec son ancien allié contre l'Allemagne et mettait en chantier des plans de bombardement atomique de l'URSS. Le journal cite, à ce propos, le plan Dropshot et d'autres documents du Pentagone visant à obtenir une supériorité stratégique de dix contre un « afin de permettre une attaque préventive contre l'Union soviétique à partir du 1^{er} janvier 1957 ». Tout cela pour confirmer, selon les auteurs, que « ce n'est pas nous qui avons choisi la guerre froide ».

Laissons aux historiens le soin d'apprécier ces jugements, si pour noter que les choses s'étaient glissées entre les deux Grands de la guerre froide, ce n'est pas nous qui avons choisi la guerre froide. L'objectivité historique exigeait un document que l'on connaît, les plans des militaires soviétiques de l'époque, que ce que la « glasnost » ambiante ne nous a toujours pas apporté.

Plus intéressante est la question de savoir pourquoi le quotidien du parti-juge nécessaire de publier maintenant un tel article, lequel rompt non seulement avec la doctrine actuelle de MM. Reagan et Gorbatchev, mais avec les déclarations en sens inverse auxquels la presse de Moscou s'est habituée.

En mai dernier, par exemple, le professeur Dachtchev, membre du Politburo, expliquait dans la *Litovskaya Gazeta* qu'un des grands torts de la politique étrangère passée avait été de faire « assumer à l'URSS après 1945 le rôle de garant militaire de l'expansion du socialisme dans le monde » et d'apparaître comme « hégémonique » à ses

partenaires, ce qui avait eu pour résultat d'entraîner le pays « dans une confrontation des plus aiguës avec les principales forces de l'impérialisme ». Autrement dit, les torts étaient infiniment plus partagés que ce que nous en dit aujourd'hui M. Faline.

Un peu plus tard, la Pravda elle-même avait publié une critique de Staline sur un autre sujet jusqu'à tabou : le pacte germano-soviétique. Moins, il est vrai, sur la signature du premier accord d'août 1939 que sur la « gestion » beaucoup trop amicale des nouvelles relations avec l'Allemagne, lesquelles, selon l'historien militaire Volkogonov, avaient trahi le « sacrilège » et « découragé les antifascistes dans le monde ».

M. Chevardnadze sur la sellette

Mais la victime indirecte de ce nouveau coup de barre à droite pourrait être M. Chevardnadze et, derrière lui, d'autres parlements d'« perestroïka » plus poussés tels que M. Jakovlev, membre du bureau politique, voire M. Gorbatchev lui-même. Le ministre soviétique des affaires étrangères avait créé une certaine sensation chez les idéologues en déclarant devant une conférence de son ministère que la coexistence pacifique à l'ère nucléaire « ne peut être identifiée à la lutte des classes » et que « le combat des deux systèmes opposés n'est plus la tendance déterminante de l'époque moderne ».

Ces propos, sacrilèges, que la Pravda avait reproduit le 26 juillet,

avaient suscité une verte réplique de M. Ligatchev, le vigilant numéro deux du parti. « Nous ne nous pourrions pas baser le caractère de classe des relations internationales », avait-il dit quelques jours plus tard au cours d'une visite à Gorki. Toute autre présentation de la question ne peut que semer la confusion dans l'esprit des Soviétiques et de nos amis à l'étranger ».

L'article de M. Faline apporte la caution d'un éclairage historique et idéologique à cette polémique, laquelle confirme que le grand débat en cours depuis des mois entre les responsables soviétiques sur les rythmes et l'ampleur de la « perestroïka », loin d'avoir été tranché par la conférence du parti en juin, s'étend maintenant au sujet relativement préservé de la politique étrangère. L'URSS doit-elle s'insérer dans la société internationale telle qu'elle est constituée et se pencher sur les problèmes universels de l'écologie ou des échanges culturels et humains, comme le proclament les « perestroïkistes », ou bien continuer de se considérer comme l'ennemi de l'autre système social et promouvoir la révolution, comme le rappellent les gardiens du dogme ?

Lorsqu'un tel débat oppose entre eux non plus seulement des professeurs, mais aussi des hommes politiques, il faut bien en conclure que quelque chose ne va pas. Un signe que la situation de « ni guerre ni paix » à laquelle M. Gorbatchev avait donné jusqu'à présent sa caution ne saurait se prolonger indéfiniment.

MICHEL TATU.

La fille de Brejnev pourrait être appelée à témoigner au procès de son mari, Iouri Tchourbanov

La fille de l'ancien numéro un soviétique Leonid Brejnev, Galina Brejneva, pourrait être appelée à témoigner, si le tribunal se décide ainsi, lors du procès de son troisième mari, Iouri Tchourbanov, accusé d'abus de pouvoir et de corruption, à l'indiqué, le mardi 30 août, à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerasimov a précisé, lors d'une conférence de presse, qu'environ deux cents personnes seraient appelées à témoigner lors du procès du gendre de M. Brejnev, ancien premier vice-ministre de l'intérieur, qui doit s'ouvrir lundi prochain, et pourrait durer deux mois. Le procès sera ouvert à la presse étrangère qu'à son premier et dernier jour, contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment.

M. Guerasimov a confirmé que le général Tchourbanov, accusé d'avoir touché des pots-de-vin pour plus de 1 million de dollars, risquait la peine de mort. Arrêté en janvier 1987, il avait perdu ses fonctions ministérielles en 1984, deux ans après la mort de Brejnev.

La Pravda avait consacré, mardi, un long article sur Tchourbanov, l'ancien ministre de l'intérieur, et le décrivant comme un personnage sans scrupules ayant de « médiocres capacités », « incapable de mener des activités intellectuelles sérieuses ». Il a toujours cherché à obtenir « les faveurs de ses supérieurs », et son « appétit s'est accru de façon exorbitante après son mariage avec Galina Brejnev en 1971 », affirme le quotidien. — (AFP.)

Une concession majeure du général Jaruzelski

Le pouvoir polonais renoue le dialogue avec M. Lech Walesa

(Suite de la première page.)

Huit ans après, Lech Walesa à quelques kilomètres en plus, des cheveux gris, il a troqué le vieux chandail contre un respectable costume prince-de-galles, orné quand même du badge « Solidarność », et c'est escorté de deux voitures de police banalisées qu'il a pris la route de Varsovie. Mais la partie n'est pas gagnée pour autant, lui-même et son état-major le savent. Adam Michnik et l'adversaire Mazowiecki se sont entendus mardi soir, quand ils ont annoncé à la presse occidentale à Gdansk que le principe d'une rencontre Walesa-Kiszczak, en présence d'un observateur de l'Eglise catholique, était accepté.

Il ne s'agit pas en effet de la négociation proprement dite, proposée la semaine dernière sous forme de « table ronde » par le ministre de l'intérieur. C'est plutôt une prise de contact, un entretien préliminaire qui devrait permettre de déterminer les conditions d'une telle table ronde, sa composition et son ordre du jour, le point le plus délicat restant bien entendu : discuter-on ou non de la légalisation de Solidarność, exigence première des grévistes ? Un compromis possible serait, selon des sources de l'opposition, de se mettre d'accord sur une suspension de la grève en échange d'un engagement des autorités à aborder, d'une manière ou d'une autre, le problème du syndicat interdit.

« La fin de la grève à Gdansk dépend du résultat des entretiens de Lech Walesa et du général Kiszczak », a affirmé Adam Michnik, l'un des stratèges du mouvement.

« La situation n'est pas facile », a poursuivi M. Mazowiecki. Mais l'espère que cette rencontre servira l'entente nationale et la cause du pluralisme syndical et de Solidarité.

Côté Solidarité, l'humeur est donc plutôt à la détermination, alors que certaines entreprises, en sont à leur troisième semaine de grève. L'ampleur du mouvement est infini-

ment moindre que celle des grandes grèves d'août 1980, et c'est ce qui le rend, fait remarquer Konrad Bielecki, beaucoup plus difficile à mener. Raison de plus pour les grévistes de Gdansk, de Szczecin et de Jastrzebie ou de Stalowa-Wola de ne pas abandonner si près du but. Solidarité a fait la preuve éclatante de son existence, il faut maintenant qu'elle soit officiellement reconnue. Pour Lech Walesa, le plus dur reste à faire : « La grève, c'est seulement un tiers du problème », déclarait-il, il y a deux jours au quotidien romain *Il Messaggero*. Les deux tiers qui restent, ce qui est le plus important, c'est la « poursuite », « cela veut dire, pour le fermier, du charbon et des médicaments coopératifs acquis en commun ; pour le professeur cela veut dire la vérité sur l'histoire et un modèle sur lequel baser l'éducation ; pour l'écrivain cela veut dire l'abolition de la censure. C'est avec ces idéaux que nous devons être invités à la table des négociations ».

En revanche, les intentions de l'équipe au pouvoir sont moins claires. Le plénum du comité central du parti, réuni le week-end dernier, en donnant une image de grande confusion, a paru dominé par les partisans de la fermeté. Mais deux hommes, M. Jozef Cyrzek et le général Kiszczak, tous deux membres du bureau politique, ont fait accepter l'idée de pourparlers avec l'opposition. Parallèlement, les autorités ont renforcé le dispositif des forces de l'ordre autour des aciéries de Stalowa-Wola, au sud de Varsovie, en y envoyant soldats et hélicoptères militaires et multipliant les avertissements sur la menace que font peser les grèves sur l'économie et la sécurité nationales. En même temps, la télévision polonaise a diffusé, mardi soir, de manière tout à fait inhabituelle, des images de la signature des accords de Gdansk du 31 août 1980 — accords qui ont été déclarés nuls depuis par le pouvoir.

avec ce commentaire : « De nouveau, il existe une chance de compromis ». Mais, mercredi matin, la rencontre Kiszczak-Walesa n'avait toujours pas été annoncée officiellement. Et le porte-parole du gouvernement M. Jerzy Urban, qui tourne en dérision le nombre des grévistes, a pris soin de souligner que, sur la question du rétablissement de Solidarité, la position officielle demeurait inchangée, avant d'ajouter : « Un compromis constituerait une victoire commune ».

L'Eglise catholique, de sa part, de nouveau, en jouant un rôle discret mais

actif, par émissaires interposés. Le général Kiszczak, ministre de l'intérieur depuis août 1981 et âgé de soixante-deux ans, a la réputation d'un homme direct, qui a toujours invité ses opposants à venir le voir, ne dédaignant pas d'ailleurs prendre lui-même le téléphone pour leur parler. Mais, dans la partie de bras de fer qui est maintenant engagée, le général Jaruzelski pourra-t-il faire preuve de souplesse sans renier son rôle de bras armé du pouvoir ?

SYLVIE KAUFFMANN.

En visite à Nicosie

Le ministre grec des affaires étrangères réclame de nouveau le retrait des troupes turques du nord de Chypre

Le ministre grec des affaires étrangères, M. Constantinos Papandréou, a déclaré, le mardi 30 août, à Nicosie, de nouveaux entretiens avec le président chypriote, M. Georges Vassiliou. Lors d'une conférence de presse, M. Papandréou a qualifié de « très importante et cruciale » la période que traverse actuellement Chypre. Il a déclaré qu'un geste de bonne volonté de la Turquie consisterait à retirer ses troupes de la partie nord de l'île. « Toute démarche effectuée dans la bonne direction pour trouver une solution au problème chypriote aura un effet positif sur les relations gréco-turques », a-t-il sou-

igné. Trente-cinq mille soldats et soixante-dix mille colons turcs se trouvent dans la partie nord de Chypre, selon des estimations controversées des Chypriotes grecs.

Au cours de sa visite, M. Papandréou a également rencontré les responsables de tous les partis politiques chypriotes et constaté qu'ils étaient tous d'accord « sur la nécessité d'entamer le dialogue avec les Chypriotes turcs et d'en assurer la réussite. Il a eu enfin mardi soir un entretien avec le représentant spécial des Nations unies à Chypre, M. Oscar Camillo.

Pour sa part, le président de la communauté turque de Chypre, M. Rauf Denktaş, a critiqué les propositions concernant « les trois libertés » (de voyager, de s'installer et d'acquiescer de propriétés pour chaque chypriote sur tout le territoire de l'île), présentées par le président chypriote, M. Georges Vassiliou, à Genève la semaine dernière.

Dans une allocution retransmise par la télévision et la radio dans la partie turque de l'île, M. Denktaş s'est opposé aux trois libertés, « parce qu'une fédération bi-zonale ne serait pas ainsi vraiment effective ». Faisant l'historique des désaccords entre les deux communautés, M. Denktaş a souligné l'importance de l'autonomie de la partie turque au sein d'une future fédération, ce qui évitera, selon lui, « la répétition des massacres (de chypriotes turcs par les chypriotes grecs), de 1963 et de 1974 ».

Selon l'accord conclu à Genève, MM. Denktaş et Vassiliou se rencontreront le 15 septembre prochain à l'hôtel Ledra Palace, sur la ligne de démarcation à Nicosie, pour discuter les modalités de reprise des négociations de paix. On apprend par ailleurs que M. Vassiliou fera une visite officielle de deux jours en France, les 10 et 11 octobre, à l'invitation de M. François Mitterrand. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : représailles britanniques ?

Trois membres de l'IRA abattus par une équipe du SAS

Trois membres présumés de l'IRA ont été tués, le mardi 30 août, par des soldats britanniques près d'Omagh, dans le centre de l'Ulster, là où un attentat de l'armée républicaine irlandaise avait, dix jours plus tôt, coûté la vie à huit militaires. Selon un porte-parole de la police locale (RUC), les trois hommes, qui étaient armés, ont été abattus par des membres des troupes d'élite antiterroristes de l'armée britannique (SAS). Ceux-ci étaient alors en train de mener une enquête pour contraindre à une attaque de l'IRA contre un poids lourd sur la route reliant Omagh à Carrickmore.

Des témoins de la fusillade indiquent que les agents du SAS ont fait feu à plusieurs reprises sur les membres du commando avant d'être récupérés par un hélicoptère des forces de sécurité quelques instants plus tard. Un prêtre catholique, venu administrer les derniers sacrements aux trois victimes sur les lieux de la fusillade, a déclaré que l'un des corps était « méconnaissable ».

Alors que mercredi matin les forces de sécurité de l'Ulster continuaient à observer un mutisme total sur cette affaire, les observateurs, tant à Londres qu'à Belfast, privilégiaient la thèse d'une embuscade militaire de représailles contre l'IRA. L'opération éclair des SAS révélait les allures d'une riposte de Londres aux attentats meurtriers des « provos » contre l'armée britannique, qui ont coûté la vie à vingt-six soldats en Ulster, en Angleterre et sur le continent européen depuis le début de l'année.

Le Sinn Féin (branche politique de l'IRA) a accusé le mercredi 31 août le gouvernement de M. Thatcher d'avoir ordonné l'« exécution » de trois de ses sympathisants. « Ce gouvernement, est-il dit dans le communiqué, a manifestement ordonné ce bain de sang afin d'intimider, sans succès, les Irlandais opposés à sa politique ». Le Sinn Féin a réitéré par la même occasion l'identité des trois « républicains » abattus au cours de l'opération : Brian Mullan et les frères Gerard et Martin Harte. Brian Mullan avait été interpellé mercredi dernier pour être entendu dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre un car militaire britannique. Il avait été relâché au début de la semaine, après avoir été maintenu en garde à vue pendant cinq jours. Aucune charge n'avait été retenue contre lui. — (AFP, Reuters.)



Le « ras-le-bol » des femmes ouest-allemandes qui vient d'imposer ce système des quotas dans un grand parti socialiste d'une grande démocratie européenne (1) se comprend étant donnée la situation spécifique des femmes en RFA. Ce pays riche, évolué, n'a pas été en mesure, pour diverses raisons, de mettre en place un système d'assistance aux mères de famille qui nous paraît, à nous Français, aller de soi. Crèches et écoles maternelles sont peu répandues et chères, l'école primaire et secondaire ne prend les enfants en charge que le matin. La prise en compte des problèmes spécifiques de la femme moderne qui veut travailler et s'épanouir en dehors du foyer ne peut, dans ces conditions, que résulter d'une entrée en force massive des femmes à tous les échelons des décisions.

Avant ce débat décisif, le congrès avait entendu le rapport d'activité de son président, M. Hans-Jochen Vogel. Quinze mois après sa prise de fonctions, celui-ci peut s'estimer satisfait de la tâche accomplie : malgré la défaite électorale de janvier 1987, le SPD a retrouvé une apparence d'unité. Ses déchirements internes liés au débat sur le stationnement de missiles de l'OTAN appartenant maintenant à l'histoire. Le parti, géré d'une main de fer par M. Vogel, a retrouvé une unité d'expression d'actions et de problèmes fondamentaux dont il commence à tirer les premiers bénéfices : il dépasse maintenant les chrétiens démocrates dans les sondages, pour la première fois depuis son éviction du pouvoir en 1982. Confortés par leurs récents succès aux élections régionales, notamment au Schleswig-Holstein en mai dernier, les sociaux-démocrates se préparent à espérer un retour aux affaires pour 1990 lors du prochain renouvellement du Bundestag.

Sondages favorables

Cette « rupture historique » du SPD avec les mœurs politiques dominantes en République fédérale ne devrait pas rester sans influence au dehors. Les autres partis politiques — chrétiens-démocrates et libéraux — évaluent les bénéfices électoraux éventuels dont pourraient tirer avant les élections les sociaux-démocrates qui viennent de franchir un pas décisif : eux aussi sont soumis, quoique moins intensément, à la pression interne de leurs militants.

Dans la foulée, le congrès adoptait le principe de l'élection d'un troisième secrétaire général adjoint — une femme, bien entendu — qui devrait, jeudi soir, rejoindre MM. Hans-Jochen Vogel, Johannes Rau et Oskar Lafontaine dans le saint des saints de la haute direction du parti. Les pronostics plaçant M. Hartmut Genscher, qui défend depuis très longtemps les thèses féministes à l'intérieur du parti, en position de favori.

LUC ROSENZWEIG.

(1) A ce jour, seul le Parti travailliste norvégien et le Parti socialiste ouvrier espagnol ont mis en œuvre un système de quotas : 25 % en Espagne et 40 % en Norvège où cette mesure est appliquée dans le gouvernement de M. Gro Harlem Brundtland.

Politique

L'UDF et le RPR définissent le contenu de leur opposition

Répondant le mercredi 31 août, devant le conseil des ministres à ceux des dirigeants de l'opposition qui doutent de l'opportunité du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, M. Mitterrand a déclaré : « Renoncer au référendum ce serait renoncer à l'accord même. Ceux qui s'en prennent à la forme, en fait s'en prennent au fond. »

Les interventions, mardi 30 août, de M. Giscard d'Estaing, marquant sa propre rentrée, et de M. Juppé, préparant celle de M. Chirac, ont été placées sous le signe du durcissement à l'égard du gouvernement et de la majorité, comme s'il s'agissait de bien montrer que le RPR et l'UDF veulent tourner la page de l'ouverture et affronter sans tarder le nouveau pouvoir. L'une et

l'autre formations sont toutefois gênées aux entournures par le succès de M. Rocard en Nouvelle-Calédonie. Elles le sont également par l'attitude des centristes.

« Nous ne substituerons pas une alliance avec les centristes à une alliance avec le PC », a aussitôt affirmé, mercredi 31 août, M. Quinquandre, porte-parole du PS, qui évoquait la perspective des prochaines élections municipales, et illustrait

en même temps le propos de M. Stasi qui juge les socialistes plus réticents que les centristes à l'idée d'une coalition entre ces deux forces.

Profitant du trouble qui agite l'opposition, M. Mauroy a souligné que la situation au sein de la majorité, « où s'organise le contre-gauche » est « d'une parfaite clarté » et contraste avec la « confusion » qui domine, selon le premier secrétaire du PS, au RPR et à l'UDF.

M. Valéry Giscard d'Estaing durcit son attitude à l'égard du chef de l'Etat

AVOIRAZ
de notre envoyé spécial

Intime conviction ou choix de stratégie, M. Valéry Giscard d'Estaing a manifesté un durcissement à l'égard du chef de l'Etat, mardi 30 août, à Avoriaz devant son club du Mouvement des jeunes giscardiens, en a donné le sentiment très net.

L'ancien président abandonne l'objectif des « deux Français sur trois » pour revenir à une lecture binaire de la vie politique française de plus en plus inspirée d'ailleurs du modèle américain, la théorie de deux grands ensembles : social-démocrate à gauche, libéral et centriste à droite, pour préparer, selon ses vœux, « l'alternance dans une opposition constructive ».

Ce durcissement s'est traduit sur trois points : ainsi, à propos du chaud dossier néo-calédonien. Bien que par deux fois au cours du mois d'août M. Michel Rocard ait pris la peine de le consulter directement sur la date de référendum, M. Giscard d'Estaing n'a fait aucune concession au premier ministre. Aucun satisfait sur le résultat heureux de ses négociations et ententes réservées sur l'opportunité d'une consultation générale des Français sur cette question.

En définitive, le président de l'UDF est apparu plus proche des positions du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, que des membres de son propre bureau politique, Mme Simone Veil et M. Jacques Barrot.

De même, M. Giscard d'Estaing n'a-t-il pas été tendre avec M. Rocard sur sa gestion économique : les privatisations sont stoppées, l'allègement des charges des entreprises tarde ; on veut créer des emplois au lieu de les dénier ; la pla-

nification est à nouveau au goût du jour. D'une façon générale, M. Giscard d'Estaing estime donc que ce gouvernement « se laisse davantage des actions de l'Etat que des chances des entreprises ».

Avec M. François Mitterrand, la ligne de miel paraît également bel et bien terminée. Sans jamais le citer nommément, M. Giscard d'Estaing a contesté le rôle tenu par le chef de l'Etat sur la scène internationale et particulièrement au niveau européen. Alors qu'il n'y a pas longtemps encore, il se réjouissait publiquement de voir sur ce terrain toutes les divergences avec les socialistes levées, M. Giscard d'Estaing a déploré le vain « enlacement verbal » dont l'Europe est, chez nous, la victime et qui, selon lui, prépare mal la France au rendez-vous de 1993.

Il regrette qu'on laisse « se desserrer la cohésion franco-allemande » et constate que la France a perdu « son rôle de leader dans les relations Est-Ouest ». « Quand M. Gorbatchev veut parler politique », a expliqué l'ancien président, « il ne voit que Thatcher. Quand il veut parler économie il ne voit que le chancelier fédéral d'Allemagne ». Sous-entendu : que fait donc M. Mitterrand ?

Un parti libéral et centriste

En contre-attaque sur ce terrain de l'Europe qu'il juge sensible pour l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing vise en réalité à faire d'une pierre deux coups. Il lance ainsi prématurément la campagne des élections européennes de juin 1989 qui, au lendemain des municipales, constitueront à n'en pas douter, un rendez-vous également important pour la classe politique. En prenant les devants, M. Giscard

d'Estaing veut donner le ton et surtout en peaufinant son image de meilleur européen de France, il cherche à s'imposer comme leader national de la liste d'opposition.

Pour lui tout se tient. Son pari sur l'Europe est en effet assorti d'un pari sur l'union de l'opposition RPR-UDF qu'il a spectaculairement renoué mardi à Avoriaz. Cette opposition doit aussi, selon lui, préparer à sa façon le tournant de 1993 en formant un mouvement « libéral et centriste » à dimension européenne.

Le raisonnement de M. Giscard d'Estaing est le suivant : « Un gouvernement socialiste n'est pas le mieux placé pour préparer l'entrée de la France en Europe. L'Europe a besoin d'un grand parti libéral et centriste en France pour accélérer son union. » L'UDF étant « le parti le plus européen de tous et entend le rester », elle a, si l'on suit ce raisonnement, vocation naturelle à commander ce mouvement que M. Giscard d'Estaing souhaite de voir « ouvert et démocratique » et, bien sûr, uni. « La politique politique », a-t-il dit, « joue avec les rancunes du passé. La grande politique joue avec les attentes de l'avenir. Nous devons, a-t-il lancé à ses amis, être les chiens bergers de l'union. »

Force est de constater que le nouveau président de l'UDF, depuis son élection en juin, n'a pas perdu de temps. Un maillage extrêmement serré se met progressivement en place pour tenter, première étape, de faire de cette UDF, un outil politique performant et non plus un simple cartel électoral.

Pour lui donner des moyens d'expression concertés et cohérents et non plus le pompon de la cacophonie. Les fidèles giscardiens reviennent par les portes et les fenêtres. Un poste de porte-parole a été créé, occupé par M. Alain Lamassoure, délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, imposé plutôt que choisi. Des commissions vont être créées pour réfléchir sur les grands dossiers.

Le conseil national de l'UDF va être réuni chaque trimestre. Premier rendez-vous avant le 15 septembre afin de prendre une position commune et si possible définitive sur les accords calédoniens. Un projet de journal est à l'étude.

Mardi, le Mouvement des jeunes giscardiens est devenu le « Mouvement des jeunes pour la démocratie française ». Changement de sigle révélateur. M. Giscard d'Estaing n'est visible que par les portes et les fenêtres. Les chaises de la majorité n'ont rien de confortables. Son entourage se donne un délai de six mois. On est en effet en droit de se demander, compte tenu de l'état de délabrement actuel

de l'opposition, si ce retour en force de M. Giscard d'Estaing ne va pas finalement avoir en effet boom-rang, et si le président de l'UDF n'est pas le dernier à croire encore à l'UDF...

Car si, pour l'instant, la caravane Giscard passe, beaucoup de chiens dans la meute continuent d'aboyer. Il est significatif que, pour la première fois, l'UDF n'est pas parvenue à organiser avant la rentrée d'octobre ses journées parlementaires.

Mission impossible ?

M. François Léotard, à la tête du PR, est-il prêt à se transformer en gérant de succursale ? M. André Rossinot rêve de la résurrection d'un grand parti radical : ce miracle peut-il se produire sous l'enseigne UDF ? M. Pierre Méhaignerie, qui depuis les élections législatives, a découvert le parfum envoiement de la liberté à la tête de son nouveau groupe de l'URC, est-il disposé à faire machine arrière ? L'UDF doit rester, selon lui, une structure « de concertation légère », et ce sera très bien ainsi jusqu'aux municipales. Sans parler des barrières, qui ne sont pas loin désormais de constituer un phénomène de rejet définitif du giscardisme.

Enfin, le RPR est-il prêt de son côté à se laisser englober dans une opposition étiquetée « libérale » et « centriste », et à ranger derrière M. Giscard d'Estaing ? Celui-ci était, mardi, peu disert sur les conditions de rapprochement avec le mouvement de M. Jacques Chirac, mais il semble bien que, déjà, l'hypothèse d'une liste européenne commune émanant par l'ancien président crée un malaise chez beaucoup de compagnons.

Enfin, et peut-être surtout, l'UDF, sans parler de l'opposition dans son ensemble, est-elle vraiment capable ainsi que le souhaite M. Giscard d'Estaing, d'avoir un seul et même langage sur les grands sujets ? Le débat sur la Nouvelle-Calédonie vient déjà de prouver que non. Sur l'Europe, des centristes, ainsi que M^{me} Veil, ne sont plus prêts, comme en 1984, à faire cause commune avec le RPR.

Enfin se posera fatalement la question de comportement vis-à-vis du Front national. Ce débat, que les giscardiens repoussent pour l'instant, sera pourtant crucial pour tous les responsables de l'opposition. S'il n'est point nécessaire d'espérer pour entreprendre, l'objectif que s'est fixé M. Giscard d'Estaing en cette rentrée ressemble fort à une mission impossible.

DANIEL CARTON.

M. Bernard Stasi et l'ouverture

« Les résistances sont plus fortes au PS que chez les centristes »

« L'ouverture est l'essence même d'une politique, et nous en voulons à ceux qui, par leurs pratiques, ont perverti ce thème et ont gâché ce mot », a déclaré, le mardi 30 août, à Locudy (Finistère), M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS. Intervenant devant les jeunes démocrates sociaux réunis en université d'été, le dirigeant centriste a estimé que « l'ouverture n'a rien à voir avec ces tentatives de débâcle de personnalités, avec ces appels au ralliement (...), avec ces manœuvres, combinaisons, ces astuces subalternes pour conforter des majorités incertaines ». « C'est une caricature d'ouverture, pour ne pas dire une imposture », a encore ajouté le député de la Marne.

Les centristes ne doivent pas, selon lui, se laisser culpabiliser par ceux qui leur reprochent d'être responsables de l'échec de l'ouverture. « Il n'y a pas eu d'ouverture, a-t-il fait observer, d'appel public à un débat entre formations politiques (...) pouvant aboutir à la signature d'un pacte de gouvernement. En fait, les résistances à l'ouverture sont, selon lui, « beaucoup plus fortes au sein du PS que chez les centristes » et « un plus grand nombre de dirigeants socialistes préfé-

rent un accord avec le PC plutôt qu'une formation à la droite du PS ».

L'ouverture doit, selon M. Stasi, se traduire dans les futures consultations électorales. Dans la perspective des européennes de juin 1989, le chef de file du CDS a proposé la constitution d'une liste d'« ouverture européenne » associant centristes et personnalités issues de la majorité présidentielle.

Évoquant également les prochaines élections cantonales et municipales, le député de la Marne a souhaité que « la démocratie locale soit le terrain privilégié de l'esprit d'ouverture » et a encouragé les centristes à pratiquer, au sein des collectivités territoriales, « la tolérance et la concertation, et à chercher le partage des responsabilités ».

A propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. Stasi a rappelé qu'il fallait « tout faire pour consolider l'accord » intervenu le 20 août entre les délégations du RPR et du FLNKS. « Nous devons voter » ou « au référendum, a-t-il affirmé, c'est le meilleur moyen pour l'UDF et le RPR d'éviter que la victoire ne soit récupérée par le gouvernement ».

MM. Juppé et Ballardur tenants d'une ligne dure

« Je maintiendrai... La devise de Guillaume d'Orange plaie beaucoup à M. Alain Juppé, le secrétaire général du RPR, nommé par M. Jacques Chirac au lendemain de la double défaite électorale du mouvement, pour tenter de lui permettre de retourner dans l'opposition sans trop de dégâts. Lors de son premier point de presse, le mardi 30 août, M. Juppé a expliqué qu'elle résume « un très beau programme ». Mais l'ancien ministre délégué au budget voulait-il dire qu'il « maintiendrait » la ligne du RPR malgré la contestation qui ne cesse dans ses rangs, ou qu'il « maintiendrait » son mouvement dans une opposition sans faiblesse, malgré les remous qui agitent ses alliés de l'UDF ?

Le week-end prochain devrait permettre d'y voir plus clair. Faute de journées parlementaires, le RPR a en effet décidé de faire de l'université d'été des jeunes du mouvement à La Baule (Loire-Atlantique) le point fort de sa rentrée. Toutes ses personnalités y ont été invitées : M. Michel Noir, le premier qui a fait part de ses états d'âme du temps où il était ministre, M. Philippe Séguin, le chef de file des « rénovateurs », M. Alain Carignon, qui joue l'ouverture tout seul dans son département de l'Isère, mais aussi les voix « officielles » du mouvement : MM. Charles Pasqua, Edouard Balladur et Chirac qui, dimanche après-midi, devraient s'y exprimer publiquement pour la première fois depuis les législatives.

Ce programme ne veut pas dire que la direction du mouvement entend passer l'éponge sur certaines déclarations. Ainsi, M. Juppé a ironiquement fait remarquer que cette « université » devrait être « le coup

d'envoi de la rénovation du mouvement », car s'il y en a « qui en parlent, nous nous la faisons ». Et répondant, sans le citer, à M. Etienne Pinte, qui, dans le Monde du 30 août, s'était plaint que « le RPR ait perdu son âme », le secrétaire général a « invité ceux qui ont le sentiment d'avoir perdu leur âme à venir la retrouver au milieu des jeunes gaulloises. Ce sera le meilleur remède à la déprime qui peut frapper, peut-être, tel ou tel ».

M. Ballardur, le même mardi au micro d'Europe 1, avait été encore plus net en reconnaissant que la critique « était légitime », mais en ajoutant que « l'autocritique » devait aussi avoir sa place.

La fermeté dans l'opposition, le RPR pourrait la manifester à l'occasion du référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Mais, dans un communiqué, M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, explique qu'il comprendrait les électeurs qui refuseraient de se prononcer car il juge « hasardeuse et équivoque » la politique suivie sur le territoire par M. Rocard « qui risque de conduire à une indépendance par étapes ». Et alors que le RPR avait formellement approuvé les accords de Matignon, M. Ballardur non seulement déclare : « Pourquoi faut-il attendre dix ans pour savoir si les Calédoniens veulent ou ne veulent pas rester dans la République française est indispensable ? Je ne sais pas combien de fois depuis quinze ou vingt ans on le leur a demandé (...) et à chaque fois ils ont répondu « oui » ».

Th. B.

Ne dites jamais : « seul »



La solitude ça n'existe pas, dit-on... Et pourtant ! Dans le rythme effréné de la vie d'aujourd'hui, on voit beaucoup de monde pour en fait ne voir personne ! Ion propose une autre voie. La certitude d'un choix illimité et des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité seront complémentaires des vôtres. Seul... Seulement si vous le voulez ! Téléphonez ou écrivez. « Consultez-nous sur 36-15 code ION »

Ion International

Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livre d'information en couleurs

M., Mme, Mlle
Prénom _____ Age _____
Adresse _____

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare TEL. (1) 45.26.79.85
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Colli TEL. 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BR 21 TEL. 511.74.30
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant TEL. (022) 46.84.88

SCIENCE & VIE ECONOMIE LES PATRONS SONT-ILS TROP PAYES

Chez les dirigeants de société, la transparence n'est pas de mise. Au salaire de base, s'ajoutent primes, bonus et intéressements divers. Combien gagnent-ils réellement ? Les patrons français sont-ils mieux payés que leurs homologues européens ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Islam : l'art de prêter sans intérêt.
- Dossier : les stratégies du brevet.
- Affaires : à quoi servent les sociétés coquilles.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

051.011.001

Politique

Pour les élections municipales

Les ministres d'« ouverture » veulent favoriser la constitution de listes socio-centristes

« Un grand mouvement d'idées s'inscrit résolument dans la majorité présidentielle », et destiné à « tous ceux qui se réfèrent à la Lettre à tous les Français sans être ni socialistes ni communistes », M. Michel Duraufour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a ainsi présenté, le mardi 30 août, l'Association des démocrates (1), qu'il anime aux côtés de tous les ministres de l'« ouverture » (2). Fondée initialement par MM. Duraufour et Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, entre les deux tours de l'élection présidentielle, cette association, qui souhaite être un « lieu de rencontres », entend poursuivre son action dans la perspective des municipales.

La constitution de listes socio-centristes lors de ce scrutin est l'occasion, selon M. Duraufour, de « concrétiser l'ouverture sur le terrain par l'intermédiaire de la gestion des communes ». Ces alliances sont « plus intéressantes pour la démocratie » que celles scellées entre hommes de droite contre hommes de gauche, a renchéri M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan. Soutenant l'initiative de MM. Alain Carrignon et Haroun Tazieff aux cantonales dans l'Isère, M. Stoléru a toutefois insisté sur la volonté de l'Association des démocrates d'être « autonome par rapport aux partis politiques » et notamment du Parti socialiste.

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a estimé, pour sa part, que la constitution de ces listes « rejoint la volonté majoritaire des Français » et a mis en garde l'opposition. « Nous sommes en train d'entrer dans une phase de recomposition progressive du paysage politique », a-t-il déclaré. La France est « ouverte et rassemblée et quiconque dans l'opposition prendra le risque de la crispation jouera contre les intérêts du pays et ceux de l'opposition elle-même », a conclu M. Soisson.

Animateur de la cellule de réflexion de l'association, M. de Beaucé a souhaité « maintenir ouverts les chantiers de l'ouverture ». Il entend définir « les grands axes des perspectives du rassemblement » notamment à propos de

l'Europe, de la Sécurité sociale et du refus de l'exclusion des Français. Il est temps, a précisé M. Jacques Pelletier, ministre chargé de la coopération et du développement, d'établir « des contacts par-dessus la ligne jaune qui a fait tout de mal à notre pays depuis une vingtaine d'années ».

Interrogé sur les déclarations de M. Jean-Marie Rausch au *Journal du dimanche*, selon lesquelles M. Raymond Barre « pourrait être le second premier ministre » de la législature, M. Duraufour a cité une phrase d'Edgar Faure : « Il ne faut jamais pouvoir ni postuler à des emplois qui ne sont pas vacants. »

(1) Le Monde du 30 août.
(2) Siège : 31, rue de Tournon, 75006 Paris. Tél. : 46.34.18.72.

● Le MRG veut s'allier à l'Association des démocrates. — M. François Dubois, président du Mouvement des radicaux de gauche, a souhaité, le mardi 30 août, que soit établi « un comité de liaison permanent » entre le MRG et l'Association des démocrates animée par les ministres non-socialistes du gouvernement. Se félicitant des déclarations de M. Michel Duraufour, président de cette association, le secrétaire d'Etat chargé du commerce et de l'artisanat a précisé : « Ainsi, le centre gauche pourra-t-il mieux conjuguer ses forces et contribuer de façon efficace à l'élargissement de l'écueil politique qui soutient l'action du président de la République et du premier ministre ».

● M. François Londe (PS) fait campagne à vélo. — « A bicyclette ! » M. François Londe s'est inspiré du refrain d'Yves Montand pour entamer sa campagne cantonale. Le député socialiste de l'Eure a en effet décidé de visiter à deux roues les vingt-deux communes du canton de Brionne où il est candidat. « Ces élections ne suscitent pas un intérêt extraordinaire chez les électeurs », a-t-il expliqué, le mardi 30 août. Ne recourant pas les nombreuses cotés de ce canton dépeint par M. Philippe Pontet (UDF-PR), M. Londe espère qu'un certain nombre de gens seront au moins curieux de savoir dans quel état [il] arrive ».

LOIRE : trop-plein à l'UDF

SAINT-ETIENNE
de notre correspondant

Les mille six cent quatre-vingt-onze grands électeurs de la Loire sont convoqués à Saint-Etienne, le dimanche 4 septembre, pour désigner le remplaçant au Sénat de M. Michel Duraufour (élu en 1983), démissionnaire depuis sa nomination au ministère de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Duraufour avait choisi de démissionner plutôt que de provoquer le retour à la Haute Assemblée de son remplaçant éventuel : M. François Dubouché, maire CDS de Saint-Etienne, qui avait lui-même siégé au palais du Luxembourg de 1974 à 1983.

En effet, les relations entre les deux hommes se sont dégradées et leurs choix politiques se sont séparés depuis mars 1986, où ils avaient conduit deux listes concurrentes aux élections régionales.

Huit candidats briguent la succession de M. Duraufour. Six se réclament de l'opposition nationale majoritaire au conseil général de la Loire, le Parti socialiste étant représenté par M. Jean-Claude Fréon, conseiller général de Feurs, et le Parti communiste par M. Fernand Montagnon, conseiller général du Chambon-Feugerolles.

Les six candidats de l'opposition excitent tous d'un souci prioritaire d'unité. Mais quatre d'entre eux appartiennent à l'UDF, ce qui ne clarifie guère le débat. M. François Mathieu (radical valaisien, adjoint au maire de Saint-Etienne, vice-président du conseil général) est soutenu par le sénateur RPR Lucien Neuwirth, président de l'Assemblée départementale, et par M. Dubouché. Le président en exercice de l'UDF dans la Loire, M. Claude Faure, membre du Conseil économique et social et président du Parti radical départemental, lui porte la contradiction.

Primaire identique pour le CDS : de longue date, M. Gérard Séva, adjoint au maire de Saint-Etienne et conseiller général, conduit une campagne soutenue par son beau-père, le sénateur Claude Mont, premier vice-président du conseil général. Devant lui s'est dressé, à quelques

heures de la clôture des candidatures, le maire d'Andrézieux-Bouthéon, M. François Mazoyer, président départemental du CDS et délégué de l'UDF.

Les deux autres candidats de l'opposition, M. André Delorme et le docteur Jacques Delore, sans étiquette politique expriment surtout des sensibilités personnelles.

Parmi les huit candidats, seul le socialiste, M. Fréon, se représente dans le sud du département de la Loire. Ce déséquilibre géographique traduit le poids de la ville de Saint-Etienne sur la vie politique départementale.

On le retrouve dans la préparation des prochaines élections cantonales. Dix-neuf sièges sur quarante sont renouvelables. L'opposition RPR-UDF divers droite détient une majorité confortable : vingt-neuf cantons, dont trois renouvelables. Mais les deux formations principales de l'opposition s'abandonnent aux délices de la division.

En principe les familles de l'opposition soutiendront dès le premier tour les candidats généraux sortants de la majorité départementale. Mais pour les six cantons tenus par la gauche (Saint-Etienne Sud-Est 1, La Grand-Croix, Roanne-Sud pour le Parti socialiste ; Firmigny, Le Chambon-Feugerolles, Saint-Etienne Nord-Est 2 pour le Parti communiste français), c'est à qui de l'UDF et du RPR avance le premier sens candidats en affirmant qu'ils ont le profil unitaire idéal.

JEAN TIBI.

DOUBS : avantage au RPR

BESANCON
de notre correspondant

Les grands électeurs du Doubs auront à désigner le 4 septembre le successeur de M. Robert Schwin, maire socialiste de Besançon qui, élu à l'Assemblée nationale, a choisi d'abandonner le Sénat où, il est vrai, il n'avait été réélu en 1980 qu'avec une seule voix d'avance. Trois candidats se présentent : MM. Jean-Louis Desroches, maire d'Héricourt (PS), André Vagneron, conseiller municipal de Besançon (PC) et Georges Gruillot, président du conseil général du Doubs (RPR).

En dépit de l'augmentation du nombre des grands électeurs en provenance de villes moyennes ou de cités péri-urbaines, on donne en général l'avantage au candidat unique de l'opposition. En 1980, alors qu'il était entré modestement dans la carrière politique trois ans plus tôt en devenant maire de Verceuil (1 200 habitants), commune où il exerçait la profession de vétérinaire, M. Gruillot n'avait pas réussi à obtenir l'investiture des maires de droite du Doubs réunis en présence d'Edgar Faure.

L'année précédente, M. Gruillot avait battu aux cantonales le candidat (RPR) officiel de la majorité d'alors. Il devait accéder à la présidence de l'Assemblée départementale en 1982, poste qui n'est pas menacé par les élections cantonales de septembre et octobre prochains.

Dans deux ou trois cantons, de nouvelles ambitions se manifestent,

favorisées par la désorganisation de l'UDF consécutive, pour une bonne part, à la disparition d'Edgar Faure. Entre les investitures locales et les encouragements nationaux, on pourrait bien assister à des primaires au sein même de l'UDF, en particulier à Besançon et dans un canton proche, celui de Marchaux.

Au RPR, les choses ne sont guère plus claires : les militants gaullistes du Rassemblement pour la Franche-Comté menacent de ne pas attendre les municipales pour sortir du placard où la réorganisation conduite naguère par M. Jacques Toubon les avait poussés. Si l'on ajoute à cela les velléités du Front national, on voit que les électeurs de droite seront largement sollicités au premier tour, encore que dans la majorité des cantons renouvelables la « prime au sortant » doit jouer pleinement son rôle pacificateur.

Quinze des dix-sept conseillers généraux sortants (onze de droite et six de gauche) ont manifesté l'intention de se représenter, à commencer par M. Serge Pagnelli, l'unique élu communiste de l'Assemblée départementale, auquel les instances nationales du PC refusent l'investiture.

Quels que soient les résultats de ces élections cantonales, la composition politique du conseil général, où la droite détient vingt-six sièges (dont un noyau de « laboureurs » comme ils se nomment eux-mêmes en refusant toute étiquette politique) sur trente-cinq, ne sera pas bouleversée.

CLAUDE FABER.

VIENNE : M. René Monory sans difficulté

POITIERS
de notre correspondant

M. René Monory, le « shérif » de la Vienne, père du Futuroscope et maître à penser de la plupart des maires des communes du département, brigue son troisième mandat de sénateur, laissé vacant par son suppléant d'hier, et ami de longue date, M. Jacques Grandon (UDF).

Le chef local de l'opposition au gouvernement, fidèle au centre,

mais refusant les sirènes de l'ouverture, aura la partie relativement facile pour l'élection partielle de dimanche. Son prestige demeure entier auprès d'une majorité de grands électeurs qui ont profité des largesses du ministre du commerce et de l'industrie, puis de l'économie, puis de l'éducation nationale. Président du conseil général de la Vienne, M. Monory a su imposer — même à son opposition socialiste — le modérisme évoqué par « son » Futuroscope.

Face à lui et à sa politique locale se présentent pour le Parti socialiste, M. Gabriel Ancizar, conseiller municipal de Poitiers, assisté de M. Bernard Rousselle, conseiller municipal de Mirabeau ; pour le Parti communiste, M. Robert Sauvion, conseiller général du canton de Châtelleraul-sud (renouvelable), maire de Naintré, assisté de M. Robert Bon, maire de Goux.

X. R.

(Publicité)

LA RENTRÉE de Politis

NOTRE DOSSIER

DIS, ÇA SERT A QUOI L'ECOLE ?

• Le flip des profs et des instits • « Vers un nouveau métier », un entretien avec Yannick Simbron (Fédération de l'éducation nationale) • Au temps de l'encre violette... •

La semaine de Politis : Pologne, le réveil de Solidarité — Corse, la trêve : entretiens avec Edmond Simeoni et Yves Stella — La fin de l'été en polars — Mickey contre Félix le chat, par Jacques Lacarrière

DANS LES KIOSQUES JEUDI 1^{ER} SEPTEMBRE

20 F

DÉFENSE

L'Egypte confie à des sociétés françaises sa protection antiaérienne rapprochée

Les forces armées égyptiennes ont choisi la société française ESD pour leur concevoir un système de défense antiaérienne rapprochée. Une partie importante des matériels retenus sera fabriquée en Egypte, pour une entrée en service opérationnelle après 1990.

Baptisé « Sinaï-23 », ce système monté sur blindés devrait progressivement relever les véhicules antiaériens ZSU-23 d'origine soviétique dont la fourniture n'est plus assurée.

Chaque unité « Sinaï-23 » est composée de cinq blindés M-113 amphibies et aérotransportables, conçus par la société italienne Oto Melara. Un des blindés porte un radar RA-20 S construit par ESD pour la détection et la poursuite de

cibles (avions ou hélicoptères à basse altitude) à des distances supérieures à 10 kilomètres. Les quatre autres M-113 portent en tourelle deux canons de 23 millimètres et six missiles sol-air Sakr Eye à guidage infrarouge. La portée des canons est de 2 500 mètres et la cadence de tir peut atteindre huit cents à mille coups par minute. Le missile Sakr Eye est un missile dérivé de l'engin soviétique SAM-7 mais ses performances sont plus élevées que celles du missile américain Stinger qui a prouvé son efficacité en Afghanistan.

L'intégration de l'armement a été confiée à la société ESD qui a commencé ses discussions avec les Égyptiens en 1984. Mais d'autres constructeurs français sont associés à ce programme « Sinaï-23 », en particulier Hispano-Suiza pour la tourelle du blindé et Thomson CSF-Braud pour l'armement pour le missile sol-air à très courte portée Sakr Eye.

A Paris, ESD, à qui l'Égypte a notifié le contrat à la mi-août, ne précise pas le montant de la commande. Il est seulement indiqué que différents établissements de ministères égyptiens de la production militaire et l'usine Sakr de l'Arab Organization for Industrialization (AOI), non loin de l'aéroport international du Caire, reçoivent une large partie des fabrications à produire en série sur place.

Les mêmes sociétés françaises ont, d'autre part, été sollicitées d'étudier l'installation du système « Sinaï-23 » sur un blindé de 11 tonnes, le Fahd, que les usines Kader de l'AOI ont conçu pour l'Égypte avec l'assistance d'entreprises occidentales, notamment Daimler-Benz et Thyssen.

Cette série d'accords avec des sociétés françaises est d'autant plus importante que le marché égyptien en la matière est prometteur. En effet, dans les plans d'acquisition des États-majors égyptiens, le canon-mitrailleur de 23 et le missile Sakr Eye formeront la base de l'artillerie sol-air.

De préférence à un engin français La Suisse commande des missiles antiaériens américains

Le département militaire fédéral helvétique (l'équivalent, en Suisse, du ministère de la Défense) a choisi, après une année d'évaluation, le missile antiaérien américain Stinger, de préférence à l'engin français Mistral.

Selon les autorités suisses, le Stinger a été retenu en raison de son prix jugé plus avantageux et de sa manœ-

uvabilité dans des conditions difficiles, en milieu alpin. General Dynamics, le constructeur du Stinger qui a fait ses preuves contre les avions ou les hélicoptères soviétiques en Afghanistan, doit commencer à livrer à la Suisse dès cette année. Plusieurs centaines d'unités de tir du missile américain seront ainsi fournies jusqu'en 1991.

Une statue monumentale dans le Val-d'Oise Notre-Dame-de-France

Une statue monumentale de la Vierge Marie près d'un grand axe routier, l'idée, « inspirée d'en haut », qui avait germé en 1982 dans l'esprit de quelques fidèles groupés autour de M. Edmond Fricoteaux, de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), va prochainement devenir une réalité.

Plus de cinquante mille personnes devraient en effet assister, le 15 octobre prochain, à l'élévation de la statue Notre-Dame-de-France (7 mètres de haut), sur un piédestal ne mesurant pas moins de 25 mètres, situé au point de jonction de trois communes du Val-d'Oise : Baillet-Lafont, Ezanville et Moisselles. La ligne SNCF passe tout près, ainsi que la route nationale 1 et la voie rapide CD 84, avant la future autoroute A-16 Paris-Londres (via le tunnel sous la Manche). « La Vierge béatrice chaque année, en leur tendant son fils, 100 millions de passagers », ont déjà calculé les promoteurs enthousiastes de ce projet.

Ils ont reçu l'accord des maires des communes concernées, de l'évêque de Paris et du cardinal Lueker, qui devrait présider la cérémonie du 15 octobre. Ils ont aussi réuni un comité Notre-Dame-de-France, autour d'une centaine de personnalités comme la marquise Leclercq, MM. André Frossard, Robert Hossein, Michel Gissel, etc. Une souscription a rapporté 1,5 million de francs.

La statue existe déjà. Elle pèse 2 tonnes et, comme la statue de la Liberté, est faite de plaques de cuivre soudées entre elles. Elle avait supplanté le pavillon pontifical de l'Exposition universelle de Paris en 1937. Le cardinal de Paris, archévêque de 1938 que, après l'Exposition, elle fut transportée et installée sur une colline proche de Paris. Elle vient d'être retrouvée, en pièces détachées, à Corbie (Somme) et remise en état. A cause de la guerre, le vœu du cardinal n'avait pas pu être exaucé. Il l'est cinquante ans après...

Les seringues en vente libre. La vente libre des seringues en pharmacie, qui avait été décidée pour une période d'essai en mai 1987, est prolongée d'un an, selon un décret paru le 27 août au Journal officiel. Les personnes désirant acheter une seringue n'ont donc pas à justifier de leur identité si elle ne présente pas une ordonnance. Celle-ci demeure néanmoins obligatoire pour les mineurs. Les seringues ne sont donc plus en vente libre au-dessus des pharmacies spécialisées dans le commerce du matériel médico-chirurgical et dentaire.

REPÈRES

Drogue

Vaste opération internationale

Pendant le mois d'août, une vaste opération anti-suffrants a été organisée par la Conférence internationale pour la lutte contre la drogue (IDIC), dans trente pays, essentiellement latino-américains. Selon un bilan publié le mardi 30 août, 11 tonnes de cocaïne ont été saisies, 244 tonnes de marijuana brûlées et plus de 1 200 personnes arrêtées. Certaines frontières ont pu être traversées par des patrouilles de pays voisins pour des opérations de police, des laboratoires ou des pistes d'atterrissage clandestines utilisées par les trafiquants.

Des nouveau-nés intoxiqués

Selon une étude réalisée aux États-Unis par l'Association nationale pour la recherche sur l'intoxication prénatale et l'éducation, rendue publique le mardi 30 août, de plus en plus de nouveau-nés sont drogués avant leur naissance. 11 % des femmes testées pour cette recherche avaient utilisé des stupéfiants pendant leur grossesse. Cette consommation entraîne la présence dans le sang de l'enfant de substances toxiques et peut causer au fœtus des tares congénitales qui retardent son développement.

Espace

Le calendrier des navettes

Alors que le petit monde de l'aérospatiale s'interroge toujours sur la date du lancement, sans cesse reporté, de la navette spatiale américaine Discovery — la NASA vient de publier le calendrier de ses vols de navette pour les prochaines années. Deux priorités s'en dégagent : celle donnée pour des raisons de sécurité nationale, aux missions du Pentagone, et celle accordée aux deux programmes d'exploration et d'observation du Soleil et de la Vénus, Ulysse et Magellan. La NASA, qui ne dispose plus que d'une flotte de trois navettes (Columbia, Discovery et Atlantis) en attendant la livraison au début de la prochaine décennie d'une quatrième unité (Liberty), prévoit en 1988 le lancement de Discovery, puis d'Atlantis pour le compte du Pentagone ; en 1989, sept missions dont quatre réservées au Pentagone ; en 1990, dix missions ; en 1991, neuf missions et, en 1992, treize missions.

Des lanceurs chinois plus puissants

La Chine vient d'entreprendre la modernisation de ses fusées Longue Marche, dérivées des lanceurs militaires, afin de pouvoir offrir dans les années 90 des services de lancement compétitifs à la clientèle internationale.

A cette fin, il a été décidé d'améliorer sensiblement les performances des lanceurs Longue Marche 2 et 3 qui prendront le nom de Longue Marche 3-A et 3-B. Ils devraient être capables de placer pour le premier étage une charge utile de 2,5 tonnes en orbite géostationnaire (35 000 km d'altitude) et de presque 9 tonnes en orbite basse (environ 250 km d'altitude) pour le second. La construction d'un lanceur de trois étages empruntant des éléments des lanceurs 2-A et 3-A est également envisagée pour la mise en orbite géostationnaire de satellites de 4,5 tonnes.

Amarrage de Soyuz à la station Mir

Le vaisseau spatial Soyuz TM-6, qui transportait le cosmonaute afghan Abdoul Ahmad Mohamad, s'est amarré mercredi 31 août à 7 h 41 (heure française) à la station orbitale Mir, à bord de laquelle se trouvent depuis la fin de l'année dernière

Vladimir Titov et Moussa Manarov. En compagnie des deux cosmonautes soviétiques qui l'accompagnaient, Vladimir Likhov et le médecin-cosmonaute Valeri Poliakov, le cosmonaute afghan devrait passer une dizaine de jours à bord de la station. A cette occasion, il procédera à une série d'expériences d'observation de la Terre.

Pollution

Un cargo-poubelle interdit de séjour

Le commandant du Karin-B, cargo-poubelle chargé de 2 000 tonnes de déchets en provenance d'usines chimiques italiennes, ne sait vers quel havre s'envoler. Le mois dernier, les autorités du Nigeria l'avaient obligé à débarquer ses fûts illégalement déposés sur leurs quais. Les ports espagnols et ouest-allemands n'ont pas voulu de lui non plus. Maintenant, ancré au large de Plymouth, il attend une autorisation britannique. Le secrétaire d'Etat à l'environnement le lui a refusée mardi 30 août. Le navire va donc reprendre la mer.

En France, c'est une cargaison routière — des déchets organiques d'hôpitaux italiens — que le préfet du Rhône a fait reconduire, mardi 30 août, à la frontière sous bonne escorte.

Précurseur dans la lutte contre les feux de forêts

Le colonel Egloff quitte la direction du CIRCOSC

NICE de notre correspondant régional

Le colonel Marc Egloff, directeur du centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC) à Valence, près d'Aix-en-Provence depuis 1979, a décidé de quitter volontairement ses fonctions le 1^{er} septembre. Son intérim sera assuré par le lieutenant-colonel Jacques Cavallia, ancien directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Nièvre, et directeur-adjoint du CIRCOSC depuis mars 1986.

Fort d'une grande expérience professionnelle et d'un sens développé des contacts humains, le colonel Egloff abandonne à cinquante ans ses fonctions à la tête du CIRCOSC à un moment où triomphent ses idées sur l'anticipation de la lutte contre les feux de forêts. Passionné de son métier, et privilégié tout au long de sa carrière, il a été un précurseur dans de nombreux domaines, notamment l'emploi des hélicoptères pour combattre les feux naissants l'hélicoptère a été expérimenté pour la première fois dans le

Var (transport de commandes) et des produits additionnés à l'eau, tant au niveau aérien que terrestre.

Homme de terrain pragmatique, partisan d'une complémentarité des moyens de lutte, il a également appuyé le travail des chercheurs, en particulier à travers le Centre d'essais et d'expérimentations du CIRCOSC. Il a par ailleurs contribué à la formation professionnelle spécifique au feu de forêt. Mais il s'est surtout attaché à convaincre qu'une prévention bien comprise, un engagement précoce et massif des bombardiers d'eau, coûtaient moins cher à la collectivité sans perdre de vue que les feux de forêt imposent « une humilité permanente ».

S'il quitte le CIRCOSC, le colonel Egloff ne cesse cependant de son milieu en conservant le poste de secrétaire général de Ligue interdépartementale en vue de la protection de la forêt contre les incendies, un organisme, créé il y a vingt-cinq ans, qui regroupe aujourd'hui quinze départements dans le sud de la France.

GUY PORTE.

SPORTS

TENNIS : Les Internationaux des Etats-Unis

Natalia Zvereva éliminée à Flushing Meadow

Une seule surprise a été enregistrée, le mardi 30 août à Flushing Meadow, au premier tour des Internationaux de tennis des Etats-Unis. La Soviétique Natalia Zvereva (tête de série n° 8) a été éliminée (4-6, 6-3, 6-4) par l'Américaine Kim Steinmetz, qui sortait des épreuves de qualification. Sa défaite ouvre la voie jusqu'en demi-finale à Martina Navratilova, la tenante du titre, qui avait été battue deux fois par la Soviétique cette saison. Toutes les têtes de série du tournoi masculin qui jouaient mardi ont passé sans difficulté le premier tour.

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

Simple messieurs

Gomez (Eq., 14) b. J. Sanchez (Esp.), 6-4, 6-2, 6-2; Fages (Fra.) b. Tulane (Fra.), 7-5, 6-4, 6-3, 6-4; Edberg (Sue.) b. Pimek (Tch.), 6-2, 6-4; Wilander (Sue.) b. Holmes (EU), 6-2, 6-1, 6-4; McEnroe (EU) b. Lavalle (Mex.), 6-3, 6-4, 6-4; Meier (Tch., 8) b. Smid (Tch.), 7-5, 6-4, 6-0; Becker (RFA, 5) b. Nelson (EU), 6-3, 6-0, 7-6; Leconte

(Fra., 10) b. Frans (Arg.), 6-4, 3-6, 6-3, 6-4; Gilbert (EU, 11) b. Srebrer (Tch.), 6-3, 6-3, 6-2.

Simple dames

A. Davies (Bel.) b. J. Halard (Fra.), 6-2, 1-6, 7-6; G. Sabatini (Arg., 5) b. B. Fulco (Arg.), 6-3, 6-0; C. Kohde-Kisch (RFA, 10) b. A. Kanellopoulou (Gre.), 6-4, 6-2; M. J. Fernandez (EU, 13) b. Y. Byrne (Aus.), 6-1, 6-2; K. Steinmetz (EU) b. N. Zvereva (URS, 8), 4-6, 6-3, 6-4; N. Tauziat (Fra.) b. P. Harper (EU), 1-6, 7-6, 6-1; M. Navratilova (EU, 2) b. C. Lindqvist (Sue.), 6-1, 6-3; C. Suire (Fra.) b. K. Schimper (AFS), 6-3, 4-6, 6-2; P. Shriver (EU, 4) b. A. Smith (EU), 6-4, 6-3; L. Savchenko (URS, 16) b. L. Goltz (Ita.), 7-6, 6-2.

● CYCLISME : championnats du monde. — Le Belge Claude Criquielon a décidé de porter plainte auprès du tribunal d'Oudenaarde (Belgique) contre le Canadien Steve Bauer pour coups et blessures volontaires. Lors du championnat du monde professionnel sur route disputé dimanche 28 août à Renshin (Belgique), le Canadien avait fait chuter le Belge à 50 mètres de la ligne d'arrivée, ce qui avait permis à l'Italien Pondrioni de remporter le titre.

CORRESPONDANCE

A propos de la Corse, « île aux chimères »

Notre reportage sur la Corse, « île aux chimères », publié dans le Monde du 21 juillet, nous a valu plusieurs lettres, dont voici quelques extraits :

« Une forme larvée de mépris »

Sous le titre « Une mauvaise action », M. Martin Gistucci, de Bastia, estime que le regard porté sur la Corse dans cet article est « entièrement négatif, systématiquement hostile et partial ». « Je n'entrerai pas dans une réfutation qui mènerait bien trop loin, mais je tiens à dire que la Corse d'aujourd'hui mériterait mieux que cette avalanche de poncifs et d'anecdotes assénées dans un esprit de supériorité satisfaite qui se ramène au fait de l'incompréhension. La réalité corse est bien plus difficile à appréhender qu'il n'est apparu à cette passante convaincue de tout démentir à la clarté de son feu prophétique. » Mais, conclut cette lectrice, « ce qui risque surtout de blesser les lecteurs corses, c'est cette forme larvée de mépris pour l'objet du reportage, ces demeures perdues dans « leurs chimères ». Cette supériorité du regard, insupportable, est bien mal venue en un moment où s'amorce l'apaisement des tensions ».

« Confidences déformées et potins de village »

De son côté, M. Georges Coanet, de Cortioli-Cortioliato, nous écrit

« après concertation avec les principaux interlocuteurs » cités dans l'article, il estime que cette enquête est faite d'un mélange explosif de confidences déformées et de potins de village, qui brosse une image dérisoire de la commune et de sa population (...). Cette commune proche d'Ajaccio, qui a su conserver son caractère rural, voire pastoral, est loin en effet du bouillonnement de culture dévot, on y vit et on y travaille rudement, dans les ateliers et les terres montagnardes, dans la paix et la tranquillité, et la proportion de « fortes têtes » ou d'« originaux » n'est pas plus forte qu'ailleurs. Pour M. Coanet, les Corses, en milieu rural, « conservent encore, joliment, les traditions et le patrimoine de l'île, et non des « chimères ». Des traditions qui sont au premier plan le sens de l'honneur et de la dignité. Ici ce ne sont pas de simples mots. C'est la raison pour laquelle la majorité des Cutois qui ont eu sous les yeux ce texte, au reste, plus futile que scandaleux, s'est sentie blessée et, au sens propre du terme, injuriée ».

« Quant à l'anecdote... »

M. Ghilormu Ferrandi, également de Cortioli-Cortioliato, estime pour sa part qu'il s'agit « d'une enquête de journaliste qui va faire procès de colonialisme, alors qu'il avait voulu dire que « le pays des droits de l'homme » avait fait en sorte que, obligé de partir vers les terres lointaines par voie d'affiches à caractère colonial, il

avait beaucoup souffert de devoir, contre son gré, pratiquer le colonialisme. Et, même si le bras avait failli, pourquoi s'en est-il puni lui-même ? »

Si Corine Lesnes « a pu constater que je peignais et que j'écrivais, elle m'a gratifié à tort de l'appellation de philosophe », ajoute M. Ferrandi. Car si je suis, à mes heures, un contempteur, ce n'est que dans le but de mieux apprécier quelle est l'impulsion à communiquer à de nombreuses actions d'utilité publique pour lesquelles il ne m'a pas semblé utile de solliciter un mandat électoral. Ce qui, dans une île où un colonialisme invétéré a été communié par « la mère patrie », a beaucoup de valets inconditionnels, est devenue une plaie de société. « L'être humain, qu'il soit blond, basané, blanc, jaune ou noir, lorsqu'il est soumis à de semblables traitements, réagit de manière semblable. Pour ce qui est de l'essentiel, du fondamental. Quant à l'anecdote, on peut toujours broder à n'en plus finir, que l'on fasse dans la dentelle ou dans le rustique », indique encore M. Ferrandi.

« Ils auraient dû se méfier... »

De Paris, cette fois, M. Claude d'Ornano, écrit : Corine Lesnes « tourne tout en dérision. L'atavisme des Corses, leur insularité, leur insularisme et jusqu'à leur désir de rester dans leur maquis sans rien demander à personne (...). Les Corses auraient dû s'en méfier... Leur population ne se renouvelle ni avec du Sud ni avec de l'Est pour attirer la sollicitude spontanée des intellectuels tiers-mondistes, mais elle est malheureusement trop à l'Ouest et trop au Nord en Méditerranée pour échapper à la malédiction qui pèse sur elle depuis Mérimée ».

« Beaucoup d'intelligence et d'habileté »

Au milieu de ces critiques retournons au moins un lecteur qui n'a vu dans notre reportage aucune intention maligne : « Votre article est excellent, écrit M. Henri Antoni. Vous avez manifesté beaucoup d'intelligence et d'habileté pour dire à mes compatriotes quelques vérités en ménageant leur susceptibilité. Mais les Continentaux auront-ils compris en quoi la Corse souffre par la faute des Corses et par celle de l'Etat français ? »

M. Antoni apporte cependant une précision : « Vous dites, en note, que nous appelons Pinus les Continentaux parce que les soldats français du roi portaient des casques à pointe. A ma connaissance, le casque à pointe n'a jamais été porté dans l'armée française. L'expression Pinus concerne les Continentaux qui, par rapport à l'accent corse, nous paraissent parler « pinus ». Tout spécialement l'accent « parigot ». En français, Paul se prononce « pol ». Le Corse dira Paul ».

tis

?

« métier »

éducation

entretiens avec Jacques Lacombe

20 F

52.1 0.1 1.1 0.1

Société

FAITS DIVERS

Les familles des appelés
refusent la thèse
des désertions
soutenue par l'armée

Les familles de quatre des six appelés disparus entre 1980 et 1987 près du camp de Mourmelon (Marne) ont été reçues, le mardi 30 août à Paris, par M. Olivier Guérin, membre du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense. Il s'agit des proches de Patrick Gache, de Patrick Dubois, de Serge Havet et de Pascal Serrant, qui, selon l'armée, ont été des familles, M. Hélène Rubinstein-Carrère, reprochant à l'armée de « maintenir la thèse de la désertion sans avoir pris des dispositions suffisantes pour rechercher les causes des disparitions » et informer rapidement les parents des jeunes appelés.

L'avocate a notamment rappelé que Patrick Gache, qui a disparu depuis le 30 août 1987, a été condamné le 5 février 1988 à cinq mois d'emprisonnement pour désertion, ce qui, pour M. Hélène Rubinstein-Carrère, est « choquant pour la famille » et « outrageant pour la mémoire » du disparu.

Le membre du cabinet de M. Chevènement a indiqué que le ministre, « personnellement ému par ces disparitions, suivait le déroulement d'une enquête complexe conduite sur instruction de l'autorité judiciaire ». Il s'agit là d'une allusion à l'arrestation, à Macon (Saône-et-Loire), le 9 août dernier, de l'adjudant-chef Pierre Chanaï, quarante-deux ans, inculpé et accusé pour avoir violé et torturé un jeune étudiant hongrois. Selon la section de recherches de la gendarmerie de Reims, chargée de l'enquête, il s'agit de « la piste la plus sérieuse depuis le début » de l'affaire des disparus de Mourmelon. Mais, si les enquêteurs ont relevé un certain nombre de coïncidences, ils ne disposent d'aucun fait concret jusqu'à présent, et les investigations et vérifications concernant l'emploi du temps de l'adjudant-chef Chanaï, qui, au moment des faits était affecté au 4^e dragon des faits quatre des disparus, vont durer encore plusieurs semaines.

An total, entre 1980 et 1987, ce sont sept jeunes gens (six appelés et un civil) qui ont disparu dans un triangle délimité par Mourmelon, Suippes et Châlons-sur-Marne. Un seul corps a jusqu'à présent été retrouvé, le 30 septembre 1982, non loin du périmètre considéré : celui d'Olivier Donner.

Après l'entretien de mardi entre les proches des disparus et le conseiller technique de M. Chevènement, le ministre de la Défense a publié, dans la nuit, un communiqué annonçant qu'un « assouplissement des dispositions » applicables en cas de disparition « sera mis à l'étude ». « Il sera également étudié une amélioration de la procédure judiciaire destinée à mieux tenir compte des informations recueillies sur les causes de la disparition », ajoute le communiqué.

Sept personnes arrêtées
dans une affaire
de contrefaçon
d'objets de luxe

Sept personnes, toutes de nationalité allemande, ont été appréhendées et inculpées à Antibes (Alpes-Maritimes) de toute une organisation constituée en vue d'un trafic d'articles de luxe contrefaits : sacs à main portant la griffe Chanel, bagages prétendus de la maison Vitton, montres imitant celles de joailliers parisiens ou suisses.

Depuis quelque temps la police avait repéré une villa où séjournaient un couple d'Allemands, Ute et Walter Richter, propriétaires d'une usine de meubles dans le Bade-Württemberg. Elle devait l'investir, lundi 29 août, et y découvrir, par dizaines, des articles de luxe contrefaits. Peu après, se présentait d'autres Allemands qui venaient prendre livraison des lots qui leur étaient destinés en vue de la vente à des particuliers.

Les policiers ont saisi aussi plusieurs catalogues mentionnant les prix réels des objets copiés. Enfin, ils ont découvert à bord d'un bateau amarré dans le port, d'autres objets qui, selon les enquêteurs, auraient pu être ainsi achetés par mer d'Italie en France. Ces arrestations font suite à la découverte et à la saisie successive de plusieurs lots d'objets contrefaits, eux aussi en provenance d'Italie et écoulés dans le midi de la France, notamment des chemises Lacoste.

A ce sujet, le commandant Claude Valion, de la brigade de recherches des douanes de Nice, dont les services ont procédé à ces saisies, a déclaré que « les contrefaçons sont devenues l'un des objectifs prioritaires après la lutte contre les trafics de stupéfiants ».

Communication

Satellites de télévision : France Telecom associé à TDF

Mariage de raison pour TDF 1

Le gouvernement devrait confirmer incessamment la décision de lancer début octobre le satellite de télévision directe TDF 1. A cette occasion, France Telecom — l'ancienne direction des télécommunications — entrerait dans le capital de Télédiffusion de France — société anonyme à capitaux publics — et en deviendrait « l'opérateur industriel », donnant ainsi plus de cohérence à l'ensemble de la filière française de transmission d'images ou de données. C'est cette nouvelle TDF — restant une entreprise distincte, au statut du personnel inchangé — qui devrait ensuite décider du lancement de TDF 2.

Héritant de ce dossier qui a occupé depuis dix ans les bureaux de cinq premiers ministres successifs, de M. Barre à M. Rocard, l'actuel gouvernement a sérieusement envisagé de stopper un programme de satellites qui accumule les difficultés. Depuis les débuts du projet, en 1978, en effet, les technologies de diffusion ont fortement évolué, favorisant d'autres supports que les satellites à forte puissance.

Le marché de la télévision en outre-mer a été bouleversé par la multiplication des chaînes, l'apparition d'opérateurs privés ou l'implantation du câble en Europe. La définition de contenus des programmes à véhiculer sur le satellite reste embryonnaire, et la clientèle potentielle d'opérateurs de télévision ne s'est toujours

pas engagée dans un projet porté par une structure, TDF, qui n'a pas seule les moyens de boucler son financement. Toute idée de rentabiliser commercialement un projet qui aura coûté au total près de 5 milliards de francs (dont environ 2 restant à financer pour TDF 2) est à ranger au rayon des fictons.

Fallait-il alors tout arrêter, quitte à payer encore 500 à 600 millions de francs de dédit sur les commandes déjà engagées ?

Des arguments essentiellement industriels ont, semble-t-il, convaincu le gouvernement d'aller de l'avant en lançant TDF 1. Un abandon, suivant l'échec de son homologue allemand TV Sat 1, en novembre dernier, aurait en effet sonné le glas des espoirs européens, mais dont la taille dans l'Hexagone est insuffisante pour justifier deux opérateurs concurrents.

Une fois ces décisions arrêtées, il restait au gouvernement à définir d'ici quelques semaines quels programmes doit diffuser TDF 1. Quant à la décision de lancer le satellite TDF 2, et dans quelles conditions (prix des canaux, coopération avec la République fédérale d'Allemagne), elle sera laissée à l'appréciation du nouvel « opérateur industriel » de la filière communication.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

La neuvième université d'été
de la communication
M^{me} Tasca attend
un effort rapide
des chaînes publiquesCARCANS-MAUBISSON.
de notre envoyé spécial

Après M. Jack Lang (Le Monde du 30 août), Mme Catherine Tasca vient de souligner que la puissance publique entendait jouer un rôle important dans le redressement de l'audiovisuel français. A l'université d'été de Carcans, le thème de la communication a tenu aux professionnels un discours qu'ils n'avaient plus l'habitude d'entendre depuis deux ans. Son préfacier, M. François Lelièvre, prônait le désengagement de l'Etat, mais la mise en œuvre de la loi de 1986, qui a introduit la concurrence, a l'inverse, Mme Tasca estime que l'Etat doit réintroduire « une logique défendant l'intérêt général » dans un audiovisuel agité par les « forces politiques, marchande ou technique ». Une logique, qui, pour elle, doit s'imposer « aux acteurs publics et privés » pour que l'audiovisuel demeure « un espace social démocratique ».

Le gouvernement ne se contentera donc pas de déposer, dès la rentrée parlementaire, un projet de loi remplaçant la loi de 1986, mais il remplacera la CNCL par un Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). « Cette réforme est essentielle mais elle n'est pas suffisante », précise Mme Tasca. Le ministre de la Culture et de la Communication aura une action continue pour assurer une saine concurrence entre les entreprises de communication ou pour garantir le pluralisme de l'expression et de la création.

Pour répondre immédiatement à « l'attente des téléspectateurs », le ministre entend renforcer le rôle du service public. Mme Tasca estime qu'Antenne 2 et FR 3, laissés sans directives précises par le précédent gouvernement, ont trop cédé à la tentation de la concurrence frontale avec les chaînes privées, négligeant la production française, notamment dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, laissée à l'abandon des pans entiers de la programmation comme les documentaires, les magazines, les chaînes d'actualité ou le dessin animé. Les responsables des deux chaînes se sont donc vus privés de ne plus « sacrifier la qualité des programmes à l'augmentation de la durée quotidienne des émissions ». Le ministre attend des efforts rapides aux heures de grande écoute, mais aussi dans les émissions de jeunesse, et exige surtout une meilleure complémentarité entre les deux chaînes. Il restera ensuite à redéfinir la mission de FR 3, toujours tiraillée entre sa vocation régionale et ses projets culturels en liaison avec la SEPT. Le gouvernement n'a pas encore tranché ce problème délicat. Mme Tasca estime cependant qu'il ne saurait être question d'abandonner le réseau régional mais qu'il semble irréaliste de pousser plus avant la régionalisation.

Enfin, le ministre de la communication a annoncé quelques initiatives. Une mission d'études, menée conjointement avec le ministère de la recherche, va se pencher sur la place des sciences sur le petit écran. Jacqueline Joubert, ancienne responsable des émissions jeunesse sur Antenne 2, est chargée d'une mission de réflexion auprès de Mme Tasca sur les programmes destinés au jeune public. Enfin, le ministre entend organiser prochainement une « rencontre de télécheffeurs et d'auditeurs » pour redonner la parole aux usagers des médias.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les grilles de rentrée

Le duel TF 1 — Antenne 2

Enfin seuls ! A La Cinq qui prétendait, l'an dernier, « jouer dans la cour des grands », Antenne 2 puis TF 1 viennent de signifier, à vingt-quatre heures d'intervalle, que le vrai match ne se jouait qu'entre elles deux, en affichant des ambitions presque identiques. M. Claude Contamine, PDG d'Antenne 2, lundi 29 août, sa formule : « Inventer, informer, créer ». Une trilogie que MM. Patrick Le Lay et Edouard Mougeotte, vice-PDG et directeur d'Antenne de la Une, reprenaient à leur compte le lendemain, en y ajoutant : « télévision commerciale oblige : le... plaisir ! ». Voilà le grand duel télévisuel lancé.

Duel de l'information, d'abord. Distancée à 20 h par le journal de Patrick Poivre d'Arvor sur TF 1, Antenne 2 jette dans la bataille dès le 12 septembre son tout maître : Christine Ockrent. Le retour de la « reine » sur la chaîne qui fit sa gloire contraint Henri Sannier à émigrer vers 23 h. Non sans quelques jolis lots de consolation : il sera désormais coiffé du titre de « responsable de l'information et de l'actualité de la soirée », présentera les flashs de 19 h 30 et 22 h et préparera un magazine hebdomadaire, « Les proches du public » et consacré « aux initiatives positives des Français ».

Autre nouveauté d'importance, la chaîne publique ne retrançera plus les actualités régionales de FR 3 : le samedi 26 septembre et le reste de la semaine dès le 1^{er} janvier, après quelques réaménagements techniques du réseau de la 3. Un bruno de combat qui laisse TF 1 de marbre. Prédicateurs et magazines de cette chaîne demeurent à leur place, même si « Questions à domicile » ne redémarre qu'en octobre, pour cause de campagne électorale.

«Création
française»

Duel des programmes ensuite. « Priorité à la création française », clament les responsables des deux chaînes en avançant, pour 1988, des investissements « significatifs » : presque identiques : 300 millions pour Antenne 2, 450 pour TF 1. C'est ainsi que TF 1 annonce pour la rentrée deux soirées de fiction entièrement françaises : la première, baptisée « Prestige », le lundi soir, consacrée à la diffusion d'œuvres ambitieuses, aux vedettes prestigieuses, coûtant de 3 à 10 millions de francs l'heure ; la seconde, appelée « Carte noire », proposera chaque jeudi soir des policiers comme « Série noire » de l'inspecteur Laverdun. Les feuilletons populaires — les fameux si-com — ne sont pas oubliés, puisque TF 1 poursuit la diffusion de « Marc et Sophie » et en programme deux autres : « Vivement lundi » et « Douce France ».

Antenne 2, bien sûr, n'est pas en reste, avec les « onze rendez-vous hebdomadaires » de fiction française promis par son PDG. « Outre les téléfilms et séries européennes trois fois par semaine à 20 h 35, des mini-comédies originales seront proposées au public chaque jour à 19 h 35, dans une forme de choix entièrement nouvelle, ainsi que les nouvelles séries françaises du

Le retour aux sources
de France-Inter

France-Inter renoue sa programmation autour de deux mots clés, continuité et convivialité. Le PDG de Radio-France Roland Faure, le directeur de l'information Michel Meyer et M^{me} Eve Ruggieri, nommée il y a un mois à la direction de la programmation en remplacement de M. Jean Garretto, ont annoncé la nouvelle grille de la radio mardi 30 août. France-Inter ne « cherche pas à entrer en concurrence avec des stations qui ne lui ressemblent pas » et préservera sa personnalité et sa mission de service public, a souligné Eve Ruggieri.

Les innovations traduisent de fait un retour aux grandes signatures et valeurs sûres qui ont donné le ton et la couleur de France-Inter, comme Jacques Chancel et son émission « Radioscopie » du lundi au vendredi de 17 heures à 18 heures, de retour après une absence de cinq années par souci de renouvellement. Claude Villers animera pour sa part la tranche horaire 11 h 30-12 h 45 avec « Bienvenue au paradis », tandis que Pierre Bouteiller reviendra animer une émission consacrée à l'air du temps, « Au bénéfice du doute ».

La musique occupera quant à elle une place accrue tout au long de la journée et de la semaine en compagnie de Jean Fontaine pour la musique classique et Jean-Louis Foulquier pour la chanson française. L'information se trouve maintenant dans ses grands rendez-vous comme « Face au public », « Le téléphone sonne » et le « vendredi soir ».

samedi après-midi », promet-il dans une luxueuse plaquette remise à la presse (Le Monde du 8 août).

Si côté variétés il ne faut pas attendre de grands changements (mis à part l'arrivée de Guy Lux sur TF 1, le dimanche, face à Jacques Martin sur Antenne 2), les deux chaînes n'en annoncent pas moins force nouveautés. « Quinze seulement », s'excuse presque M. Mougeotte, en soulignant toutefois que, sur les quarante-huit émissions lancées l'année dernière, trente-neuf sont conservées. Une proportion honorable. Parmi les nouveautés, TF 1 donne la priorité à l'interactivité. Après « Le magazine de l'objet », les téléspectateurs pourront intervenir dans le nouveau « Magazine de la santé, de la forme et du corps », animé chaque matin à 9 h 40 par Martine Allain-Rognant et Philippe Risoli. Les enfants pourront, eux, agir directement sur l'écran grâce à un pistolet spécial lors d'un dessin animé programmé le mercredi et le samedi à 11 heures.

Enfin, TF 1 annonce un nouveau rendez-vous trois fois par semaine avec « Les trois grands témoins de la Une » : Christophe Dechavanne, PPDA (pour un magazine littéraire) et Nicolas Hulot, ainsi qu'un retour au documentaire (« De Gaulle ou l'éternel défi » de Jean Labbé, « Les franco-maçons » de Serge Mostil, « Les nobles aujourd'hui »).

Sur la défensive l'an dernier, Antenne 2 a choisi de frapper plus fort encore avec, elle, quarante émissions nouvelles. Des grands classiques, comme le retour des magazines du commandant Cousteau (« La redécouverte du monde »), mais aussi de plus grandes audaces : « Lunettes noires pour nuit blanche », de Thierry Ardisson et Catherine Berna, qui promettent « un regard rock sur le monde ». Ou bien encore « Du côté de chez Fred », animé chaque jour à 16 heures par Frédéric Mitterrand. Un transfuge de TF 1, justement.

P.-A. G.

«Un cahier
des charges
n'est pas
le code civil...»

« Il y a un an, c'était la grande pagaille audiovisuelle. Mais le calme de la rentrée actuelle n'est qu'apparent, car les germes du désordre subsistent dans le paysage audiovisuel. » Certes, le vice-PDG de TF 1, M. Patrick Le Lay, est visiblement satisfait d'entendre les ministres de la culture et de la communication, M. Lang et M^{me} Tasca, reprendre à leur compte le « il y a une chaîne généraliste de trop » qu'il lançait lui-même il y a un an.

Mais les déséquilibres existent, que M. Le Lay se fait un devoir de dénoncer, en défendant sa chaîne. Car, dans son esprit, cette chaîne de trop n'est à l'évidence pas TF 1. S'agit-il alors des nouvelles chaînes, la 5 et M6, dont M. Le Lay attend toujours de voir les premières heures de production, alors que TF 1 a fait de la création sa « priorité numéro un » ? Ou bien des chaînes publiques, dont M. Le Lay s'étonne qu'elles ne soient soumises à aucun quota de diffusion, ces quotas que « TF 1 respecte » ? Ces nouvelles chaînes publiques qui ont « dépassé de vingt heures leurs objectifs budgétaires de publicité l'an dernier » ? Le PDG d'Antenne 2, M. Claude Contamine, lui avait certes répondu par avance, en indiquant que ces dépassements étaient légers, ne bénéficiaient que très partiellement à la chaîne elle-même, et ne seraient pas reconduits cette année. Mais, dans ces conditions, M. Le Lay estime « dérisoire » qu'on reproche à TF 1 des dépassements « fictifs » de 51 secondes de publicité, dus aux aléas du direct. Car enfin, qu'on se le dise, « un cahier des charges ne doit pas être un code civil » dont les centaines d'articles sont à observer à la lettre : M. Le Lay demande qu'on juge sa chaîne globalement, et pas dans le détail.

Quant aux rapports avec les autres acteurs de l'audiovisuel, situation, prévient M. Le Lay, « les chaînes ne sont pas des vaches à lait qu'on peut traire » : la formule de compte de soutien, « inadaptée », doit être modifiée, et le cinéma devra choisir entre « critiquer la télévision et accapoter son argent ». Bref, pour stimuler la production, il faut que les diffuseurs puissent intervenir avec un « rôle moteur », et c'est dans ce sens que TF 1 compte annoncer des accords européens dans les deux mois qui viennent.

M.-C. L.

Les grilles de rentrée

TF 1 - Antenne 2

Les grilles de rentrée de TF 1 et Antenne 2 pour la rentrée 1988-1989. Les programmes sont présentés par chaîne et par semaine, avec les horaires de diffusion. Les programmes incluent des émissions de culture, de sport, de divertissement, et des films. Les horaires sont indiqués en heures et minutes.

Un acte des changeurs... le monde d'aujourd'hui.

Un acte des changeurs... le monde d'aujourd'hui. Ce texte explore les transformations sociales et culturelles de notre époque, abordant des thèmes tels que la mondialisation, les nouvelles technologies, et les défis environnementaux. Il analyse comment ces changements influencent notre vie quotidienne et notre vision du monde.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Entretien avec Martin Scorsese

Sur les pas de Jésus

Avant la présentation, le 7 septembre prochain, de la Dernière Tentation du Christ, Martin Scorsese réfute point par point les accusations de ses détracteurs. Non, son film n'est pas blasphématoire; non, il n'a pas trahi les Évangiles. Il comprend la polémique, il l'admet, mais il explique le soin pointilleux qu'il a mis à reconstituer une histoire vraie, à la rendre sensible aux hommes d'aujourd'hui. Loin des superproductions bibliques avec pourtant, inattendu, un clin d'œil avoué à Cecil B. De Mille.

PETIT, nerveux, barbu et hyperactif, Martin Scorsese parle plus vite que son ombre. En ce matin de fin août, dans son bureau donnant sur Broadway, il prend son petit déjeuner, participe (dans la pièce d'à côté) à une réunion de production de son prochain film (un épisode de *New-York Stories*, coréalisé par Woody Allen et Francis Coppola), et répond aux questions tout en réglant les derniers préparatifs de son voyage à Venise, où la *Dernière Tentation du Christ* sera présentée le 7 septembre. Une matinée normale, en somme, pour cet homme au centre d'une controverse déchaînée par les fondamentalistes, les intégristes et certains groupes religieux de toute obédience, et de tous pays (le *Monde* des 21 juillet et 13 août).

Martin Scorsese se doutait bien que la *Dernière Tentation du Christ*, tiré du roman de Nikos Kazantzakis, susciterait la polémique, mais pas qu'elle prendrait une telle ampleur. «*Ni cette collaboration antisémite*», dit-il, soulignant au passage qu'aucun des participants du film n'appartient à la religion juive; il est lui-même catholique romain; Paul Schrader, son scénariste, est calviniste d'origine hollandaise; le livre a été écrit par un Grec orthodoxe. Parmi les acteurs, seul (à sa connaissance) Harvey Keitel (Judas) est juif.

L'origine du malentendu

Selon Scorsese, la polémique initiale résulte d'un malentendu: «*Par je ne sais quel canal, les fondamentalistes ont obtenu une copie du tout premier scénario de Schrader, qui remonte à mars 1982 et n'était destiné qu'à deux personnes: Irwin Winkler, producteur initial, et moi. C'était un document à usage strictement interne, un instrument de travail. Des éléments qui se développaient sur cent cinquante pages dans le livre, Paul les résumait en une phrase. C'était une première ébauche, un débroussaillage. Or c'est sur cette mise à plat littéraire, incomplète, que l'œuvre finale a été préjugée*».

La sortie précipitée du film aux États-Unis et au Canada est due à l'ampleur inattendue de la polémique. «*Elle nous débordait, dit Scorsese, notre seule issue était de dire: voyez d'abord, attaquez ensuite*». En Amérique du Nord, l'équivalent de l'Office catholique a donné à la *Dernière Tentation* le label «*O*»: offensant sur le plan moral. Difficile à avaler quand on se définit comme catholique certes non pratiquant, mais profondément croyant. Il ne peut en être autrement quand on a pris le catholicisme au sérieux dès l'enfance. Le futur auteur de *Taxi Driver* et de *Raging Bull* a fait des études de théologie, s'est destiné un moment à la prêtrise. Et bien qu'il soit un cinéphile boulimique, il ne se serait jamais risqué, enfant ou adolescent, à aller voir un film «*O*».

«*A l'époque, ils étaient condamnés. Condamnés en chaire*



Willem Dafoe et Martin Scorsese.

lors du sermon du dimanche — comme c'est le cas aujourd'hui pour la Dernière Tentation. Le premier dont je me souviens, Miracle, de Rossellini. C'était en 1950, j'avais huit ans. Deux ans plus tard, ce fut La Lune était bleue d'Otto Preminger. Le film était condamné parce qu'on y prononçait le mot vierge sans qu'il s'agisse de la Vierge Marie; vierge dans le sens clinique du terme. Je ne l'ai toujours pas vu.

«*Le cas le plus exemplaire est celui du Baby Doll d'Elia Kazan, condamné en 1956 parce qu'immoral. Je l'ai vu pour la première fois il y a deux ans. Pourquoi si tard? Mon éducation religieuse devait être ancrée. Baby Doll est un rien salace mais, enfin, c'est un film destiné aux adultes, pas aux enfants. De plus l'un des meilleurs films de Kazan*».

Pense-t-il que dans vingt ans la polémique qui entoure la Dernière Tentation paraîtra aussi ridicule? Non, il ne le pense pas. Mais il réfute en tout cas l'accusation selon laquelle il aurait fait un film délibérément blasphématoire ou du moins «*de mauvais goût*».

«*Pourquoi serait-ce de mauvais goût que de vouloir regarder le Sauveur du point de vue humain? Est-ce de mauvais goût que Jésus dise: «Je vais me coucher» ou «Passe-moi le pain»? Il ne peut pas ne pas avoir dit dans le langage quotidien de son époque. Il vivait son temps et fut, de toute évidence, confronté — par exemple — à la nudité. C'était un homme — pleinement homme — il avait un corps d'homme... L'idée du film est bien là, mêler le sacré et*

le profane. Ainsi était le monde qui l'entourait, ainsi est le monde d'aujourd'hui».

Pour Scorsese, le litige est peut-être ailleurs. Dans le concept de la vérité révélée, tel qu'il est développé dans les Écritures. Or la Dernière Tentation est une «*fiction*» qui aborde Jésus comme un personnage de fiction, en l'appelant par son nom. «*Peut-être est-ce là une chose à laquelle l'Eglise ne peut souscrire. Position que je comprends totalement, encore que certains membres du clergé soient d'un avis contraire, voyant dans le film un outil propre à ouvrir le débat, à vivifier le sentiment des fidèles*».

Un comportement irrationnel

«*Dans le roman, Jésus a la révélation de sa dimension divine graduellement. Connaissance au départ inconsciente, ou subconsciente. C'est pourquoi il la combat puis cède, peu à peu*».

«*Je ne vois pas en quoi l'idée de l'humanité de Jésus, sa difficulté à accepter son essence divine contrarient les Évangiles ou constitue un blasphème*».

Selon Scorsese, même dans les Évangiles — et il se réfère à Matthieu — «*Jésus est décrit comme ayant parfois un comportement apparemment irrationnel qui maudirait, par exemple, un figuier*». Il cite en exemple l'éviction du Temple des changeurs d'argent. «*Jusqu'à présent, la manière dont le cinéma décrivait cet épisode suscitait le commentaire suivant: Regardez ces mauvais juifs qui font entrer l'argent dans le Temple. Réaction nettement antisémite. Il y a pourtant une explication plausible à la*

présence de ces changeurs. La Dernière Tentation la donne pour la première fois. C'était affaire de loi, comme le précise le grand prêtre — équivalent d'un avocat ou d'un juge. Aux termes de la loi, le Temple est lieu de culte, le denier du croyant est une offrande religieuse, on ne peut pas y laisser entrer la monnaie de l'occupant...».

La Dernière Tentation du Christ a été tournée au Maroc, en soixante-deux jours et avec un budget étonnamment modeste, inférieur à 7 millions de dollars. S'il procède sur un plan visuel de la même démarche que l'Évangile selon saint Matthieu, de Pasolini, et ne ressemble en rien à l'image traditionnelle, les détracteurs du film mettent cependant en doute son authenticité historique. Scorsese réfute point par point leurs arguments.

Dans le film, les femmes sont présentes à la Cène. Éléments importants car c'est, entre autres, en raison de leur non-participation présumée au dernier repas qu'aujourd'hui encore elles n'ont pas le droit d'être ordonnées prêtres. «*Puisqu'il s'agit du repas de Pâques dans la tradition juive, les femmes n'en étaient pas exclues*».

Y a-t-il quoi que ce soit, dans les Écritures ou dans les documents historiques, indiquant que Marie-Madeleine et Jésus viendraient du même village, auraient grandi ensemble, que leur relation d'adolescence ne fut pas dépourvue de tendresse? «*Non, mais c'est dans le livre de Kazantzakis*».

La majeure partie du film se déroule dans le désert, or la Galilée est une vallée verdoyante.

«*Mais Nazareth est une région désertique, enchaîne Scorsese. Il est vrai que, sur un plan dramatique, j'ai voulu conserver ce climat désertique le plus longtemps possible, jusqu'à la dernière tentation*».

Scorsese confirme que tous les éléments visuels de son film sont soutenus par une documentation précise — livres, journaux, photos — qu'il rassemble inlassablement depuis plus de six ans et qu'il a distribuée aux divers départements de la direction artistique, à charge de les reproduire dans les moindres détails: des lineaux aux bas-reliefs en passant par les tatouages. Ceux que porte Marie-Madeleine ont pour origine la couverture d'un numéro du *National Geographic Magazine*, une femme yéménite qui tenait sa main tendue devant son visage.

Ces tatouages évoquent le serpent. Certains critiques ont trouvé offensant que les femmes soient décrites comme l'incarnation du démon. Nous n'avons pas le sentiment d'avoir opté pour ce point de vue. Peut-être Kazantzakis témoigne-t-il dans son roman d'un penchant légèrement anti-féministe et même antisémite — le portrait qu'il fait de Caïphe n'est guère empreint de générosité ou de compassion. Mais nous avons choisi de jouer la carte du symbole: le serpent, avec sa voix de femme (et la citation de ses bracelets) représente le charnel. Mâle et femelle.

Rêve et hallucination

Ce qui naturellement conduit à la scène qui fait couler tant d'encre. Celle où Jésus, précisément, fait l'amour à Marie-Madeleine. La réponse de Scorsese a été publiée dans tous les journaux: «*C'est un rêve. Une hallucination. Il ne s'agit pas d'une rencontre avec une prostituée mais d'un rapport sexuel qu'il aurait avec sa «*femme*» légitime, et à des fins de procréation, ce qui est indiqué très clairement. On n'affirme pas que cela s'est passé mais qu'après lui avoir offert et la fortune et le pouvoir, Satan, jouant sa dernière carte, lui offre la tentation d'une vie normale*».

Scorsese va chercher un numéro spécial de la revue *Archéologie biblique* consacré à la crucifixion, revue dans laquelle il a puisé nombre de renseignements techniques. «*Voici l'autel sur lequel on sacrifiait l'agneau à l'époque. Le nôtre en est une copie conforme*». Deux pages plus loin: «*Voyez cette photo: cet objet retrouvé dans des fouilles est une des preuves matérielles de la crucifixion. Observez les os du talon, la trace du clou. Regardez ce croquis: le visage de cet homme du premier siècle. C'était un juif, un zélate. Il a été*

crucifié. Voici à quoi il ressemblait. Visage reconstitué par les techniques contemporaines qui ont aussi déterminé la position exacte du crucifié: nu, non pas debout mais accroupi sur une tablette, jambes repliées sur le côté. Nous avons repris exactement la même position».

La crucifixion est douloureuse pour le spectateur, elle le fut pour l'acteur. Willem Dafoe, comédien aussi physique que l'était Robert De Niro dans *Raging Bull*, ne pouvait pas tenir plus de deux minutes sur la croix. «*Il souffrait*». C'est d'ailleurs ainsi que mouraient les crucifiés: par suffocation. Au bout de deux, trois minutes, il fallait qu'il descende. Scorsese montre une photo de tournage: «*En haut d'une échelle appuyée sur la croix, un cascadeur soutenait Dafoe. On criait «*moteur*», le cascadeur le lâchait, une prise, «*coupez*», hop, on reprenait Willem et on le descendait. De même, l'une des scènes les plus épuisantes, physiquement, est celle de son passage à tabac par les Romains. Dafoe est nu, martelé, jeté constamment sur un sol de pierre. Le tournage de cette scène a duré cinq heures. Parce qu'il fallait tenir la cadence. Je ne sais pas comment Willem a tenu le coup. Même si la représentation en est familière, la scène où Jésus s'arrache le cœur de la poitrine et l'offre encore saignante à ses apôtres a pu paraître choquante et grotesque à certains critiques et difficile à étayer sur le plan historique*».

«*C'est effectivement une transposition de l'idée du Sacré-Cœur*», précise Scorsese. Elle ne figure ni dans les Évangiles ni dans le roman. Pour Paul Schrader, qui a apporté cet élément, c'était une manière de signaler une co-existence constante entre le naturel et le surnaturel. Mais pour Scorsese, ce geste a aussi une autre signification, une autre fonction:

«*Quand Jésus revient du désert, c'est un homme nouveau, il n'y a aucun doute là-dessus. Il est homme et Dieu. Il en est désormais certain. Une sorte de halo flotte autour de sa tête... Juste une touche, un clin d'œil à Cecil B. De Mille auquel je n'ai pas pu résister*».

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

(Lire la suite page 12.)

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE CANNES 22 MAI 88:

Siffié le matin, Applaudi l'après-midi, Ovationné le soir!

L'enfance de l'Art

Un film de FRANCIS GIROD

À vous de juger. Aujourd'hui.

قوله لا اله الا الله

CINÉMA

LA 45^e MOSTRA DE VENISE

« Les Modernes », d'Alan Rudolph

L'art et la manière

Dans le Paris des années 20 réinventées par Alan Rudolph, Hemingway ne dessouille pas, et on met Cézanne au feu.

NICK Hart (Keith Carradine) est un jeune peintre américain gaucher, talentueux et fauché, dans le Paris incandescent des années 20. Comme il se doit, il dessine sur le coin de table d'un bistrot bien fréquenté, le Sélavy. Hemingway, dans un autre coin, sirote son premier verre. Dès lors, ça s'accélère. Hart retrouve sa femme Rachel qu'il n'a pas cessé d'aimer (Linda Fiorentino) mais qui l'a quitté. Elle est divine. Elle est aussi bigame. Son nouveau mari (John Lone) est très riche, très vicieux et amateur d'art. Une autre femme (Geraldine Chaplin), très riche, très vicieuse et très amoureuse d'art, apparaît et commande, pour des motifs peu licites, à Hart d'exécuter des copies d'un Matisse, d'un Cézanne et d'un Modigliani.

Hemingway qui passe par là siffle son deuxième verre... Hart a bien du souci. Ses tableaux continuent de ne pas se vendre dans la galerie de la rue du Regard (tenue par Geneviève Bujold), son meilleur ami (Wallace Shawn) menace de se suicider, il se bat en duel entre les cordes d'un ring mondain mais avec de vrais coups de poing. Gertrude Stein dans son salon paraît assez fâchée. On voit les fausses toiles, on brûle les vraies. Hart retrouve Rachel, la perd à nouveau pour la trouver encore. On voit les vérités, les mensonges. Même les morts ont de drôles de façons.

Une acrobatie chromatique

Qu'importe au fond cette histoire qui va son train, totalement romanesque et fermement romanesque, le film n'est pas fait pour être vu mais pour être vu. Remis, et l'on s'en réjouit, de la crise de bons sentiments qui l'avait saisi l'année dernière avec *Made in Heaven*, Alan Rudolph a retrouvé toute sa maestria perverse, ce sens du morbide gai qu'il

« Mort » d'Enrico Fulchignoni. — Enrico Fulchignoni, président du CICI, organisation non gouvernementale créée sous l'égide de l'UNESCO, est mort à Paris, vendredi 26 août, d'une crise cardiaque. Psychiatre et responsable de l'audiovisuel à l'UNESCO, Enrico Fulchignoni, âgé de soixante-quinze ans, devait se rendre les 6 et 7 septembre à la Mostra de Venise pour assister à la remise du prix Rossellini et participer au séminaire sur le cinéma et la vie rurale.

exerçait si bien auprès de Robert Altman au temps de *Nashville* ou de *Buffalo Bill et les Indiens*.

Les Modernes ? Un exercice de style d'un chic fou, une acrobatie chromatique permanente. Ainsi, de temps en temps, pour servir de transition à de brefs inserts de documents, les visages virent au noir et blanc, comme si une mémoire un peu embrumée faisait resurgir soudain des souvenirs lointains. Mais passé cet instant de mélancolie, on replonge aussitôt dans l'ironie qui est le nerf de cette comédie aussi bien visée que les poutrelles de la tour Eiffel.

Où la musique, par exemple, n'intervient qu'en situation. Un disque se pose sur un phon. On entend *Parlez-moi d'amour*. Un musicien (Charlotte Gainsbourg) se met au piano, on l'entend chanter. Rachel subit l'étreinte frénétique de son second époux dans sa baignoire. En fond sonore on entend *Sur la mer calme*.

Champ, contrechamp, le vieux Hollywood avait du bon. Gros plan, encore plus gros. Enorme plan d'un œil heureux qui envahit l'écran. Rudolph jubile. Pourquoi ne s'amuserait-on pas avec lui, comme s'amuse d'ailleurs à la folie tous ses comédiens (certains, telle Geraldine Chaplin, sont des pensionnaires de longue date). A noter qu'ils parlent français sans accent lorsqu'ils ont à le faire, miracle qu'aucun cinéaste américain. Vicente Minelli compris, n'avait jusqu'ici réussi. Ils sont drôles, séduisants, sexy. Tout comme l'époque qu'ils évoquent.

La fin est un peu décevante. Il faut conclure, et la moralité qui se dégage des *Modernes* apparaît assez vague et plutôt réactionnaire. On quitte Paris (« qui n'est déjà plus ce qu'il était »). Les fausses toiles de Hart sont exposées au Museum of Modern Art.

Les Modernes, d'Alan Rudolph.



de New-York (l'art moderne, une imposture ?) Et notre héros s'en va vers un nouvel éldorado, la Californie, où « les images se sont mises à bouger ».

Allo, d'accord, après tout. Vive le cinéma lorsqu'il est comme ici à la fois esthétique et divertissant !

DANIELE HEYMANN.

« Les Tribulations de Balthazar Kober », de Wojciech Jerzy Has

Brusque chute des anges

EN s'inspirant du roman de Frédéric Tristan, *Les Tribulations héroïques de Balthazar Kober*, l'un des plus grands cinéastes polonais vivants, Wojciech Has, auteur du génial *Manuscrit trouvé à Saragosse* (1965), de *la Clepsydre* (1973), entre autres, a voulu renouer avec une veine féconde qui n'est pas celle du fantastique comme on pourrait l'imaginer hâtivement, mais celle du merveilleux d'initiation, qui lui a par deux fois au moins si bien réussi. Disons tout de suite qu'avec beaucoup de charme et de talent il n'y a pas aussi bien parvenu que par le passé.

Le roman de Tristan ne manquait certes pas de péripéties. A la fin du seizième siècle, en Allemagne, à Bontzen, Balthazar (Rafal Wiczynski) est un adolescent de quinze ans dont la mère est morte et que l'on envoie apprendre la théologie à Dresde, sous la tutelle un peu inquiétante du recteur (Daniel Emilfork, sourire de vampire et boule de billard sous le capuchon de bure). On lui fait des mystères, ses camarades sont méchants parce qu'il est bégue, un peu naïf et s'entretient couramment avec les morts, son

frère jumeau défunt âgé de cinq ans, Conrad, que l'on distingue des vivants sans peine, tout brillants de paillettes et sans soucis pour la plupart. Il n'est sauvé que par l'archange Gabriel, qui lui dit de retourner voir son père mourant.

En chemin, il rencontre un extravagant qui se fait appeler Papagallo et d'autres membres d'une sorte de société secrète dont il gagne la confiance et où règne une jolie jouissance de luth, Rosa. Ces gens du secret lui donnent quelques mots de passe pour s'en tirer dans ces temps de violence et de persécution. Il rencontre fort heureusement le Maître (Michael Lonsdale), qui le prend pour disciple, lui ouvre encore plus le royaume des morts et rassure sa foi : « Dieu est au fond de tout cela ».

Balthazar compulsé de gros manuscrits interdits par l'Eglise, découvre les arcanes de la cabale, les symboles du monde à l'envers par lequel communiquent entre eux les rares clairvoyants qui espèrent le remettre un jour à l'endroit. Il raisonne peu, déraisonne aux yeux des bigots de tout poil et, rendu à Venise grâce à son

Maître, retrouve Rosa sur le fleuve des morts pour dire en bref ce que deux heures de sorcellerie cinématographique n'arrivent pas à élever tout à fait au véritable élan de la magie évoquée.

Qu'est-ce qui ne déçoit pas ici ? L'ange Gabriel tout d'abord avec ses ailes de carton-pâte, son épée, son armure dorée (on dirait un ex-servant du Palais), et Venise, toujours en carnaval comme une carte postale du Rialto, et ces servantes dodues qu'on séduit en jetant des grains de raisin dans leur corsage. Clichés de plomb qui empêchent le gentil Balthazar de s'envoler, surtout quand il navigue avec Rosa dans des grottes (où y a-t-il des grottes pareilles près de Venise ?). C'est dommage, évidemment, parce que ce brave garçon méritait mieux et qu'avec Tristan et Has on se sentait en bonne compagnie. Mais il manque ici, pour alléger toutes les complications du merveilleux, cette drôlerie prodigieuse qui animait le *Manuscrit*... et dans l'angoisse, la grotesque, une qualité de rire aujourd'hui perdue, pas seulement chez cet éminent metteur en scène.

MICHEL BRAUDEAU.

Entretien avec Martin Scorsese

Sur les pas de Jésus

(Suite de la page 11.)

« C'est aussi et surtout le moment où il convainc Judas, l'homme-clé. Il sait que Judas sera le pion ultime, le bouc émissaire. Dans le film comme dans le livre, Judas trahit par loyauté, par fidélité. Sans discuter. Parce que cette trahison, son ami en a besoin pour accomplir son destin. C'est une chose que j'ai très fortement ressentie », poursuit Scorsese, « et plus encore au moment où l'on a clamé partout que le film était financé par de l'argent juif. Résultante de la vieille équation juif = déicide, deux mille ans de folle antisémité. S'il est vrai, et je le crois profondément, que Dieu s'est incarné dans un homme, il se servira de Judas, se servira des Romains, de la situation politique de la Palestine à l'époque pour que son destin s'accomplisse. Il n'y a donc pas de coupable ; ni les

Romains, ni les juifs, ni Judas. Tout cela fait partie du plan de Dieu, qui est un Dieu d'amour. C'est pour rendre ce propos plus clair que j'ai donné les scènes avec Calphe et l'épisode Barabbas ».

Le propos est une chose, le ton en est une autre. Certains moments du dialogue ne déclenchent-ils pas une hilarité, vite réprimée ? « Mais tant mieux, s'écrit Scorsese, je ne vois pas pourquoi Jésus et ses disciples devraient obligatoirement manquer d'humour ! »

Quoiqu'il s'en défende, Scorsese a tout de même sacrifié en partie à l'imagerie traditionnelle : son Jésus est blond aux yeux bleus. « D'abord j'aime beaucoup Willem Dafoe, qui est pour moi un acteur prodigieux. De plus, Paul Schrader et moi avons toujours voulu que notre Jésus res-

semble physiquement au Jésus de notre enfance. Dans le tout premier scénario — ce fameux scénario — Paul écrivait, juste après l'offrande du cœur, quand Jésus se saut à la fois pleinement homme et pleinement Dieu : il est maintenant le Jésus que nous commençons à reconnaître, celui que nous connaissons ».

Scorsese reprend également l'astuce employée par William Wyler dans *Ben Hur* (et bien d'autres avant et après lui) : il fait parler tous les juifs avec l'accent américain et tous les Romains avec l'accent anglais. Les Romains et Satan. « Toutes les forces extérieures, toutes les forces d'opposition c'est une convention plus facilement lisible. Vous auriez préféré qu'ils aient un accent allemand, français ou d'Europe centrale ? Reprenez les grands films bibliques — que j'adore, même s'ils ne

sont pas très bons, — ils ont un contenu fortement distractif, faiblement religieux. Et emploient toujours un langage pompeux et codé. » En Judée, sous le joug des Romains, etc. »

« C'est pourquoi j'ai préféré des dialogues jugés parfois excessivement modernes. J'ai voulu être en prise directe avec le public. Prenons le risque, mais je le dis. Faisons parler nos acteurs un langage aussi contemporain que celui de Jésus et des apôtres en leur temps. Franchisons le barrage distanciateur du ton exotique, donnons au film un ton d'aujourd'hui si bien qu'en sortant vous serez obligés de réfléchir, obligés de penser à ce qui est dit, entraînés, je l'espère, à débattre comme Pierre discutait et débattait avec Jésus ».

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

« Œuf », de Danniël Danniël

Le village des gens heureux

Un film insolite sort cette semaine en France : drôle, cruel, sans méchanceté, l'histoire d'un innocent dans la Hollande trop tranquille.

Le village est terriblement paisible. Propre comme un jouet neuf. Les jours se suivent dans une absolue monotonie. Le car quotidien qui va à la ville et en revient passe à des heures régulières, sans surprise, et parfois prend des voyageurs. Les habitants dînent chaque soir à 6 heures, comme c'est la coutume en Hollande. Ils parlent peu, ne rient pas, ne rient pas. Sourient parfois en se disant bonjour et souhaitent réellement que le jour soit bon, de qui leur évitera de s'inquiéter.

C'est le village des gens heureux, et, parmi eux, un apprenti boulangier (John Leyson). Il ne sait ni lire ni écrire, mais sait édifier des pyramides de galets et faire tenir un œuf en équilibre. Ses copains s'assoient sur un banc et lancent des petits cailloux devant eux. Il l'aime bien et ont l'idée de lui chercher une épouse par correspondance. Ils écrivent pour lui, lui lisent les réponses. Et puis un jour, des anciennes colonies, arrive la femme (Marika Vogelaar). Elle est encore poupeuse, mais blessée à l'intérieur. Elle a toujours envie de vivre et se laisse séduire par cette paix de mort, s'y laisse couler, prend plaisir à

s'asseoir sur le banc et lancer devant elle des petits cailloux.

Œuf, moyen métrage hollandais, a été une révélation de la Quinzaine des réalisateurs, au dernier Festival de Cannes. On a classé son auteur, Danniël Danniël, dans la lignée de Jacques Tati parce que les paroles sont rares, les gestes décrits minutieusement, le film construit comme une suite de tableaux, des pages que l'on tournerait posément. Et parce que les gens sont gentils. Mais le regard porté sur eux n'est pas tendre. L'humour de Danniël Danniël, certainement aussi efficace que celui de Tati, est bien plus décrié.

Danniël Danniël est né à Haïli, il y a trente-huit ans. Etant un enfant asthmatique, il a beaucoup voyagé pour trouver le climat sec et chaud qui pourrait lui convenir. Il n'était pas sauvage, mais soigné, car à peine avait-il trouvé des amis qu'il devait partir. Il avait une sœur, morte voilà quinze ans. Il est brun, souriant, sa voix est douce. Il semble timide. Pudique, comme son film.

Avant de s'installer en Hollande, il a longtemps voyagé entre Israël et la Grande-Bretagne, où il ne se sentait pas à l'aise. En Angleterre, on est trop étranger, et encore plus demandant trop d'effort et de temps pour un garçon timide. « En Hollande, dit-il, c'est différent. Venant d'Israël où l'on vit perpétuellement sous tension, j'ai trouvé un calme surprenant. J'ai eu du mal à m'y habituer. Les

gens sont accueillants. Ils ne vous aident pas vraiment, mais vous laissent faire. Ils ne sont pas démonstratifs. Ils sont de religion, en tout cas de culture calviniste. »

Dans le tranquille Hollande, que peut faire un Israélien, marié, festement angoissé et probablement survolté ? Des films. Danniël Danniël y était préparé. Il a toujours voulu écrire — et, à partir de quatorze ans, il l'a sérieusement voulu, — « pour m'exprimer », précise-t-il avec un geste de la main vers son cœur. En même temps, il a toujours dessiné. Le goût du récit et de l'image l'ont forcément conduit au cinéma. Il a suivi l'Académie du film et de la télévision à Amsterdam, a travaillé avec Paul Verhoeven, Fons de Rademaker, a réalisé des courts métrages d'art : « Des sortes de bandes-annonces d'une minute pour des films qui n'existent pas, dans un décor de gare. J'aimerais les passer à la télévision, pendant toute une soirée. Ils interviendraient au milieu des émissions, à raison d'un par demi-heure. »

Après l'école, les choses suivent leur cours. Sans problème, Œuf a été financé au tiers par la télévision, aux deux tiers par l'État, qui accorde des subventions, mais elles ne dépassent pas l'équivalent de 2 millions de francs, et encore pour un long film. Danniël Danniël a tourné en extérieur, dans un vrai village, mais complètement réaménagé pour les besoins de l'ambiance, la figuration étant assurée par les

habitants : « C'était drôle de les voir dans leur vérité décalée. »

Est-ce qu'un village comme celui du film peut exister dans la réalité ou seulement dans les cauchemars ? Danniël Danniël réfléchit et dit que son esprit critique ne s'éveille pas spécialement sur la Hollande : « On trouve les mêmes comportements, la même type de routine, de sécheresse et d'indifférence dans d'autres pays. »

L'intrigue lui a d'ailleurs été inspirée par un fait divers lu dans un journal portugais : sur la foi d'une annonce et à la suite d'une correspondance suivie, une jeune femme était venue du Brésil pour épouser un Portugais, mais ce n'était qu'une mauvaise blague. « Moi, j'ai voulu que les gens soient sincères, réellement gentils. C'est plus intéressant à observer. Je voulais qu'ils ne soient ni pathétiques ni exotiques. Pour la femme, j'ai fait passer des dizaines d'auditions. Je ne cherchais pas l'étrangère type, mais, au contraire, quelqu'un qu'on peut rencontrer partout. De même pour le garçon. Il ne fallait pas l'innocent type. Johan Leyson est un comédien qui travaille beaucoup et qui joue habituellement des personnages solides, forts, genre détective. Sa fragilité apparaît d'autant plus étonnante. »

Œuf est un beau film, personnel, grinçant, qui tire sa drôlerie d'une certaine vision de la tristesse. Danniël Danniël ressemble à son film.

COLETTE GODARD.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
DODEIGNE
Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 17 h 45
DERNIERS JOURS - JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744
GENEVE

Prépare ses prochaines ventes de novembre 1988

Orfèvrerie, Boîtes en Or,
Objets d'Art Russe et Fabergé



Les personnes désireuses de soumettre des objets en vue de ces ventes pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous à :

Monaco : les 5 et 6 septembre
Paris : les 7 et 8 septembre

Algorithme en vente à par Adam, Frédéric DELON,
Strasbourg vers 1740. Poids 570 g. H. 22,9 cm.
Ventes à Genève en novembre 1987 :
CHF 200.000,- puis CHF 200.000,-

Veuillez contacter : Sotheby's
Springing d'Elver, Monte Carlo (Monaco). Tél. : 23.30.88.80
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

Miracle à L



La recherche

COLLECTIONS

La rénovation du Musée des beaux-arts

Miracle à Lille

Après plusieurs années de déchéance, le Musée de Lille va être rénové. Un miracle en forme de plan-relief.

Le Musée des beaux-arts de Lille est vraiment un palais. Un palais Renaissance comme on en construisait sans complexe à la fin du siècle dernier, avec dômes, frontons, colonnes et bas-reliefs. L'une des faces de cet imposant quadrilatère, vaste comme la moitié de la gare d'Orsay, est hélas défigurée par un placage style CES Pailleuron : ce qu'on fait de plus indigne en matière de boîte de conserve. Qu'on ait laissé s'exécuter une telle mauvaise action montre le

peu de soucis qu'on se faisait de l'institution. Il est vrai que pendant des années les rapports du musée et de la mairie ont été exécrables. La maigre somme allouée par cette dernière pour le fonctionnement du premier — 130 000 F par an — en est le symbole.

Les choses sont en train de changer. Un nouveau conservateur a été nommé à la tête de l'établissement, qui doit recevoir 92 millions de francs pour sa rénovation. L'Etat versant 40 % de la manne, les collectivités locales, municipalité en tête, se chargeant du complément. La mairie annonce même *ubi et ubi* avoir des objectifs prioritaires pour 1992, veille de l'ouverture du

marché unique européen et année de l'inauguration du tunnel sous la Manche du TGV : l'achèvement du nouveau centre commercial, à proximité de la nouvelle gare, et l'inauguration du musée, remis en état.

Le miracle s'appelle plan-relief. On se souvient qu'à la veille des élections de 1986, les maquettes (ma) logées dans les combles de l'hôtel des Invalides de Paris, avaient été transférées à Lille, en direction de Lille. Là, un « somptueux » bâtiment du XVII^e siècle, l'Hospice général, devait les accueillir. Quand le déménagement fut interrompu avec l'installation du gouvernement Chirac à Matignon, la collection, pour 80 %, était déjà dans le Nord. Le ministre de la culture réclama son retour. Le maire de la ville, M. Pierre Mauroy, mobilisa la population de sa bonne ville afin de conserver ce précieux patrimoine arraché à la boulimie parisienne. Hélas, l'hospice, encore occupé par ses pensionnaires, se trouvait trop exigü pour loger convenablement les plans-reliefs. Après des péripéties nombreuses, une transaction fut passée entre Pierre Mauroy et François Léotard — la pire qui soit pour la collection. Celle-ci fut officiellement démembrée. Une vingtaine de maquettes restant à Lille, les autres regagnant Paris. Ce reliquat devra être installé au Musée des beaux-arts, qui sera, pour l'occasion, largement doté pour sa rénovation.

Arnaud Brejon de Lavergnée, conservateur au département des peintures du Louvre, se retrouve donc à la tête d'une institution qui s'enorgueillit d'être le premier musée de province. Une primauté contestée, comme il se doit ; ses



Le Musée des beaux-arts à Lille, achevé en 1892 sur les plans des architectes Edouard Bérard et Fernand Delmas.

collections sont néanmoins parmi les plus riches de notre pays et comptent quelques chefs-d'œuvre de la peinture mondiale.

Comme beaucoup, il a été créé par Napoléon pour absorber une partie des œuvres « rapinées » par les armées françaises aux quatre coins de l'Europe. Mais son noyau est le fait d'un amateur éclairé : le chevalier Wicar, médiocre élève de David, qui sut se constituer une belle collection en suivant les fourgons impériaux. Par la suite, Paris, fort généreusement, jusqu'en 1938, orienta vers Lille une partie de ses acquisitions — bonnes ou mauvaises. Quant à la municipalité, motivée par des conservateurs avisés, elle sut ouvrir sa bourse pour acheter force chefs-d'œuvre. Quelques familles lilloises, enfin, légèrent leurs collections au musée.

C'est ainsi que cet établissement possède aujourd'hui un ensemble de peintures et de sculptures allemandes du XV^e et XVI^e siècle tout à fait unique, en particulier les deux volets d'un triptyque de Bouts — l'Enfer et le Paradis ; des maniéristes anversois, si rares en France ; quelques sommets de Rubens, comme cette descente de croix monumentale qui vaut celle d'Anvers ; une crucifixion déjà romantique de Van Dyck ; quelques Jordans et de très belles natures mortes de Snyders ou de Pieter Boel. L'Italie est représentée par un sévère sénateur du Tintoret, une splendide esquisse de Veronese et un Titien — le martyr de saint Étienne, — que l'on attribue aussi à l'espagnol Diego Polo. L'école espagnole est peu nombreuse ici. Mais quelles pièces ! Deux Greco et le duo célèbre de Goya : les *Jeunes* et les *Vieilles*, deux œuvres éblouissantes peintes à plus de dix ans d'intervalle. « Un musée où il y a deux ou trois miracles, c'est déjà énorme, remarque Arnaud Brejon, cette double présence en est un de taille. »

Il n'est pas le seul. Si la peinture française des XVI^e et XVII^e siècles est fort mal lotie, celle des deux siècles suivant compte quelques pièces capitales. Un *Béni-laïre demandant l'aumône*, de David, exécuté en 1781, sans doute le premier manifeste du néoclassicisme. La *Médée furieuse*, de Delacroix, est accompagnée d'esquisses et de plusieurs dessins préparatoires. Elle dialogue avec un grand Courbet (*Après-dîner à Ornans*). Pas d'Ingres, mais quelques-uns de ses élèves, Flandrin et surtout Amaury-Duval (une fort belle *Femme de Saint-Jean-de-Lux*), auteur d'une *Naissance de Vénus*, qui a déjà les allures sulfureuses d'un Cabanel. En revanche, dans la même salle, on découvre le portrait d'un homme endormi que l'on attribuerait volontiers à Courbet s'il n'était signé Carolus-Durán. Avec les autres « pompiers » du musée, Arnaud Brejon pourrait ouvrir des salles à rendre jaloux ses confrères d'Orsay (il possède en particulier une éblouissante *Vision* de Luc-Olivier Merson). Mais grâce au don Masson, les impressionnistes sont également présents : une belle vue de Port-Marly sous la neige par Sisley, trois Monet de grande qualité et parmi eux une *Débauche de la Seine* qui est sans doute parmi ses meilleures toiles, un beau Toulouse-Lautrec au format inhabituel, tout en longueur, et une étude de vaches de Van Gogh que le peintre exécuta d'après une lithographie du Dr Gachet, elle-même reproduisant un tableau de Jordans. Miracle encore, ces trois œuvres figurent dans les collections du musée.

Une salle est suffisante pour tout le XX^e siècle. On y remarque un Poliakoff, deux Léger, un Sonia Delaunay et l'inévitable Marie Laurencin. « Faut-il développer cette section, se demande Arnaud Brejon. La France est-elle assez riche pour se payer deux musées d'art contemporain à 20 kilomètres de distance ? » Il pense évidemment au Musée de Villeneuve-d'Ascq tout proche, qui abrite la donation Masurcl. Mais il trouve dommage d'exclure de ses collections toute allusion

à l'art contemporain. Il aimerait voir figurer sur ses cimaises quelques-unes des toiles qui furent appréciées par les collectionneurs du Nord : Poliakoff, Martin Barré, Fautrier, Bram Van Velde. Hélas, ses crédits d'achats sont maigres.

Cultiver le mécène

La ville lui alloue 300 000 F par an et le FRAM (Fonds régional d'achat pour les musées) peut lui débiter 800 000 F. Ce n'est pas avec des sommes pareilles que l'on peut se payer un Picasso tous les matins. Heureusement, les donations existent. Il espère bien recueillir quelques toiles de celle de Chagall et Jorgne déjà en direction de celle de Jacqueline Picasso, qui est loin d'être réglée. Ce qui ne l'empêche pas de chasser les généraux, mais trop rares, donateurs. Et comme tous les conservateurs, il se préoccupe fort des nouveaux mécènes : les grandes sociétés industrielles et les banques, désireuses de rehausser leur blason d'un peu de culture. Il se voit aujourd'hui indispensable pour compléter le financement d'une exposition, publier un catalogue ou assurer la restauration d'un tableau. Les relations publiques font désormais partie de la panoplie de tout conservateur. Arnaud Brejon a ainsi récemment organisé un dîner avec les principaux « décideurs industriels » de la région pour célébrer le passage à Lille du saint-Thomas de La Tour.

Les rapports avec la mairie sont maintenant au beau fixe. Les querelles personnelles ne sont plus de mise, et le maire a saisi l'importance de la culture dans la gestion de sa politique municipale. Il joue donc à fond la carte du musée, dont la rénovation va commencer dans les prochains mois. Déjà le regroupement de certaines collections est commencé. Un concours pour le réaménagement intérieur est sur le point d'être lancé. Les architectes devront restituer les volumes originaux souvent encombrés d'entassements regrettables ou de cloisons parasites, aménager un espace d'accueil, inexistant aujourd'hui, créer une cafétéria-restaurant, une librairie et une bibliothèque, transformer les sous-sols pour y loger les fameux plans-reliefs, réorganiser les réserves de sculptures où moisissent quelques façades de maisons lilloises en pièces détachées en compagnie de généraux à moustaches et les débris d'une collection d'éthnographie océanienne qui eut son heure de gloire. Il faudra aussi caser quelque part la salle de conférences et la menuiserie qui encombre actuellement une partie du rez-de-chaussée et créer, enfin, un cabinet des dessins digne de ce nom pour loger ses trois mille dessins, l'une des richesses incontestées du musée. L'ultime souhait d'Arnaud Brejon est la publication d'un catalogue général de ses collections. Le dernier date de 1914. « Le Musée de Lille est de la classe des grands musées européens, de Bruxelles ou d'Anvers, affirme le nouveau conservateur. Mais pour pouvoir entrer dans la cour des grands, il faut le prouver. »

EMMANUEL DE ROUX.

Gasiowski à Villeneuve-d'Ascq

La recherche de l'innocence

Première rétrospective posthume pour Gérard Gasiowski, qui fut l'un des peintres les plus intéressants de sa génération.

GASIOSKOWSKI est mort pendant l'été, il y a deux ans, presque en cachette. Il est mort deux mois avant ce qui devait être sa première véritable apothéose publique, l'exposition d'un cycle de toiles abstraites nommé *Fertilité*, cycle qui marquait à ses yeux la fin d'une longue période de doute systématique. Il est mort avant que l'on ait mesuré et dit suffisamment combien sa réflexion était pertinente et exemplaire. La rétrospective de Villeneuve-d'Ascq en apporte la preuve, bien qu'elle ne porte que sur ses dix dernières années et qu'elle soit dépourvue de manière à dérouter plus qu'à expliquer : on ne saurait prétendre comprendre les tourments et les obsessions qui ont agité la peinture française contemporaine et ignorer cette œuvre singulière.

Après une période qui semblait l'apparenter au nouveau réalisme, Gasiowski se convainquit, vers la fin des années 60, qu'il était désormais impossible de peindre comme avant. Rien de très original là-dedans, sans doute : on connaît nombre d'autres artistes que l'enseignement de Duchamp et des siens et l'exemple des avant-gardes américains convertirent également au devoir de critique et d'abstinence. Figuratif ou abstrait, tout a déjà été peint, pensait-on, et l'art se confond désormais avec la répétition ou l'imitation de sa glorieuse histoire.

L'étrangeté et l'intérêt de Gasiowski tiennent à l'adresse et à l'ironie qu'il a mises à l'illustration de cette thèse. Peintre admirablement doté et praticien habile, admirateur fanatique et érudit de toutes les époques de l'art, il entreprit une suite d'hommages-pastiches, d'allusions humoristiques et de plaisanteries pour initiés, signés généralement GXX, pour Gasiowski, peintre du vingtième siècle. Il rassembla des sortes de reliquaires hétéroclites construits comme des rébus,



Gasiowski : Naissance, 1963.

intitulés *Offrande au Jeu*. La peinture y est évoquée par une boîte de pastels, un tas d'étoffes teintes, une carte postale ou un amas de verroteries multicolores. La copie d'un autoportrait de Cézanne ou l'esquisse d'un graffiti préhistorique complètent le système des citations. Tout ou presque, et jusqu'aux débris les plus insignifiants et les plus humbles, peut désigner l'art absent et impossible, la toile qui ne doit pas être recouverte, l'image qui ne doit plus être tracée, puisque toutes l'ont été auparavant.

Ces collections dérisoires se révèlent assez vite équivoques. Moqueries ou invocations ? Refus ou regret ? On peut hésiter. L'irrespect, l'affirmation répétée qu'il ne reste des Beaux-Arts que les instruments sans emploi d'un culte sans objet, tout cela est réversible. Gasiowski s'en est aperçu. Il a su que l'obsession avec laquelle il détruisait et parodait la tradition trahissait une invincible nostalgie. Ce peintre à

la mémoire trop pleine et à l'œil trop exercé à reconnaître emprunts et souvenirs, aspirait naturellement à peindre à nouveau, comme il l'entendait et comme l'on a peint des siècles durant.

Il lui a fallu, pour cela, laver sa mémoire et son œil, et exorciser sa peur de l'imitation. Dans des séries de toiles carrées à dominante grise, certaines admirables d'élégance, il a mis son panthéon en peinture, le montrant à nu pour mieux s'en débarrasser. Lascaux, Rembrandt, Giotto, le Japon, l'art saïte, l'île de Pâques, l'impressionnisme, Cézanne, l'expressionnisme abstrait, les Égyptiens, les Grecs : l'énumération serait sans fin, qui voudrait épuiser les ressources de ce système de réponses et d'échos. Dans chaque toile, Gasiowski confesse qu'il a eu aussi, à un moment, ce modèle en tête, qu'il l'a transformé à sa manière, s'est incorporé un peu de son style et de sa puissance et l'abandonne — désormais, l'ayant utilisé. De la sorte, il exhibe ses

procédés d'inspiration et décrit l'état d'« encombrement » culturel auquel la civilisation moderne condamne ses membres, tout en rendant hommage, encore une fois, à ces deux favoris. Avec autant de franchise, mais des moyens picturaux fort différents, il accomplit la tâche d'épuration à laquelle s'est attaqué Louis Cane. Tous deux tentent de « liquider » un passé qui leur pèse autant qu'il les enchante et de renouer avec la tradition des rapports qui ne soient ni de haine ni de servilité.

Au printemps de 1986, Gasiowski a jugé qu'il y était parvenu. Ayant exécuté une dernière série récapitulative qui s'ouvre sur le *Bois écorché* de Rembrandt et enchaine ses épisodes jusqu'au vingtième siècle, il a mis en chantier *Fertilité*. Douze toiles carrées, de 2 mètres chacune, composent une frise monumentale que rythment les gonflements et les bonds d'une forme brune nauséabonde et dansante. Coulees de bistre, gestes et jets de couleur noire scandent la course du peintre le long de son œuvre murale. Incertaines reminiscences de l'art des cavernes, profession de foi d'expressionnisme abstrait ou exercice de force ? Peu importe. Pour la première fois, enfin, Gasiowski peignait sinon en amnésie du moins en artiste libre. Qu'il ait choisi pour titre *Fertilité* n'est pas fortuit : l'œuvre a valeur de célébration et de prière. Elle fête le retour à la « simple » peinture et à l'expression délivrée de l'obsession de la référence. Elle annonce une autre ère.

Celle-ci s'est close à peine commencée et il ne demeure donc du drame et de la déviance de Gasiowski que le détail des épreuves initiatiques qui l'avaient mené jusqu'à la renaissance de sa peinture. C'est assez pour que l'on ne puisse douter ni de l'acuité de son intelligence ni de sa puissance de peintre. Et c'est assez encore pour que l'on soit conterné à la pensée que son œuvre doit demeurer incomplète, privée sans remède de ce qui devait être son aboutissement.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée d'art moderne, Villeneuve-d'Ascq, jusqu'au 17 septembre.

0521 0111

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Platz des Beaux-Arts, rue Saint-Martin (42-77-12-33). Les mer., ven. et dim. de 10 h à 18 h.

LES ANNÉES CINQUANTE : DES IMAGES ET DES VOIX. Studio 5 - Information Côté Du 2 septembre au 17 octobre. Les aspects de l'art contemporain, grande galerie, Petit foyer. Jusqu'au 17 octobre. Entre le béton et le rock. Galerie du Côté. Jusqu'au 17 octobre.

ARCHITRAVE. Atelier des enfants. Jusqu'au 24 septembre.

DESIGN FRANÇAIS, 1940-1990. Forum. Jusqu'au 26 septembre.

LA HUNE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 17 octobre.

HÉROS DE PAPIER - LES ÉCARTS COMPLÈTS DES ANNÉES CINQUANTE. Salle d'actualité. Jusqu'au 26 septembre.

LE PETIT LAROUSSE (1960-1980). La tradition à l'élection. Jusqu'au 17 octobre. Galerie de la BPL. Jusqu'au 17 octobre.

BERNARD PLOSSI. 1963-1988. Galerie du Forum. Jusqu'au 3 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.L.J. et lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

LA RECHERCHE DES FILMS PERDUS. Exposition d'été. Entrée : 23 F. Jusqu'au 4 septembre.

CINÉMA/TOURNAIS. INVENTION DU SIÈCLE. AFFICHES DU CINÉMA MUET. Exposition d'été. Entrée : 23 F. Jusqu'au 4 septembre.

LE JAPONAIS D'OPÉRA. Exposition d'été. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

RIVIÈRE GRAVEUR ET LITHOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

Palais du Louvre

Entrée principale sur le quai des Tuileries (42-40-39-26). T.L.J. et lun. de 9 h à 17 h.

L'AN V : DESSINS DES GRANDS MAÎTRES. Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 20 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 26 septembre.

LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TUILERIES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS XIV. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES 1884-1987. Pavillon de Flore (salle basse). Jusqu'au 26 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

GENEVIÈVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 septembre.

YON KURL. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

EUGÈNE LEROY, RÉMY ZAUGG. Arc. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 septembre.

ALEX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

Grand Palais

Av. de Churchill, pl. Clemenceau, av. Godeaux.

MOÏ ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.L.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Dans l'atelier du sculpteur au milieu des médailles et des médailles. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 septembre.

COSMOS, UNE HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS DE L'UNIVERS. Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-65). T.L.J. et lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 9 octobre.

COSTUMES DE VILLE, COSTUMES DE SCÈNE. La collection Umberto Tirelli au palais Phil. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 septembre.

PAIXOUX A GONDAE. Monnaies et monnaies édifiées de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-43-53-50). T.L.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 octobre.

DANSEURS ET BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS DEPUIS 1671. Musée de l'Histoire de France, archives nationales, 58, rue de Richelieu (47-43-53-50). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 octobre.

DOEGNE. Sculptures et dessins. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 11 septembre.

POLON, MARIE MOREL, JE VOUS ÉCRIS. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 septembre.

LES FÊTES AU JARDIN DES TUILERIES (1662 - 1914). Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. (8 F dim.). Jusqu'au 3 octobre.

PIERRE GATTE. 1878-1944 - la vie parisienne. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 7 F. Jusqu'au 4 septembre.

LE GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE 1968. Michel Quenec, Grapica, Alain Le Querrec, Philippe Apollonio. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 1, rue des Petits-Champs (47-03-01-26). T.L.J. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

LE JOUET DE PARIS. Trains, voitures, bateaux, avions. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.L.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 septembre.

JULIETTE PERDUE À JAYA. Photographies d'Arjan Oudevrieland. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

LESAGE, MAÎTRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-55-46). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 septembre.

LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Ramus-Schaffer, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LE MONT SAINT-MICHEL. Pouchain, la flèche. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (43-74-22-22). T.L.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 septembre.

GIUSEPPE PENONE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 11 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE. MITSUNORI. Des origines au présent. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER

Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (47-43-45-73). T.L.J. et lun. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

QUAND LA LOUPE REMPLACE LA LONGUE-VUE. Ouverture de la nouvelle exposition des sculptures du Musée de la Marine, place de Trocadéro (45-53-31-70). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre.

BENJAMIN ROUBAUD ET LE PANTHÉON CHARVARIQUE. Maison de Bosc, 47, rue Raymond (42-24-16-38). T.L.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 septembre.

LE RÉVEIL. Art naïf international contemporain. Musée d'art naïf Max Pourry, Halle Saint-Pierre, musée en Herbe, 2, rue Roussard (42-58-74-12). T.L.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 30 septembre.

TÉROPELLE-ALEXANDRE STEINLEN. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 12 septembre.

VEAU OÙ FAUT-IL COPIER. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.L.J. et lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 18 septembre.

GRAVURES D'ARCHITECTURE. Parc Floral de Paris, pavillon 18, route de la Pyramide (43-45-92-95). T.L.J. de 9 h 30 à 20 h. Jusqu'au 18 septembre.

LIEUX SAINTS D'ARABIE : SACRÉ ET ARCHITECTURE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.L.J. et lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 18 septembre.

LE MOUVEMENT SURREALISTE À BRUXELLES ET EN WALLONIE (1934-1947). Centre d'histoire de la Région wallonne, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.L.J. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

QUAND LES ARABES CARICATURENT. La caricature dans la presse arabe. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.L.J. et lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 4 septembre.

TREASURES D'ART SACRÉ À L'OMÈRE DU VAL-DE-GRACE. Maître du 16^e siècle, place du Panthéon. T.L.J. de 10 h à 17 h 45. Du 5 septembre au 31 octobre.

FRITZ WINTER (1905-1976). Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 septembre.

LESAGE, MAÎTRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-55-46). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 septembre.

LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Ramus-Schaffer, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LE MONT SAINT-MICHEL. Pouchain, la flèche. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (43-74-22-22). T.L.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 septembre.

GIUSEPPE PENONE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 11 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE. MITSUNORI. Des origines au présent. Palais de Tokyo, 15, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

Divers

AMERICAN SWP. Galerie Lafayette, 40, boulevard Haussmann (42-82-32-83). T.L.J. et dim. de 9 h 30 à 18 h 30. Du 2 septembre au 23 septembre.

Périphérie

GI-SUR-VIVETTE. Jacqueline Chassagnon, 40, boulevard Haussmann (42-82-32-83). T.L.J. et dim. de 9 h 30 à 18 h 30. Du 2 septembre au 23 septembre.

IVRY. Pierre Toul, Centre d'art contemporain, Galerie Forum Léger, 93, av. Georges-Clemenceau (46-70-15-71). Jusqu'au 1^{er} septembre.

JOUY-EN-JOSAS. Vincente Souto, Le Parc, 2, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.L.J. et lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 septembre.

NEUILLY-SUR-MAINE. Georges Ma et Jean L'Archevêque, 39, av. de la Généralité (43-09-67-73). Mar. et jeu. de 14 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

PONTAISE. René Stahelmann, Musée de Pontaise, 4, rue Lecomte (30-38-03-00). T.L.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 octobre.

SAINT-DENIS. Salsol. A travers les collections françaises du XII^e siècle à nos jours. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (43-43-05-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée : 12, 40 F. Jusqu'au 31 août.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Trésor de l'abbaye. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-53-65). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 26 novembre.

En province

ALENÇON. Gaston Chastanier (1918-1964) : peintures, collages, textes et objets. Musée des Beaux-Arts et de la dentelle. Jusqu'au 18 septembre.

AVIGNON. Albert Magnard. Grande chapelle du Palais des Papes (90-46-35-56). Jusqu'au 30 septembre.

ALBI. André Masson : peintures et dessins sur le thème de la méditerranéité. Musée Toulouse-Lautrec (63-54-14-09). Jusqu'au 4 septembre.

ANTIBES. Picasso, la légende et la réalité. Musée Picasso, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

AUXERRE. Bourgeois médiéval : la sculpture du XII^e siècle. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

BEAULIEU. André Derain. Ancien Palais des Papes (44-45-13-60). Jusqu'au 3 octobre.

BELLAC. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

BREUILLE. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

CHATELAIN. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ELSY : SON UNIVERS IMPITOYABLE. M. J. Gruber (43-80-68-01). Mar. et lun. de 20 h à 21 h (11).

TOURNAIS. René et Suzanne Lalloue : bijoux, verrerie, sculptures de divers. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

PARADISEURS. VA DONC METTRE AU LIT LES RATURES. Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-00). 20 h 30 (2).

CRUEL LOVE. Théâtre de l'opéra de la ville de Paris (42-63-16-38). Ven., sam., dim., 17 h (2).

MONSIEUR MASURE. Théâtre Dumas (42-61-69-14). Lun., mar., 18 h 30 et 21 h 30 (4).

FANDOS ET LES ARLEQUINS. (45-89-43-22). 20 h 30 (6).

DELIRE A DEUX. Guichet Montparnasse (43-27-58-61). 20 h 30 (6).

Y-A-T-IL UN CHATEAU DANS LA CROIX-ROUGE ? Guichet Montparnasse (43-27-58-61). 22 h 15 (6).

CONSIDÉRATIONS SUR LE VOYAGEUR. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). 20 h 30 (6).

TROIS SOUS FOUR MÊS DES-SEUX. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). 22 h (6).

LE SECRET. Théâtre Montparnasse (43-22-77-74). 21 h (6).

LES SALLS À PARIS

HENRY (43-57-51-55). O. Pouchain : 18 h 30. Rel. dim., lun., jeu. (excepté). O. Trop, c'est trop : 20 h 30. Rel. dim., lun. (excepté).

BOUFFES PARISIENS (43-06-60-34). Si j'étais roi : 21 h. Rel. dim., lun., jeu. 15 h 30. Rel. dim., lun., jeu. 18 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-46-57). Et voilà... la galère L. : 21 h. Rel. dim., lun., jeu. 15 h 30. Rel. dim., lun., jeu. 18 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire : 21 h. Rel. dim., lun., jeu. 15 h 30 et 21 h 30. Rel. dim.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Femmes de bien : 20 h 30. Rel. dim., lun., jeu. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Soixante-trois : 20 h 30. O. Les Femmes de bien : 20 h 30. O. La Marseillaise : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Soixante-trois : 20 h 30. O. Les Femmes de bien : 20 h 30. O. La Marseillaise : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Soixante-trois : 20 h 30. O. Les Femmes de bien : 20 h 30. O. La Marseillaise : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h. Le Jeu de l'homme et de l'oiseau : jeu. 14 h.

Services

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 1^{er} septembre 1988 17

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

Mr ETHEL-MARCEL
trav. 18^e, studio de car-
rière, poutres 12 m, expo
sud-est, 470.000 F.
La Pêche, 43-72-12-87.

4^e arrdt

GROUPE JPM
ORIGINAL
HOTEL DE VILLE
50 m², 700 000 F.
45-24-25-25.

5^e arrdt

CENSER. Stand s/par. 4
chambres + bureau, 135 m²,
2 bds, décoration posée,
salle, parking double.
3 500 000 F. 43-35-18-35.

6^e arrdt

RASPAIL. BEAU 120 m²,
2 récept., 2 chbres, chbr. et
cuisine, bel imm. 1900, ser-
vices, parking, prix très sage.
47-55-81-81.

7^e arrdt

VARENNES
dans bel hôtel XIX^e gd 3 p.,
4 m sous plafond, service,
parking, 47-55-81-81.

SUR CHAMP-DE-MARS

Superbe appart réception,
5 pièces, 2 bds, gd imm.
beau jardin arboré, parking.
47-55-81-81.

8^e arrdt

RUE DE MADRID
5 p., 120 m², 4^e secteur,
trav. 18^e, 2 chbres, chbr. et
cuisine, 3 200 000 F.
France Conseil 43-22-00-76.

CHAMP-DE-MARS

au 1^{er} étage dans imm.
récent 5 p., 70 m², gd
parking, 180 F.
A. Korchia SA 43-70-69-69.

MONTEAIGNE RARE, DUPLEX

Dernier étage, 2 pièces,
terrasse, 10 m², garage, par-
king, 1 500 000 F. 43-35-18-35.

NOUVEAU-CONVENT

5 p., 90 m², 4^e sec.
dép., immeuble gd état.
Prix : 3 200 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

RUE DE ROME

Immeuble pierre de taille,
4 p., 80 m², 1 800 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

9^e arrdt

CONDORCET
vds privés, studio 28 m²,
refait neuf, cuisine, bds,
dép., 380 000 F. 43-72-12-87.

RUE FONTAINE

2/3 pièces, 65 m², 4^e sec.
dép., 1 800 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

TRUDAINE

4/5 pièces, 110 m², 4^e sec.
dép., 2 500 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

10^e arrdt

LOUIS-BLANC, 4 p.,
100 m², bds, parc, imm.
récent, stand, 1 785 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

11^e arrdt

LEDRU-ROLLIN petit studio
sur les toits 3^e ét., chbr.
16 m², 15 m², ref. m²,
bds, 470.000 F. 43-72-12-87.

LEON-FROT direct, piscine,
2 p., 33 m², cuisine, s. de
bain avec w.c., 1^{er} ét. s/gde
cote chbr., 330.000 F.
43-22-42-74.

PARMENTIER, imm. pierre
de taille, 2^e ét., 4 p., 4^e sec.
dép., 1 350.000 F.
La Pêche, 43-72-12-87.

NATION, lot aménagé, dbe
expo, clair et calme.
1 200.000 F. 43-72-12-87.

MR NATION, 2 p., 3^e ét.,
chbr., s. de bain, 3 ch.
et cuisine, 570.000 F.
La Pêche, 43-72-12-87.

REPUBLIQUE/ODERKAMPF
75 m², très beau duplex
5 p. + 2 ch., cuisine m.
1 420 000 F. 43-57-85-18.

12^e arrdt

ALIGRE beau 2 pièces, ver-
dure, cuisine, entrée, cuisine,
salle, chambre, de bain,
refait neuf, 580 000 F.
LA PACHE 43-72-12-87.

LEDRU-ROLLIN

3 p., dans construction ré-
cente, 1 200 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

13^e arrdt

PATATY
beau 3 pièces tout rénové,
845 000 F. à débiter.
40-34-42-74.

14^e arrdt

BOULOGNE RARE
AV. GALLIENI 4 p.,
chbr., cuisine équipée, s. de
bain, 2 bds, 1 500 000 F.
OPERA 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

130 m², 4^e sec., 108 m²,
2 bds, 2^e ét. duplex 5^e et
6^e ét., 2^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

BOULOGNE 2 p., 47 m²,
chbr., 3^e ét., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

BOULOGNE RARE

MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

18^e arrdt

LAMARCA-CARLAINCOURT
2 p., part. ét., bel imm.
pierre de t. 585 000 F.
M.G.N. 43-87-71-55.

92

HAUTE-DE-SEINE
SCEAUX PRÈS LAKANAL
récent 3 p., chbr., gde
cuis., bds, w.c., balcon sur
le jardin, 1 000 000 F.
43-35-18-35.

13^e arrdt

ARNOLD-NEITER, récent
3 p., chbr., cuisine, w.c.,
séparés, luxueux, bds,
salle, 1 200 000 F.
Tel. : 43-35-18-35.

14^e arrdt

BOULOGNE RARE
AV. GALLIENI 4 p.,
chbr., cuisine équipée, s. de
bain, 2 bds, 1 500 000 F.
OPERA 43-45-23-15.

15^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

16^e arrdt

BOULOGNE RARE
BOULOGNE 2 p., 47 m²,
chbr., 3^e ét., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

17^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

18^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

19^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

20^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

21^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

22^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

23^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

24^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

25^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

26^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

27^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

28^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

29^e arrdt

BOULOGNE RARE
MEULAN 9/4 p., 81 m²,
bds, 4^e sec., 2 250 000 F.
Trans Opéra 43-45-23-15.

LOCATIONS : LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

APPARTEMENTS ET MAISONS A LOUER



SGI/CNP, quel de la Loire, PARIS.

Ici, chaque mercredi, *Le Monde* publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles, appartenant à des propriétaires institutionnels (compagnies d'assurances, sociétés immobilières d'investissement, caisses de retraites, etc.). Ces annonces contiennent des informations précises dans une présentation uniforme destinée à faciliter la recherche des candidats locataires. Elles comportent chaque fois l'indication du commercialisateur, le tableau ci-après donnant son adresse et numéro de son téléphone.

1 ^{er} SÉRIEMENT 1988	DÉPARTEMENT	COMMUNE	ARRONDISSEMENT	ADRESSE DE L'IMMEUBLE * NUMÉRIQUE	TYPE	ÉTAGE	SURFACE (m ²)	LOYER (mensuel)	CHARGES (mens.)	CHAUFFAGE (person.)	CHARGES (person.)	PARKING	COMMERCE/INDUSTRIE	OBSERVATIONS
75	Paris		8 ^e	26, avenue Montaigne	2 p.	1 ^{er}	57	7 500	1 448	E	OUI	SV/M		Except, face Plaza Athénée
75	Paris		10 ^e	68, quai de Jemmapes	3 p.	1 ^{er}	66	5 000	553	E	OUI	SV/F		Immeuble, grand standing
75	Paris		12 ^e	8/10, rue Jules-César	4 p.	5 ^e	117	9 169	1 330	E-G	OUI	AGF		Vis./r.v.
75	Paris		14 ^e	12, avenue du Maine	3 p.	1 ^{er}	71	5 622	860	E	OUI	SGI		Cave, immeuble récent
75	Paris		15 ^e	39/41, rue Olivier-de-Serres	4 p.	1 ^{er}	99	6 500	1 320	G	OUI	AGF		Espaces verts
75	Paris		16 ^e	69/62, avenue Henri-Martin	Chamb.	1 ^{er}	19	2 470	411	G	OUI	GCI		Balcon, esp. verts
75	Paris		16 ^e	69/62, avenue Henri-Martin	Studio	1 ^{er}	28	3 220	793	G	OUI	SV/M		Imm. p.d.t., pêche
75	Paris		17 ^e	46, rue Radet	3/4 p.	1 ^{er}	92	6 600	1 639	E	OUI	GCI		bd Montmorency, M. Jamin
75	Paris		17 ^e	126, rue de Tocqueville	2 p.	4 ^e	43	4 500	462	E	OUI	AGF		1 ^{er} locat. après rénov.
75	Paris		20 ^e	74/88, rue de Buzenval	2 p.	7 ^e	80	5 350	930	E	OUI	AGF		Dble sél., deux ch., cave, imm. rénov.
78	St-Germain-en-L.			42, rue des Ursulines*	3 p.	1 ^{er}	74	5 150	740	E	OUI	AGF		Cave
92	Boulogne			23/25, rue Anne-Jacquelin	Studio	1 ^{er}	56	4 400	1 110	E	OUI	AGF		Cave, imm. récent
92	Boulogne			3, avenue J.-B. Clément	2/3 p.	R.-C.	62	3 500	987	E	OUI	SV/M		Proche Bois, bel imm.
92	Boulogne			14, rue Gambetta	2/3 p.	4 ^e	64	3 800	1 181	E	OUI	SV/M		Pêche Bois, imm. brique et p.
92	Boulogne			24, rue de Sully	Studio	1 ^{er}	31	2 200	543	E	OUI	SGI		
92	Boulogne			24, rue de Sully	2 p.	1 ^{er}	63	3 590	1 074	E	OUI	SGI		Cave, imm. récent, vis./r.v.
92	Boulogne			2, avenue du Parc	2 p.	1 ^{er}	40	3 200	210	E	OUI	AGF		Côté Bois, pêche Seine,
92	Courbevoie			7 bis, rue de Général-Debonne	3 p.	3 ^e	90	7 450	550	E	OUI	SV/M		comm. et transports.
92	Neuilly													Immeuble cocon
92	Puteaux			16, square Léon-Bitun	3 p.	6 ^e	78	4 650	1 050	E	OUI	AGF		Immeuble récent
92	Vanves			4, rue Rabelais	3 p.	12 ^e	69	4 300	966	E	OUI	SV/M		M à 200 mètres
94	Ivry			179/181, bd de Stalingrad	3 p.	2 ^e	57	2 550	776	E	OUI	COGIFI		Vis./r.v.
94	St-Denis			180, boulevard de Cressat	4 p.	3 ^e	87	4 550	1 218	E	OUI	GCI		

SIGLES UTILISÉS	NOM	ADRESSE	TÉLÉPHONE
AGF	● AGF Location	27, rue Laffitte, 75009 Paris	42-44-00-44
COGIFI	● Compagnie d'Investissements	37, boulevard des Capucines, 75002 Paris	42-60-35-55
GCI	● Francis Immobilier	24, rue de Mogador, 75009 Paris	42-60-62-83
	● Generali Concorde Immobilier	13, avenue de l'Opéra, 75001 Paris	42-60-32-68
	● Préhab Agence centrale	34, rue Godot-de-Mauroy, 75003 Paris	47-42-17-61
SGI	● SGI/CNP	39, boulevard Malesherbes, 75008 Paris	47-42-44-44
SV/M	● Sagel Vendôme (agence centrale):	39, boulevard Malesherbes, 75008 Paris	47-78-15-85
SV/C	● Sagel Vendôme Courbevoie	square Vivaldi, 92400 Courbevoie	40-34-38-80
SV/V	● Sagel Vendôme Flandre	90, rue de Flandre, 75019 Paris	46-08-80-36
SV/B	● Sagel Vendôme Boulogne	204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne	

Légende des abréviations :
S/P : Sur place - Via/t.v. : Visite sur rendez-vous - Résid. Sos : Résidences services - Prox. : Proximité - M^r : Maître - Terr. : Terrasse - Gard. : Gardien - Lux. : Lustrage

Revue paraitre dans cette rubrique, renseignements : 45-55-81-82, poste 4324-4138

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INTERNATIONAL



Groupe DOUX
1^{er} Producteur Européen de Volailles : Avec un CA de 2 milliards, notre activité couvre l'ensemble de la filière Avicole (élevage, fabrication de l'aliment, abattage et conditionnement des volailles, transport par mer et par route, filiales de distribution).

Présent en France, nous réalisons 90 % de notre CA à l'export. Nous recherchons pour les marchés Anglo Saxons, où nous sommes solidement implantés un

CADRE EXPORT CONFIRMÉ

Agé de 30 ans mini., vous êtes totalement bilingue Français-Anglais. Vous avez une expérience de la commercialisation de produits de préférence alimentaire dans les pays Anglo-Saxons. En plus du fait de votre niveau de formation et de votre vécu, le Groupe DOUX vous propose de prendre en charge la responsabilité complète de ses activités commerciales (poulet entier, découpes de volailles, produits élaborés à base de viande de poulet) dans les pays Anglo-Saxons. Ce poste, aux fonctions larges, évolutives est basé à notre siège de CHATEAULIN (29).

Envoyer C.V. + lettre + photo à :
DOUX S.A.
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

RECHERCHONS TRADUCTEURS (TRICES) EXPÉRIMENTÉS (ÉES)

spécialisés en informatique (mini, micro et bureautique) pour mission chez nos clients en R.P.
Disponibles rapidement pour contrat de plusieurs mois.

Français-anglais (langue maternelle).

Egalement TRADUCTEURS (TRICES) pour intervention ponctuelle.
Italien-français/français-italien.
Allemand-français/français-allemand.
Utilisateurs P.C., Word et P.A.O. appréciés.

Envoyer votre C.V. détaillé sous n° 8000
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

Le Monde CADRES

Établissement scolaire
CADRE ÉDUCATIF
responsable internat (meublé). Expérience souhaitée.
Env. C.V. au Foyer des P.T.T., 36, av. du Président Wilson, 92230 CACHAN.

POUR TRANSLATION
TECHNIQUE
ANGLAIS-FRANÇAIS
DE HAUT NIVEAU
INFORMATIQUE - TRADUCTION
AÉROSPATIALE - TRANSPORT
recherche

PLUSIEURS
TRADUCTEURS
EXPÉRIMENTÉS

Envoyer C.V. à :
Madame ESMELIN,
1, rue Gerson-Coulé,
75015 PARIS.
Discrétion assurée.

INVESTISSEZ 0,73 F
C'est le prix de votre appel pour découvrir :
- un organisme important dans un marché porteur,
- un métier passionnant,
- une formation,
- une opportunité.
Tél. : 46-00-24-03, p. 116.

IMPORTANT ORGANISME
DE FORMATION
de Seine-et-Marne
Recherche zéro

CHARGÉ DE RELATION
supplémentaire des entreprises,
30 ans max., expérience de l'industrie et de la vente,
résumé, en fonction des résultats, rôle de retour à l'emploi des cadres de valeur.
Envoyer C.V. détaillé à :

CENTRE DE FORMATION
DE MARNE-VAL
10, rue de la Mare-Blanche,
77448 Mors-la-Vallée,
Cedex 2.

Faites le bon choix en devenant, après formation, l'un des COLLABORATEURS d'un organisme dynamique et performant, n° 1 dans son secteur.
Tél. : 46-00-24-03, p. 116.

Société de conseil
Paris Ouest
recherche

ANALYSTE
PROGRAMMEUR

POUR SUPPORT MICRO-
informatique, bac + 2 min.
Connaissance des bases de données et bases de données.
Disponible rapidement.
Candidat à BSA-Sudouest.
Tél. : 54-80-63-91

Pour les bâtiments du nouveau ministère, à Bercy LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

RECHERCHE
Des TECHNICIENS titulaires d'un B.T.S. ou d'un D.U.T.
dans le domaine des équipements techniques,
et des AGENTS titulaires d'un bac technique
pour occuper les fonctions de :

PUPITREUR DE GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE

Expérience souhaitée mais formation interne assurée.

Adresser lettre de candidature, c.v. détaillé, photo et présentations à :

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Direction du Personnel et des Services généraux

Sous-Direction de la Construction et des Affaires immobilières

Bureau C.A. - A l'attention de M. RODRIGUES

Bâtiment C - 120, allée de Bercy - 75572 PARIS CEDEX 12

CHEFS D'AGENCES TRANSPORTS EXPRESS

Régions : BRETAGNE, ALSACE-LORRAINE
RHONE-ALPES, PARIS

Candidats 28-40 ans max., dynamiques et pleins d'ambition. Expérience indispensable dans poste similaire ou de responsabilité exploitation dans secteur transport, services.

Postes à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. à :



calbercourses

Ressources humaines-56, Boulevard des Minimes
31200 TOULOUSE (ne pas téléphoner)

Organ. Format. rech. prof.
d'anglais, Bac + 4 minimum.
Ecrire sous le n° 0 221
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy
75007 PARIS.

URGENT
CHEVREUSE (78)
Recherche pour 1 an min.,
jeune fille placée au pair en
France (français anglophone,
anglais natif), pour s'occuper
enfant 3 ans, x. travaux
ménagers. Logée nourrie,
7. ap. 30 h. 30-02-02-04.

Sté de conseil ayant de
fortes possibilités d'expansion
recherche sur Paris et
provinces, experts de haut
niveau aide aux :

IMPORTS LOCAUX
CHARGES SOCIALES
ÉNERGIES, FINANCES
RECHERCHES D'ENTREPRISES
pour audits personnels. Forte
réunion. (1) 47-34-10-00.

SOCIÉTÉ JAPONAISE
IMPORT-EXPORT
recherche
SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

très bon niveau d'anglais.

Adresser C.V. et photo à
NISHIO RYUJI S.A.
21, rue des Pyrénées
75001 PARIS.

QUOTIDIEN OUTRE-MER
RECRUTE
JOURNALISTES
ET SECRÉTAIRES
DE REDACTION (H.F.)
disponibles rapidement, 3/4
ans d'expérience. Conditions
motivantes.
Envoyer C.V., photo, lettre
présentant à :
Thierry LEPRON, 238,
57203 VERNON Cedex.

ORGANISME
DE FORMATION
supérieure, PARIS
recherche
1 responsable

secteur formation profes-
sionnelle d'enseignement.
- Études, préparations,
classe 3^e cycle.
- Expériences : enseignement,
d'adultes, organisation.

1 responsable
secteur formation cadres :
management, ressources
humaines.
- Desiderat études universi-
taires ou grande école.
- Expériences confirmées de
la formation d'adultes et
connaissance des milieux
professionnels.
Entrée sous le n° 8 722
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

كندا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Anne-Sophie,
est heureuse d'annoncer la naissance de
son frère

Thomas,

le 9 août 1988.
Françoise et Jean Lachkar,
23, rue des États-Unis,
88000 Épinal.

Mariages

— M. et M^{me} Lucien CHAMPENOIS,
M. et M^{me} Yves-Marie ROMAIN,
ont l'honneur de faire part du mariage
de leurs enfants,

Delphine et Jean-Claude.

Guise, le 3 septembre 1988.

Décès

— Nous avons appris la mort de

docteur Georges AMADO,

surné le 10 août.

— Georges Amado, ancien chef de clinique,
docteur en médecine, fut directeur
(1950-1956) du Centre d'Observation Le
Coteau (foré au lendemain de la guerre par
le docteur Louis Le Gallard), institut psychiatrique
spécialisé dans l'écoulement des enfants difficiles.
Il fut ensuite consultant de psychiatrie
officielle à l'hôpital des Enfants malades (service
du professeur R. Mandel). De formation psychiatrique,
il fut un des pionniers en France de la
psychiatrie infantile, d'abord tout particulièrement
à l'égard de la prise en charge des enfants
difficiles.

Il publia deux livres très de son expérience
clinique : *L'Observation des enfants difficiles*
(1955) ; *Adaptation de l'enfant* (1958), P.U.F. et
voilà quelques années sur une approche compo-
sitive de la psychopathologie et des théories
psychanalytiques : *Enfance et la psychanalyse*
(1978) ; de l'adulte à l'enfant (1979) ; *Fondements
de la psychopathologie* (1982), P.U.F.

— M^{me} Marcel Barrot,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Claude Barrot,
ses enfants,
François et Philippe,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BARROT,
ingénieur E.T.P.,
président-directeur général (E.R.),
de la société Babolites.

surné le 30 août 1988, dans sa quatre-
vingt-quatrième année.

— La levée de corps aura lieu le ven-
dredi 2 septembre 1988, à 7 h 45,
à l'amphithéâtre de l'hôpital américain de
Paris, 44, rue Chauveau, à Neuilly-sur-
Seine (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité familiale dans la Creuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée Gambetta,
92110 Cligny.

— On nous prie de rappeler le décès de

M^{me} le docteur
Jeanne BROVELLE,
inspecteur général des affaires sociales
(E.R.),
officier de la Légion d'honneur,

surné le 19 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu le 23 août
dans la plus stricte intimité, au cime-
tière de Compiègne (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité familiale dans la Creuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée Gambetta,
92110 Cligny.

— On nous prie de rappeler le décès de

M^{me} le docteur
Jeanne BROVELLE,
inspecteur général des affaires sociales
(E.R.),
officier de la Légion d'honneur,

surné le 19 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu le 23 août
dans la plus stricte intimité, au cime-
tière de Compiègne (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité familiale dans la Creuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée Gambetta,
92110 Cligny.

— On nous prie de rappeler le décès de

M^{me} le docteur
Jeanne BROVELLE,
inspecteur général des affaires sociales
(E.R.),
officier de la Légion d'honneur,

surné le 19 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu le 23 août
dans la plus stricte intimité, au cime-
tière de Compiègne (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité familiale dans la Creuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée Gambetta,
92110 Cligny.

— On nous prie de rappeler le décès de

M^{me} le docteur
Jeanne BROVELLE,
inspecteur général des affaires sociales
(E.R.),
officier de la Légion d'honneur,

surné le 19 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu le 23 août
dans la plus stricte intimité, au cime-
tière de Compiègne (Hauts-de-Seine).

Les obsèques religieuses auront lieu
dans l'intimité familiale dans la Creuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée Gambetta,
92110 Cligny.

— Colombes.
M^{me} Bernard Cointepas,
son épouse,
Stanislas, Nicolas, Virginie,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard COINTEPAS,

surné le 19 août 1988, à Amecy, des
suites d'une longue maladie, à cinquante
et un ans.

6, avenue des Pavillons,
92700 Colombes.

— Son épouse,
ses enfants,
ses petits-enfants,
sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Ernest GIREUD,
professeur détaché
par les affaires étrangères au Pérou,
en Turquie, au Brésil, au Portugal,
en Espagne.

Le Car,
Saint-Nazaire-les-Eymes,
38330 Saint-Jamier.

— M. et M^{me} Alexis Hocquenghem,
ses parents,
ses frères et sœurs,
ses neveux et nièces,
René Scherer,
Roland Surin,
ont la douleur de faire part du décès de

Gay HOCQUENGHEM,
écrivain.

surné à l'âge de quarante et six ans.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées à l'église Notre-Dame-des-
Champs, 91, boulevard du Montpa-
reil, le vendredi 2 septembre
à 14 heures.

L'inhumation aura lieu à 15 h 30, au
cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e.

39, avenue d'Alsé-Martin,
06200 Nice,
22, rue Huyghens,
75014 Paris.

(Le Monde du 30 août).

— Le Père provincial,
Les Pères Jésuites de la Compagnie
de la rue Raynouard
Et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Père Denis LEROLLE,

surné le 30 août 1988, à l'âge de
soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le lundi
5 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-
Ignace, 53, rue de Sèvres, Paris-6^e.

— M^{me} Claire Lissner,
M. Michel Lissner et Nicole Lissner,
ses enfants,
Jean-Marc, Pascal et Stéphane
Lissner,
ses petits-enfants,
sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice LISSNER,

surné le 28 juillet 1988, dans sa
quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} août
1988.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions de
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— La Commission exécutive de Paris
annonce que la cérémonie des déportés
sera célébrée le dimanche 4 septembre
1988, à 11 heures, en la Grande Syna-
gogue, 44, rue de la Victoire, 75009
Paris, en présence des plus hautes auto-
rités civiles et militaires.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

— Un tirage au sort sera
organisé à Hongkong : six
morts. — Un tirage de la compagnie
aérienne chinoise CAAC a été son
arrivage à Hongkong, le 31 août
et achevé sa course dans le port. Six
des quatre-vingt-neuf personnes qui
se trouvaient à son bord ont été
tuées. Le pilote et le copilote font
parmi des victimes. L'avion, qui arri-
vait de Canton, s'est trouvé pris dans
de violentes averses.

Enquête

Les répercussions sociales de la prospérité nipponne

Nouveaux riches et nouveaux pauvres au Japon

(Suite de la première page.)

Il y a désormais de plus en plus de Japonais pour qui les vertus traditionnelles de discrétion dans la richesse ne sont plus de mise. Ils ont de l'argent et ils le montrent. Pour ceux que l'on appelle les *Bens-zoku*, « ceux aux Mercedes », les fabricants lancent d'ailleurs de nouvelles gammes de produits plus sophistiqués mais dont le prix est surtout de 10 % supérieur à celui du marché ordinaire. Il faut se distinguer. De cette fureur de la différenciation profitent par exemple les constructeurs automobiles étrangers. C'est le cas des Allemands.

Qu'importe que la direction soit à gauche dans un pays où on conduit à gauche ? Au contraire, pour ce symbole de statut social qui est une voiture, avoir le volant du mauvais côté relève du snobisme et confirme qu'il s'agit d'un véhicule d'importation. La constitution d'une nouvelle catégorie sociale s'écrit donc du mode de vie tranché avec celui du reste de la population pour conduire à une bipolarisation de cette fameuse classe moyenne à laquelle la majorité des Japonais pensent appartenir.

Rolls-Royce et Porsche

De cette soudaine opulence témoigne tout d'abord l'apparition d'une classe de parvenus qui font étalage de leur richesse. Rien n'est hors de leur portée : voitures de luxe, meilleurs hôtels, maisons hollywoodiennes et parodie des produits internationaux les plus chers. L'émission de la chaîne de télévision Fuji « *Deta monoshoku* » (Jeu de mots qui peut se traduire par « Et voyons ce qu'il en sortira ! ») est révélatrice de cette fringale débridée et de la force du yen.

Chaque mois, au cours de cette émission rassemblant quatre millions d'auditeurs malgré son heure tardive (entre minuit et une heure du matin), est présentée, grâce à des images transmises par satellite, ce qu'il y a de mieux sur le marché mondial de l'exotisme : d'un château de la Loire à la Fiat modèle 1959 ayant appartenu au pape, en passant par le yacht de John Wayne ou un hélicoptère. Dans les minutes qui suivent, les coups de téléphone affluent des quatre coins du Japon. Cette émission a tellement de succès qu'elle va devenir hebdomadaire.

Ces nouveaux nantis qui allongent dans leur garage Rolls-Royce (dont les ventes sont en augmentation de 30 %) et Porsche (un millier de voitures vendues depuis le début de l'année) sont des promoteurs immobiliers, des propriétaires de terrains qui ont réalisé leurs avoirs dans des villes à Tokyo en particulier, où les prix atteignent des niveaux astronomiques, ou des spéculateurs en Bourse. Lorsque cette année le premier contributeur nippon, M. Kitami, un propriétaire foncier de Hayama, dans la préfecture de Kanagawa, versa à l'Etat 2 milliards de yens, dépassant, et de loin, le montant des impôts du fondateur de Matsushita, on a pris conscience que quelque chose était en train de changer.

Les parvenus ne constituent pas en soi un phénomène nouveau au Japon. Chaque époque a eu ses siens, avec leur étalage de richesses et de prodigalités : du marchand Banzaemon Kikkawa qui, au XVIII^e siècle, louait tout le quartier réservé de Yoshiwara pour ses amis, aux patrons des chantiers navals de Kobe enrichis par la première guerre mondiale, comme Tadasaburo Yamamoto, qui aimait à faire cuisiner ses repas en brûlant des billets de banque et resta célèbre pour le banquet de viande de tigre offert à l'hôtel impérial.

Le Japon d'aujourd'hui a aussi ses personnages à franges : c'est le cas par exemple de M. Mitsuki Ariz qui, parmi sa collection de vieilles voitures, possède une Daimler ayant appartenu à la famille royale britannique, acquise après avoir bâti une fortune colossale grâce à un *no pants kissa* (littéralement « café sans slip », l'ancêtre des « trouvaillés » de l'industrie du sexe), qu'il fait fructifier dans le commerce des œuvres d'art.

Il existe toutefois des différences entre ceux que l'on appelle les *marikan* (expression apparue après la première guerre mondiale, qui vient du jeu d'échecs japonais et désigne un pion se transformant en pièce matrasse, comme la dame dans le jeu du même nom) et les « nouveaux riches » d'aujourd'hui.

Qu'il s'agisse des anciens aristocrates qui ont perdu leur titre en 1945, des descendants des familles des *zaibatsu* (grands conglomérats) d'avant-guerre ou même des parvenus du Japon contemporain (les Honda et autres), tous ont en tendance à ne pas faire étalage de leur argent. Ils se montraient en cela les héritiers des comportements des grands marchands de l'époque Edo (XVII^e-XIX^e siècles) à appeler les « nouveaux parvenus ». Les extravagances des parvenus ne sont que l'expression outrancière de cette différenciation des modes de vie.

La constance avec laquelle, depuis le début des années 60, la majorité des Japonais (89 %) se sont perçus comme faisant partie de la classe moyenne peut surprendre. Cette perception, pour subjective et, d'une certaine manière illu-

Saze-san (dont l'histoire s'étendit quotidiennement pendant vingt ans dans les pages du journal *Asahi*).

Or ce sentiment d'une similarité des modes de vie, à la base du consensus social des années 1960-1970, est en train de s'effriter (2) : à la disparité des revenus qui s'accroît s'ajoute un écart de plus en plus prononcé dans les manières de vivre et surtout de dépenser.

cité Hakubodo, qui s'est dotée d'un institut de recherche sur les styles de vie, distingue plusieurs catégories de « nouveaux riches » définies en fonction de leur attitude envers la propriété foncière. Une minorité de propriétaires se caractérise par une consommation ostentatoire, les autres conservant des comportements traditionnels et faisant fructifier leur argent.

Parmi ceux qui ne possèdent pas de terrain (70 % dans l'échantillon), 22 % entrent dans la catégorie des « patients » : ils continuent à épargner pour acquiescer un logement et mènent une vie frugale. Les autres, 49 %, font partie des « résignés » : ils ont abandonné l'idée de posséder maison ou appartement, la hausse galopante des prix du terrain dépassant leur capacité à épargner, et ils acquiescent d'autres biens ou dépensent pour leurs loisirs (voyages).

Ainsi, les Sato, un couple de trente ans sans enfants qui cumule deux salaires donnant un revenu annuel de 7 millions de yens (ce qui est très correct pour leur âge), ont longtemps cru qu'ils pourraient s'acheter une maison et ils ont épargné dans cette perspective. Aujourd'hui, ils déchantent : dans les quartiers qu'ils désirent, à l'ouest de Tokyo et à une heure du centre, les prix démarrent à 100, 120 millions de yens.

Les Sato, comme la plupart des jeunes couples, hésitent à s'endetter au-delà de six ou huit fois le montant de leur revenu annuel. Ou bien ils renoncent à *mai home* (« my home », le grand rêve des Japonais des années 1960-1970), ou bien ils contractent des prêts sur deux générations : ceux-ci devant être remboursés par leurs enfants qui naîtront ainsi avec des dettes...

Pour les « résignés », qui entendent dépenser pour d'autres biens que le logement, le temps de la simple acquisition des produits de consommation est révolu (les Japonais ne sont plus satisfaits), commente M. Suzuki, directeur de l'institut Hakubodo : « Ils sont en revanche en quête de ce qui constitue à leurs yeux un style de vie... Les magasins à la mode, notamment féminins, sont révélateurs de cette tendance : ce ne sont plus les objets de rêve que l'on présente, mais la manière de les utiliser, les comportements qu'il faut adopter ou les lieux qu'il faut fréquenter pour être à la page.

Ce snobisme de masse est surtout notable dans les grands centres urbains qui concentrent 50 % de la population et 75 % du pouvoir d'achat national. Selon M. Suzuki, cette évolution se traduit par un phénomène nouveau : un affaiblissement de la fameuse propension des Japonais à épargner. Le montant total de l'épargne reste élevé, mais la répartition de celle-ci est différente : « Certains épargnent plus qu'avant, ce qui explique un taux d'épargne élevé, mais le nombre des épargnants diminue. »

Si le Japon a ses « nouveaux riches » et ses nouveaux consommateurs s'adonnant à un hétéroclite à la petite semaine, il a aussi une masse fluctuante, silencieuse, assurément majoritaire mais peu

visible dans sa grisaille, que l'on ne croise guère dans les quartiers de l'abondance, mais dont les modes de vie, les contraintes quotidiennes, n'ont guère changé. Selon un sondage d'*Asahi*, à la fin de 1987, à la question « Avez-vous une vie aisée ? », 62 % répondaient négativement.

La bipolarisation de la classe moyenne tient, comme le notent les spécialistes, à une différenciation dans les modes de consommation. L'accroissement de cette dernière est surtout sensible pour les produits de luxe, et la fraction des Japonais concernés est étroite (le cinquième de la population disposant des plus gros revenus). Il s'agit notamment de ceux qui ont bénéficié de la revalorisation du yen (20 % des cadres supérieurs et 12 % des cols blancs).

Ce n'est pas le cas du salarié moyen : au cours de l'année fiscale 1987 (qui s'est achevée en mars dernier), le revenu moyen mensuel d'un salarié de trente-sept ans (226 200 yens) a augmenté de 2,5 % par rapport à l'année précédente, soit l'accroissement le plus faible depuis 1964. Selon une enquête réalisée par la banque Taiyō Kobe portant sur la première moitié de 1987, 80 % des personnes interrogées estiment qu'avec le revenu dont elles disposent elles ne peuvent faire face à leurs dépenses quotidiennes (8,6 % répondant affirmativement) : soit elles puisent dans leur épargne, soit l'épouse fait des petits travaux pour obtenir un complément.

Cette différenciation dans les dépenses entre riches et pauvres traduit en réalité un accroissement de l'écart des revenus entre le quart de la population le plus riche et le quart le plus pauvre : le revenu avant impôt des plus déshérités était 5,4 fois inférieur au revenu le plus élevé en 1980 et 6,2 fois plus bas en 1985. Les économistes s'accordent à penser que l'écart continue à croître. A la traditionnelle différence des salaires entre grandes et petites entreprises s'en ajoute une nouvelle, entre les secteurs en expansion (tertiaire par exemple) et ceux en régression. Une foule de petits travaux dans ce « tiers-monde » de la machine productive nipponne que sont les PME faussent les statistiques du chômage, mais beaucoup de salariés licenciés par des entreprises en difficulté (dans les mines, la sidérurgie) n'ont souvent plus le classement qu'en acceptant d'importantes réductions de revenus.

Cette dégradation relative des conditions de vie d'une partie de la population par rapport à celle dont la consommation s'accroît de manière ostentatoire se traduit dans la perception qu'en ont les Japonais d'eux-mêmes : en 1987, 30 % estimait appartenir à la couche inférieure de la classe moyenne (28 % en 1985) ; en augmentation depuis 1979, le pourcentage actuel est le même qu'en 1964, époque du début de la haute croissance.

Cette « pseudo-pauvreté », selon l'expression de l'économiste Masako Osawa, peut-elle avoir des conséquences politiques ? Aucun sociologue ni politologue ne se prononce. Certes, des facteurs d'équilibre subsistent : encore aujourd'hui, le statut social ne coïncide pas forcément avec l'argent. En outre, les impôts sur l'héritage, très élevés, contribuent à redistribuer la richesse, limitant les possibilités de constitution d'une classe de possédants héréditaires. Une évolution profonde de la société nipponne n'en semble pas moins en cours, entamant l'homogénéité des modes de vie : Kenichi, vingt-quatre ans, qui est analyste dans une société financière, n'aime que la bière importée, fréquente les clubs de sports, va faire du surf à Hawaii dès qu'il a des congés, et Yuko, petite vendeuse dans un grand magasin, qui dispose de 1 000 yens par jour pour se nourrir et épargne sur les tickets de train pour contribuer aux frais de scolarité de son jeune frère, ont de moins en moins de chance de se rencontrer.

PHILIPPE PONS.

(2) Entre 1960 et 1980, selon les sondages réalisés chaque année par le bureau du premier ministre, la proportion de Japonais estimant qu'ils faisaient partie de la classe moyenne n'a pas changé. En 1955, 42 % se situaient entre la fraction haute et la fraction basse de celle-ci. Cette proportion passait à 76 % en 1975, pour redescendre en 1987 à 52,5 %.



La frénésie des voitures étrangères.

soire, qu'elle puisse être (les différenciations sociales existent au Japon comme ailleurs), reflètent néanmoins certaines données objectives. La guerre et ses suites (les réformes du temps de l'occupation américaine) avaient, par bien des aspects, fait du Japon un pays neuf, anéantissant une aristocratie de grands propriétaires, démantelant les grands trusts et réduisant les inégalités, notamment par la démocratisation du système éducatif.

Au cours de la période de reconstruction du pays, un incontestable consensus s'est formé à la croissance à prévaloir. La majorité de la population voyait son niveau de vie s'améliorer (entre 1955 et 1975, le pouvoir d'achat a été multiplié par quatre ou cinq). Même si certains réussissaient mieux que d'autres, tous avaient le sentiment que la forte croissance sociale de la forte croissance reposait sur une certaine égalité des chances. Ce sentiment était renforcé par une homogénéité des modes de vie et une grande uniformité dans la consommation.

Une très large partie de la population partageait effectivement une « culture » de classe moyenne, véhiculée notamment par la télévision. Beaucoup se reconnaissaient dans les aspirations au confort de la plus célèbre héroïne de bande dessinée de l'époque, la ménagère

Viellies fortunes et parvenus

Les parvenus du Japon de cette fin de siècle ne sont en réalité que l'épiphénomène de l'évolution de la société japonaise en cours, qui se traduit par un écart de plus en plus visible entre une classe privilégiée et ceux que les médias commencent à appeler les « nouveaux parvenus ».

La nouvelle prospérité des jeunes Japonais n'a fait qu'accroître chez eux une fureur du « look » sans commune mesure avec celle prévalant dans les pays occidentaux. De cette « défonce » dans le vêtement témoigne une

rotation effarante des modes, de ce qui est « *kakko ii* » (chic), une compensation peut-être à l'égoïsme rigoureux prévalant dans une société où logiquement il n'a pas été de bon ton de se distinguer ou d'accroître les différences sociales. Les sociologues voient dans cette exubérance débridée, l'expression d'une quête, de la singularité dans une société saturée de biens matériels et dans laquelle le vêtement a eu traditionnellement une fonction identifiante de statut social.

L'« ego génération »

A l'exubérance de certains s'oppose, pour les jeunes filles, le culte de l'*ojosama* (littéralement « demoiselle » mais ce mot a pris le sens de « bon chio bon genre ») : des manières de s'habiller classiques (vêtements et accessoires de luxe, de préférence importés) et de se comporter (les magazines comme *Young Lady* consacrant article sur article aux attitudes stéréotypées qui s'attachent à l'*ojosama*), qui sont adoptées par les jeunes filles en quête d'un beau mariage, fréquentant par exemple les clubs de sports des universités de l'élite. Même la petite OL rêve de paraître oja-

sama, et elle engloûtait dans ce fantasme une bonne partie de son salaire.

Cette frénésie de consommation est particulièrement marquée chez ceux que l'on nomme les *shinjinru* (« la nouvelle race »), un mot lancé il y a quelques années par les médias pour désigner une frange de jeunes manifestant une attitude devant la vie, à l'égard de l'argent et du travail, différente de la génération précédente. Un père de cinquante-trois ans résume cette différence : « Nous avions un peu honte de jouer de la vie. Eux, pas le moins du monde. » Dans un pays où la modernisation depuis Meiji (milieu du XIX^e siècle) s'est faite par la mobilisation idéologique des vertus d'effort, de dévouement à la cause commune et de frugalité, le côté yuppie américain (argent facile, voitures rapides, gadgets, fast-food) des *shinjinru* constitue un changement. Leur révolte est totalement apolitique, bon enfant et guère menaçante pour l'ordre social. Simplement, ils pensent d'abord à eux et à leur bien-être.

Cette « ego génération » éprouve, certes, comme ses parents, le besoin de s'identifier à un groupe. Mais celui-ci n'est plus l'entreprise. Les *shinjinru* s'identi-

fient à un sentiment, à une mode dans le sens le plus large du terme, et surtout à ces « tributs » dont les magazines dans le vent (*Thriller*, *25 ans*, *Classique*, *Sav...*) véhiculent — et forgent — les signes de reconnaissance, aussi éphémères que nécessaires à la communication entre leurs membres.

Ce « temps des tributs » relève d'un phénomène de société de masse que l'on retrouve en Occident comme un effet du déclin de l'individualisme (1). Partis de deux cultures opposées construites autour de la notion de l'individu pour le premier ou du groupe pour le second, l'Occident et le Japon de cette fin de siècle tendent à converger sur ce point. Les *shinjinru* sont-ils simplement « *no alo* » (bâbêtes) ou « *puttun* » (désorientés), comme l'écrit la presse usant de leur jargon, ou bien sont-ils à l'avant-garde d'une mutation profonde de la société nipponne ? Il est trop tôt pour le dire.

PH. P.

(1) Voir l'un des derniers livres du sociologue Michel Maffesoli, *Le Temps des tributs, le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Méridiens Klincksieck, 1988.

La frénésie d'une jeunesse BCBG

TOKYO de notre correspondant

Qui sont ces « riches » au petit pied qui se lancent dans une frénésie de consommation dont témoignent les chiffres d'affaires records de certains grands magasins (+ 19,8 % pour Mitsukoshi, + 25 % pour Takashimaya, + 33,5 % pour Daimaru) ? Ce sont essentiellement des jeunes célibataires ou des couples sans enfants dont le mari et la femme disposent chacun d'un salaire. La plupart travaillent dans le secteur tertiaire. Les jeunes femmes, celles que l'on nomme les « *office ladies* » (ou « OL », employées de bureau), se comptent parmi les plus frénétiques consommatrices. Ces « OL » consacrent une bonne partie de leur salaire à s'acheter des vêtements ou à voyager : les vacances sont courtes, mais cela ne les empêche pas d'aller loin (Europe, Etats-Unis).

La nouvelle prospérité des jeunes Japonais n'a fait qu'accroître chez eux une fureur du « look » sans commune mesure avec celle prévalant dans les pays occidentaux. De cette « défonce » dans le vêtement témoigne une

rotation effarante des modes, de ce qui est « *kakko ii* » (chic), une compensation peut-être à l'égoïsme rigoureux prévalant dans une société où logiquement il n'a pas été de bon ton de se distinguer ou d'accroître les différences sociales. Les sociologues voient dans cette exubérance débridée, l'expression d'une quête, de la singularité dans une société saturée de biens matériels et dans laquelle le vêtement a eu traditionnellement une fonction identifiante de statut social.

L'« ego génération »

A l'exubérance de certains s'oppose, pour les jeunes filles, le culte de l'*ojosama* (littéralement « demoiselle » mais ce mot a pris le sens de « bon chio bon genre ») : des manières de s'habiller classiques (vêtements et accessoires de luxe, de préférence importés) et de se comporter (les magazines comme *Young Lady* consacrant article sur article aux attitudes stéréotypées qui s'attachent à l'*ojosama*), qui sont adoptées par les jeunes filles en quête d'un beau mariage, fréquentant par exemple les clubs de sports des universités de l'élite. Même la petite OL rêve de paraître oja-

sama, et elle engloûtait dans ce fantasme une bonne partie de son salaire.

Cette frénésie de consommation est particulièrement marquée chez ceux que l'on nomme les *shinjinru* (« la nouvelle race »), un mot lancé il y a quelques années par les médias pour désigner une frange de jeunes manifestant une attitude devant la vie, à l'égard de l'argent et du travail, différente de la génération précédente. Un père de cinquante-trois ans résume cette différence : « Nous avions un peu honte de jouer de la vie. Eux, pas le moins du monde. » Dans un pays où la modernisation depuis Meiji (milieu du XIX^e siècle) s'est faite par la mobilisation idéologique des vertus d'effort, de dévouement à la cause commune et de frugalité, le côté yuppie américain (argent facile, voitures rapides, gadgets, fast-food) des *shinjinru* constitue un changement. Leur révolte est totalement apolitique, bon enfant et guère menaçante pour l'ordre social. Simplement, ils pensent d'abord à eux et à leur bien-être.

Cette « ego génération » éprouve, certes, comme ses parents, le besoin de s'identifier à un groupe. Mais celui-ci n'est plus l'entreprise. Les *shinjinru* s'identi-

fient à un sentiment, à une mode dans le sens le plus large du terme, et surtout à ces « tributs » dont les magazines dans le vent (*Thriller*, *25 ans*, *Classique*, *Sav...*) véhiculent — et forgent — les signes de reconnaissance, aussi éphémères que nécessaires à la communication entre leurs membres.

Ce « temps des tributs » relève d'un phénomène de société de masse que l'on retrouve en Occident comme un effet du déclin de l'individualisme (1). Partis de deux cultures opposées construites autour de la notion de l'individu pour le premier ou du groupe pour le second, l'Occident et le Japon de cette fin de siècle tendent à converger sur ce point. Les *shinjinru* sont-ils simplement « *no alo* » (bâbêtes) ou « *puttun* » (désorientés), comme l'écrit la presse usant de leur jargon, ou bien sont-ils à l'avant-garde d'une mutation profonde de la société nipponne ? Il est trop tôt pour le dire.

PH. P.

(1) Voir l'un des derniers livres du sociologue Michel Maffesoli, *Le Temps des tributs, le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Méridiens Klincksieck, 1988.

strophes

49 morts à Rue

Le Japon d'aujourd'hui a aussi ses personnages à franges : c'est le cas par exemple de M. Mitsuki Ariz qui, parmi sa collection de vieilles voitures, possède une Daimler ayant appartenu à la famille royale britannique, acquise après avoir bâti une fortune colossale grâce à un *no pants kissa* (littéralement « café sans slip », l'ancêtre des « trouvaillés » de l'industrie du sexe), qu'il fait fructifier dans le commerce des œuvres d'art.

Il existe toutefois des différences entre ceux que l'on appelle les *marikan* (expression apparue après la première guerre mondiale, qui vient du jeu d'échecs japonais et désigne un pion se transformant en pièce matrasse, comme la dame dans le jeu du même nom) et les « nouveaux riches » d'aujourd'hui.

93.11.11.11

Economie

SOMMAIRE

■ Les Etats-Unis et le Japon étudient un pacte de libre-échange : une menace pour la CEE (lire ci-contre).
■ Le constructeur MBK arrête la production des Vélo-

Solex à la fin 1988. Les ventes étaient trop faibles (lire page 21).
■ Le budget des transports pour 1989 sera en croissance

de 5,9 % et privilégiera la sécurité (lire page 21).
■ Le conseil des ministres a fixé les orientations de sa politique pour la famille (lire ci-dessous).

Les orientations du gouvernement

La politique familiale met l'accent sur l'accueil des jeunes enfants

Accroître et améliorer les possibilités d'accueil des jeunes enfants (de moins de six ans), compenser plus équitablement les charges familiales — dans des limites financières assez strictes : telles sont les principales orientations pour la politique familiale présentées au conseil des ministres le mercredi 31 août par M^{me} Hélène Dor-
linc, secrétaire d'Etat chargée de la famille auprès du ministre de la santé et de la protection sociale.

Pas de grandes réformes en perspective, ni de grandes annonces, contrairement aux précédents : les premières orientations de la politique familiale du gouvernement apparaissent modestes. Cette modestie traduit d'abord des contraintes : la situation actuelle de la Sécurité sociale ne permet pas d'accroître beaucoup les moyens de la branche famille. Les excédents éventuellement récupérables sont limités : 1,5 milliard de F en 1987, peut-être 1,3 milliard en 1988, contre plus de 6 milliards en 1985. D'ailleurs, malgré son souci d'une « grande politique », le gouvernement précédent a financé sa réforme par redéploiement.

Seule une réforme du financement des prestations familiales, comme celle qu'a proposée le comité des « sages » l'an dernier (substituer aux cotisations actuelles une contribution sur tous les revenus), pourrait modifier cet équilibre et inciter à de nouvelles répartitions.

Mais l'approche actuelle répond aussi à deux préoccupations. D'abord le désir de laisser jouer les prestations nouvelles (allocation au jeune enfant,

allocation parentale d'éducation) créées il y a peu de temps pour ne pas dégrader les familles après deux lois successives, celle de janvier 1985 et celle de décembre 1986, la deuxième réformant la première. Ensuite, le souci de voir comment le système actuel fonctionne, qui en bénéficie concrètement, quels sont ses effets, afin de le consolider ou, éventuellement, le corriger pour aider en priorité les familles les plus modestes.

La première priorité de la nouvelle politique familiale est d'améliorer l'accueil des jeunes enfants. Les besoins sont considérables. Actuellement, sept cent quatre-vingt mille enfants de moins de trois ans sont scolarisés. Or il existe seulement cent trente-cinq mille places de crèches (collectives, familiales ou, pour un petit nombre, parentales), tandis que deux cent mille enfants sont gardés par des assistantes maternelles agréées. S'y ajoutent les besoins d'accueil temporaires pour les mères qui travaillent à temps partiel ou ne travaillent pas, et pour les enfants scolarisés, notamment au-delà de trois ans. D'autre part, il s'agit d'améliorer la qualité des modes de garde, par exemple en donnant une formation aux assistantes maternelles.

Un décalage tarif

Dans ce domaine, les aides d'allocation familiale (CAF) jouent un rôle moteur par les « prestations de service » qu'elles fournissent (subventions aux collectivités pour les fonctionnements des crèches, des haltes-garderies, etc.). Le secrétaire d'Etat reprend, sur ce point, le programme adopté sous le précédent gouvernement par le conseil d'administration de la Caisse nationale

d'allocation familiale (CNAF) le 9 juin 1987 (le Monde du 10 juin 1987) (1).

M^{me} Dorlinc entend notamment promouvoir les « contrats enfance » entre la CAF et les collectivités locales. Ceux-ci, en peu moins avantageux mais beaucoup plus simples que les anciens « contrats crèches », puisqu'ils peuvent servir à financer toutes les extensions ou améliorations des modes d'accueil des enfants jusqu'à six ans, n'ont pas encore « décollé » : un seul a été signé jusqu'à présent. M^{me} Dorlinc doit, le vendredi 2 septembre, assister à la signature d'une poignée d'autres, avec huit communes de l'Alsace, pour développer des crèches ou des centres de loisir.

Plus ancienne, la « prestation de service des assistantes maternelles » (PSAM), qui permet de rembourser les cotisations « patronales » de ces assistantes, semble aussi insuffisamment connue puisqu'elle est versée pour cinquante mille seulement des deux cent mille enfants concernés. Quant à l'« allocation de garde d'enfant à domicile » (AGED), qui couvre également les charges sociales, inscrite par le gouvernement précédent, elle a eu peu de succès : au printemps dernier, moins de cinq mille familles la percevaient, alors qu'on prévoyait d'arriver rapidement à cinquante mille. Retard de montage en charge dû à une certaine complexité (comme pour la PSAM) ou à une faiblesse du système lui-même ? Le secrétaire d'Etat entend en faire le bilan avant le début de 1989. L'ensemble serait complété par une augmentation de la déduction pour

frais de garde sur les revenus imposables.

Le deuxième objectif affiché du secrétaire d'Etat est d'améliorer la composition des charges familiales. Là encore, on n'envisage pas de changement pour l'instant mais, plutôt, — outre le maintien de l'effort actuel, fiscal et social, en faveur des familles — de voir si celui-ci répond aux besoins, au bon moment : la fin de la scolarité coïncide actuellement avec une période critique, comme la petite enfance, les jeunes restant parfois longtemps à la charge de leurs parents, faute de trouver du travail.

Troisième objectif : améliorer le cadre et les conditions de vie des familles, notamment des plus modestes. Cela concerne, en particulier, le logement. Là encore, la proposition systématique des bénéficiaires potentiels de l'allocation logement décidée en juin 1987 par la CNAF progresse lentement, notamment en raison des difficultés de collaboration avec les organismes d'HLM. Le secrétaire d'Etat entend aussi faire le bilan des mesures d'aide prises dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, comme les fonds d'aide au logement. Enfin, il souhaite aider à concilier la vie professionnelle et la vie familiale, notamment en encourageant le travail à temps partiel. Mais, sur ce plan, les moyens semblent davantage dans les mains des entreprises que dans celles de l'administration ou des organismes sociaux.

GUY HERZLICH

(1) En cinq ans, le montant des dépenses de prestations de service doit passer de 1,2 à 2 milliards de francs.

La préparation du budget

Réduction des taux de la TVA

(Suite de la première page.)

La suppression du taux de 7 % sera coûteuse pour l'Etat : 2,4 milliards de francs en année pleine. Mais MM. Rocard, Bérégovoy et Chirac ont plusieurs raisons pour donner la préférence à cette mesure sur la réduction du taux majoré (33,3 %). La première est que le taux réduit de 7 % qui va disparaître concerne surtout des biens et des services « produits » en France : une éventuelle consommation accrue n'aura donc pratiquement pas d'effet défavorable sur la balance commerciale. Il n'en aurait pas été de même avec un abaissement du taux à 33,3 %, qui concerne, lui, des biens importés (photo, cinéma) et dans une certaine mesure tout le matériel d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image (cassette, hi-fi).

La deuxième raison qui militera pour une réduction du taux réduit de TVA est son effet anti-inflationniste. Directement, la hausse de l'indice des prix sera ralentie de 0,04 point, ce qui est peu. Mais rien ne doit être négligé dans ce domaine estime le gouvernement, qui fonde une grande partie de sa politique sur un franc fort et donc sur une réduction de l'écart d'inflation entre la France et la RFA.

Dernière raison, enfin : donner à la masse des consommateurs — en d'abord aux plus laborieux — l'impression que le marché unique ne se fait pas sans eux, ne bénéficie pas qu'aux « riches » (les épargnants) et aux entrepreneurs. En

d'autres termes, populariser l'idée de l'Europe 1993. Ce que Edmond Maire avait demandé récemment, dans un article publié dans nos colonnes, mettant en garde les pouvoirs publics contre un réveil anti-européen.

Est-ce à dire que rien ne sera fait pour réduire d'autres taxes ? Sur l'automobile qui bénéficie maintenant d'un taux spécial à 28 %, rien, assurément n'interviendra. La demande est actuellement si forte que les producteurs nationaux y répondent difficilement. Une baisse favoriserait surtout les voitures étrangères.

Reste le taux à 33,3 %. Il n'est pas du tout dans les priorités gouvernementales. Mais si le budget dispose après arbitrages ultimes et compte tenu du niveau du déficit public d'une marge de manœuvre, le taux de 33,3 % serait abaissé à 28 % sur les cassettes vierges et enregistrées. Il en coûterait 1 milliard de francs. Cette mesure pourrait intervenir dès le 1^{er} décembre. Une réduction sensible de taxes sur les produits bruts (hi-fi) est, en revanche, peu probable.

AL V.

M. Bérégovoy annonce 1 milliard de francs d'allègements fiscaux pour les ménages

M. Bérégovoy prévoit des déductions fiscales en faveur des ménages dans le budget 1989. Dans une interview à l'hebdomadaire du 31 août, il présente celles-ci comme « un effort de justice sociale ».

Elles comprendront, selon le ministre de l'Economie et des Finances, « l'amélioration du régime des déductions pour frais de garde et le relèvement du seuil d'exonération des tickets-restaurants ». De même, relèveront-elles « les limites de déduction des dons pour les associations dont la vocation est de distribuer l'aide alimentaire, ce que l'on appelle l'amendement Coluche. On pourra déduire une partie des cotisations syndicales. En gros cela coûtera près d'un milliard ».

La déduction d'une partie des cotisations syndicales, qui représente une faible somme, notamment en raison du plafond qui serait prévu pour cette déduction, constitue une innovation importante, car elle répond à certaines revendica-

tions syndicales d'une cotisation obligatoire.

Loyer :

transparence accrue

D'autre part, en ce qui concerne les dégrèvements de loyers constatés à Paris et dans la région parisienne, M. Pierre Bérégovoy annonce la publication d'un « décret imposant aux propriétaires de justifier la hausse en fonction de ce qui se passe dans leur zone géographique ».

Ce décret, qui a pour objet d'améliorer la transparence des données fournies par les propriétaires, ne sera pas publié avant plusieurs semaines. Il n'est pas question pour l'instant de remettre en cause la loi Méliès, mais on n'exclut pas d'y apporter beaucoup plus tard des amendements si l'application du décret envisagé ne permettrait pas de calmer les hausses.

REPÈRES

Etats-Unis

Baisse de 0,8 % de l'indice composite...

L'indice composite censé préfigurer l'évolution de la conjoncture a baissé de 0,8 % aux Etats-Unis en juillet, sa plus forte diminution des huit derniers mois. En juin, il avait progressé de 1,4 % selon les chiffres révisés du ministère. Ce signe de ralentissement de la conjoncture s'accompagne d'une confirmation de légères tensions inflationnistes. L'indice des prix des matières premières est le seul à faire apparaître une hausse.

... et de 3,5 % des commandes de biens manufacturés

Les commandes de biens manufacturés ont reculé de 3,5 % en juillet, le plus net recul en dix-huit mois, indique le département du commerce. Cet recul de faiblesse est attribué à la chute des commandes militaires, attendue après une hausse exceptionnelle en juin : les

commandes liées à la défense ont reculé de 48,6 %, la plus forte baisse depuis avril 1984 après un bond de 68,3 % en juin. Hormis ces catégories très volatiles, les commandes de biens manufacturés paraissent stables, leur retrait étant limité à 0,7 % en juillet.

Commerce

La correction de l'excédent nippon se ralentit avec la CEE

La correction du déséquilibre commercial entre le Japon et la CEE marque le pas en raison du regain de vigueur des exportations nipponnes, a indiqué à l'AFP le porte-parole de la délégation de la Commission européenne à Tokyo, M. Michael Latta. Libéré en yens et sur les sept premiers mois de l'année, l'excédent japonais diminue de 3,2 % sur la période correspondante de 1987, les exportations progressant de 8,4 % et les importations de produits européens de 23 %. En dollars, le tableau

est plus préoccupant : de 20 milliards de dollars pour l'ensemble de 1987, le solde positif du Japon progresse de 13,4 % au cours des sept premiers mois de 1988.

Equateur

Plan d'assainissement économique

Le gouvernement équatorien a adopté, dès le nuit du mardi 30 au mercredi 31 août, une série de mesures d'assainissement économique. Le Bureau central reprend la cotation de devises et annonce des minidévaluations hebdomadaires pour parvenir à une dépréciation annuelle de 30 % de la monnaie nationale, le sucre. Ce dernier est passé de 250 à 380 sucres pour 1 dollar. Parallèlement, les combustibles ont été renchéris de 100 %, le salaire minimum d'État porté de 19 000 à 22 000 sucres pour compenser très partiellement la hausse du coût de la vie. Le gouvernement s'est engagé à ramener l'inflation de 60 % à 30 % et à mettre fin aux pratiques illicites sur le marché des changes.

BILLET

Le triangle maudit

Les relations n'ont jamais été de tout repos entre les trois géants du commerce international, les Etats-Unis, la CEE et le Japon. Agitée par les Américains, l'idée d'un pacte de libre-échange entre Washington et Tokyo a été la dernière et inquiétante illustration. Pour qui dresse la liste des accords bilatéraux nippo-américains, il y a une certaine logique dans l'absence que, le 16 septembre, la commission pour la commerce international, à la demande de la commission du Sénat présidée par... le candidat démocrate à la vice-présidence des Etats-Unis, M. Lloyd Bentsen.

De l'électronique à l'agriculture en passant par les travaux publics sans oublier les discussions actuelles sur les brevets, Américains et Japonais, devenus frères ennemis, ont multiplié les ententes. Au mépris des grandes principes multilatéraux, le Canada sauvegarder le libre-échange mondial. Mais la tentation est aujourd'hui grande de globaliser le tout en un accord similaire à celui existant entre les Etats-Unis et le Canada.

Pour le moment, une telle option reste lointaine. Chacun remet à l'ordre du XXI^e siècle la mise en œuvre d'un pacte nippo-américain en bonne et due forme. Et les premières réflexions des experts ne sont pas toujours dénuées d'ironie. N'y a-t-il pas un certain paradoxe à proposer une entente aux Japonais alors que le président Ronald Reagan vient d'entériner une nouvelle législation commerciale, le « trade bill », dotant le Meison Blanc de nouveaux moyens de rétorsion contre les partenaires jugés « déloyaux » parmi lesquels le Japon a pris l'habitude de figurer ?

Au petit jeu du pacte bilatéral, Tokyo a d'ailleurs plus à gagner que Washington, ses produits étant mieux placés que leurs concurrents américains dans bien des domaines. Prudent, le Japon a créé une commission ad hoc impliquant quatre ministères et chargée de rendre ses conclusions avant la fin de l'année. Mais la démarche des Etats-Unis apparaît, dans un premier temps,

comme essentiellement stratégique.

C'est bien en cet esprit que, en préparant un accord de libre-échange au Japon, les Américains offrent à Tokyo une carotte : la possibilité, s'ils jouent le jeu, d'échapper aux règles les plus abruptes du « trade bill ». Ils se donnent en outre d'un moyen de pression auprès des Européens pour éviter que le « grand marché » de 1993 ne se transforme, comme ils le craignent, en forteresse commerciale. Un procès d'intention qui, pour la CEE, masque la volonté d'obtenir pour les entreprises américaines les mêmes avantages que ceux dont les sociétés européennes bénéficieront à l'issue de 1993, sans réciprocité comme le veut la Communauté. Soudains, arrière-pensées, les ingrédients de nouvelles tensions au sein d'un triangle maudit sont réunis, faisant resurgir les vieux crâmes.

La multiplication de zones commerciales privilégiées — « Amérique du Nord » entre les Etats-Unis et le Canada, « Amérique-Pacifique » entre les Etats-Unis et le Japon, et « Communauté européenne » — scellerait la fin du multilatéralisme qui a dominé la scène internationale depuis la seconde guerre mondiale et a permis de préserver, malgré des hauts et des bas, un minimum d'égalité des chances entre les pays.

Dans cet affrontement entre les « grands », les petites ou moyennes puissances marchandes seraient condamnées à la marginalisation. Alors que se prépare la rentrée pour les négociations multilatérales de l'Uruguay Round, l'hypothèse d'un pacte nippo-américain, négocié par Washington depuis janvier dernier, ne saurait être sous-estimée. Elle constitue un test de la philosophie du nouveau président des Etats-Unis mais aussi de la capacité du GATT (1) à continuer de jouer les gardiens — à défaut des gardiens — du commerce international.

FRANÇOISE CROUGNEAU

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Les emplois ouvriers non qualifiés ont fortement diminué depuis 1984

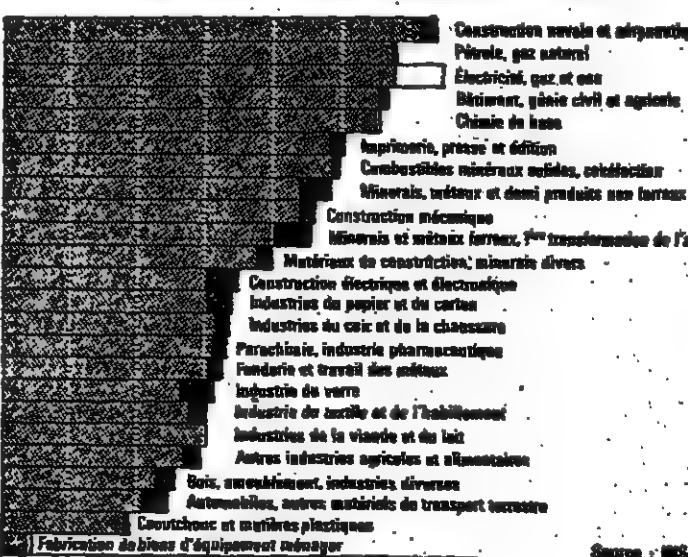
Moins d'ouvriers (- 2,8 %), un petit peu moins d'employés (- 0,4 %), plus de cadres (+ 2,3 %), un peu plus de « professions intermédiaires » : l'évolution de l'emploi dans les établissements de plus de dix salariés de l'industrie, du commerce et des services, entre mars 1984 et mars 1987, selon l'INSEE, prolonge les tendances antérieures (1).

La baisse des emplois ouvriers touche particulièrement les non-qualifiés : leurs effectifs globaux ont

des décrycles et sténodécrycles diminué de 7 % en moyenne par an, alors que le nombre des secrétaires est stable et que les secrétariats de direction sont de plus en plus nombreux.

Parmi les « professions intermédiaires », celles de la santé, du travail social augmentent fortement (+ 3,5 % par an) tandis que les techniciens progressent peu (+ 0,8 % par an) sauf dans les services, le commerce et les transports, et que les agents de maîtrise et les

LA QUALIFICATION DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE EN 1984 ET 1987



En août, la progression des emplois par catégorie de 1984 à 1987, en légers, leur diminution en 1987 par rapport à 1984.

diminué d'environ 4 % par an — et même de 6 % dans l'industrie et le bâtiment et les travaux publics, principaux employeurs. Le nombre des ouvriers qualifiés n'a diminué que de 2,1 % par an (3 % dans l'industrie et le BTP). Résultat : la proportion d'ouvriers qualifiés augmente dans presque toutes les branches, comme le montre le graphique.

L'évolution des professions dans l'industrie est liée, souligne la note de l'INSEE, à l'adaptation de nouvelles technologies. Ainsi, « les ouvriers qualifiés travaillent par conséquent de métal en moyenne ou grande série sur machines classiques dirigées de 2 % alors que leurs homologues sur machine à commande numérique croissent de 7 % (-). Les tâches les moins qualifiées régressent aussi dans les emplois administratifs, les affectifs

(1) Premiers résultats, n° 143, août 1988.

Économie

Le VéloSolex cessera d'être fabriqué à la fin de l'année

Le VéloSolex vit ses derniers mois. La régression constante des ventes et des plans de restructuration des usines ont amené son fabricant, MBK Industrie, à décider à la fin de 1987 de cesser la production de la petite reine à moteur à la fin de l'année 1988.

Née en 1946, la bicyclette à moteur remporte un vif succès jusqu'en 1960. En 1964, 380 000 VéloSolex ont été vendus en France. En 1971 il n'y en a plus que 198 000. Le rachat de VéloSolex par Motobécane en 1974 et la sortie de nouveaux modèles ne permettent pas de relancer les ventes. Neuf ans plus tard, Motobécane dépose son bilan, et de ses cendres naît MBK Industrie. En 1986 Vauxhall prend le contrôle de MBK et des plans de réduction d'effectifs et de regroupement d'ateliers sont établis.

Les ventes de VéloSolex continuent de chuter pour atteindre 270 000 l'année dernière, et MBK Industrie considère que la fabrication du Solex occupe un espace important au sein de son usine de Saint-Quentin (Aisne). Cet espace pourra être employé à la fabrication de moteurs de cyclomoteurs et de hors-bord, et les 1 200 salariés de l'usine de Saint-Quentin ne sont pas menacés dans leur emploi.

MBK Industrie, qui reste propriétaire du nom et des brevets du Solex, continuera à assurer le service après-vente pendant dix ans.

Le bourricot fidèle

Quand le dernier VéloSolex sera sorti de l'usine, c'est un peu de leur jeunesse que plusieurs générations de l'après-guerre perdront une deuxième fois. Et les villes de France perdront encore un peu de leur chaleur avec la disparition d'un des derniers vestiges d'un tranquille archaïsme hexagonal. Le Solex n'est pas un deux-roues ordinaire. Allée donc chercher quelque chose qui ressemble à un Solex ! Face aux puristes qui sont les « gros cubes », le Solex, c'est un peu le bourricot fidèle, manquant de brillant et d'allure, mais solide, sobre, rustique et... déposé, dans tous les sens du terme.

Le Solex porte sur sa fourche, moteur et démarreur, les traits de son caractère : humble, il se tient droit à ses places — sur la file de droite, celle des véhicules légers — à peine signalé à l'attention des automobilistes par l'énorme bruit de crécelle émise que produit un moteur de Solex en plein rendement. On peut même distinguer dans sa ligne sobre et un peu rigide, dans sa traditionnelle couleur noire, un côté presque distingué, genre parapluie anglais.

Après l'âge d'or des débuts des années 60, quand le défilé faisait rage dans les lycées entre socialistes et antisocialistes, ces derniers faisaient observer, avec acuité, qu'en cas de pluie le système de freinage du Solex déclara à peu près forfait. Sans doute, mais comme, dans le même temps, le système de propulsion jette lui aussi l'éponge, il y a là une sorte d'autorégulation dont le principe est assez réjouissant pour un esprit cartésien.

Cartésienisme qui n'empêche pas les socialistes d'être aussi, de quelque façon, des poètes. Du temps où de nombreux Solex sillonnaient le pavé parisien, on pouvait observer que leurs utilisateurs, seuls de tous les usagers des artères de la capitale, chantaient souvent sur leurs chères de machines. Utiliser pour ses déplacements un moyen de transport trappé d'un tel anachronisme révélait d'ailleurs une âme pure, dégagée des modes et des exigences du siècle. Et aussi un certain courage, ou une certaine inconscience.

Dans la hiérarchie des usagers de la rue, en effet, le socialiste est tout en bas, c'est l'interlocuteur, le non-être. Face au flot de voitures qui déboule en hurlant, le Solex n'a aucun moyen de défense : pas de pointe de vitesse, aucune réserve de nervosité, rien...

C'est pourquoi, à l'exception de quelques amoureux fous, — dont aujourd'hui le chroniqueur Alain Duhamel, — la plupart des usagers abandonnaient ce véhicule bingolant à mesure que venait l'âge et les moyens financiers. Membre d'étudiants, d'origine, le Solex trébula de réclusion au meeting d'écologie premier ministre, lorsque M. Michel Rocard était un dirigeant des étudiants socialistes. L'hôte de Mergon laissa-t-il arriver sans intervenir la digne fustige ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Sony produira des magnétoscopes en Alsace

COLMAR de notre envoyé spécial

C'est finalement la France que Sony, le fabricant japonais de matériels électroniques grand public, a choisi pour y fabriquer ses nouveaux magnétoscopes VHS destinés au marché occidental, et européen en particulier. La firme japonaise ne construira cependant pas une quatrième usine dans l'Hexagone. Elle va plus que doubler la superficie de son unité de Ribeauvillé (Haut-Rhin), qui va passer de 9 500 à 23 000 mètres carrés.

Cette nouvelle installation, dont le coût s'élève à 150 millions de francs, démarrera dès le printemps 1989. Elle permettra à Sony de sortir presque tout de suite 20 000 magnétoscopes VHS de ses chaînes par mois, mais aussi de lancer la fabrication de caméras vidéo 8 mm finies (15 000 par mois). Jusqu'ici, dans son usine de Ribeauvillé, Sony ne montait que des éléments de caméras (5 000) envoyés ensuite en Allemagne fédérale. Enfin, grâce à cette extension industrielle, la firme japonaise pourra porter de 20 000 à 50 000 unités par an le nombre de ses lecteurs de disques à laser produits en Alsace.

Cette décision d'investissement fera de Ribeauvillé le deuxième plus grand site industriel en Europe du groupe Sony et de Sony France (2,9 milliards de francs de chiffre d'affaires pour 1987), une de ses plus importantes filiales dans la CEE, un atout pour le grand marché de 1993. Le choix du site n'est pas dû au hasard. M. N. Kanof, directeur général chargé de la stratégie industrielle du groupe, est catégorique. Les Japonais apprécient l'Alsace pour sa discipline, sa rigueur et la chaleur de son accueil. L'usine de Ribeauvillé vient d'obtenir de la qualité (dix mois consécutifs de production sans défaut). Les Japonais aiment aussi beaucoup le vin d'Alsace et la cuisine locale. Sur un lopin de vigne attenant à

l'usine et maintenant en l'état, Sony fait sa vendange. Mais, si Sony aime l'Alsace, l'Alsace le lui rend bien. La firme japonaise va créer quatre cents emplois de plus.

A. D.

En hausse de 5,9 %

Le budget des transports pour 1989 joue la croissance et la sécurité

M. Jacques Douffiaques, précédent ministre des transports, avait mis un point d'honneur à diminuer les crédits de son ministère et à alléger ainsi la charge des contribuables, notamment en matière de subventions à la RATP et à la SNCF.

M. Michel Delebarre, nouveau ministre des transports et de la mer, se fait gloire de renouer avec la croissance budgétaire. Les crédits de paiement et les dépenses ordinaires obtenus par M. Delebarre s'élèveront à 53,6 milliards de francs, soit une croissance de 5,9 % que l'on se plaît, qualifiant, à comparer avec la hausse de 4,6 % du budget de l'Etat et à la diminution de 6,3 % du budget des transports en cours d'exécution. Les autorisations de programme s'élèveront à 54,5 milliards de francs (+ 4,7 %).

Les idées-forces de ce budget, encore hypothétiques dans certains secteurs, sont l'amélioration de la qualité de service, la préparation de l'avenir et surtout la restauration d'une sécurité maximale dans les transports publics. Les accidents aériens, ferroviaires et fluviaux ont rouillé gravement de l'Etat et le gouvernement, soucieux du quotidien des Français, qu'il s'agit de la priorité des priorités.

● Aviation civile. — Avec 21 % de croissance des dépenses ordinaires, ce chapitre traduit un certain nombre de remises en ordre. Cent dix emplois d'« aiguilleurs du ciel » seront créés et quatre-vingts d'autres sont embauchés, dès cet automne, pour tenir compte des délais de formation et de l'urgence qu'il y a à renforcer un service de la navigation aérienne soumis à une croissance du trafic de 12 % l'an. Cinq postes de pilotes-instructeurs et six de contributeurs techniques figurent aussi au programme. Les crédits d'équipement (+ 17 %) concernent essentiellement l'amélioration de la couverture radar. La taxe de stérilité sera maintenue : elle atteindra 95 millions de francs.

● Aéronautique. — 2,47 milliard de francs de dépenses de programme seront consacrées au développement du programme Airbus A 330-340 et du réacteur CFM56-SC2. Les recherches en

matière de matériaux composites et d'équipement recevront une enveloppe accrue de 41 %.

● Transports terrestres. — Sur les 39,6 milliards de francs qui leur seront affectés, 32,5 milliards (30,9 milliards en 1988) iront à des titres divers à la SNCF pour laquelle aucun effort budgétaire ne sera consenti en matière de sécurité, car le gouvernement estime que « la sécurité de la SNCF dépend de la SNCF et pas de l'Etat ».

La région parisienne voit les crédits passer de 280 à 306 millions de francs (+ 9 %), ce qui permettra de lancer — enfin — la construction du tramway Saint-Denis-Bobigny et de la voie de bus réservée, le Transval de Marne, tout en poursuivant le prolongement de la ligne de métro n° 1 au-delà de Neuilly et celui de la ligne de RER A au-delà de Marne-la-Vallée.

Rien n'est arrêté pour la province qui peut compter sur une enveloppe de 29,5 millions de francs (+ 11 %). ● Voies navigables. — Un crédit de 118 millions de francs (+ 15 %) contre 108 millions en 1988, sera affecté à l'entretien des berges et des écluses en piteux état. Les 290 millions de francs votés à l'équipement ne comportent aucune opération sur la liaison Rhône-Rhin. Une taxe sera payée par les loueurs de bateaux de plaisance, mais pas par les propriétaires de péniches.

● Sécurité routière. — 270 millions de francs (148 millions en 1988) seront consacrés à l'élimination des 285 « points noirs » (zone de 500 mètres où se sont tués ou blessés au moins cinq personnes). Le budget de communication progressera de 33 %.

● Méteo. — 125 millions de francs (118 en 1988) seront affectés à la poursuite de l'automatisation des traitements de données.

● Mer. — La formation (+ 7,5 %) et l'aide à l'investissement dans les ports (+ 10 %) seront complétées par une aide de 50 millions de francs à l'investissement dans les flottes, que renforceront 50 millions de francs de plus reportés du budget 1988.

ALAIN FAUJAS.

La nouvelle Constitution brésilienne limitera le poids des investisseurs étrangers

Nouvelle victoire du « lobby protectionniste ». L'Assemblée constituante brésilienne a ratifié deux types de mesures qui limiteront le poids des investisseurs étrangers, notamment dans le secteur des ressources naturelles. La nouvelle Constitution, qui devrait être promulguée en septembre, stipule que la prospection et l'exploitation des ressources minières ne pourront être effectuées que par des sociétés brésiennes ou des entreprises « de capital national », autrement dit majoritairement brésiennes.

Les compagnies étrangères exploitant actuellement le sous-sol auront un délai de quatre ans pour s'associer à des firmes brésiennes et limiter à 49 % leur participation. La Constitution a également ratifié

l'interdiction des contrats avec clause de risques pour l'exploitation du sous-sol mais a garanti que les contrats signés par la compagnie nationale Petrobras seront honorés.

Appuyant, l'Assemblée avait confirmé la distinction entre les « entreprises brésiennes » constituées selon les lois du pays et dont le siège et l'administration sont situés au Brésil et les « entreprises brésiennes de capital national » dont la majorité du capital est détenu « par des personnes physiques domiciliées ou résidentes dans le pays ». Ces dernières bénéficieront d'un régime spécial et « temporaire » pour développer leurs activités dans des secteurs jugés stratégiques ou « indispensables au développement » du Brésil.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROJET D'INTERCONNECTION T.G.V. EN RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'en application du Code de l'Occupation pour cause d'utilité publique, du Code de l'urbanisme (article L. 123-8) et de l'arrêté conjoint des préfets de SEINE-ET-MARNE, de l'ESSONNE, de la SEINE-SAINT-DENIS, du VAL-DE-MARNE et du VAL-D'OISE, en date du 19 août 1988, une enquête publique portant sur la faisabilité technique du projet d'INTERCONNECTION T.G.V. en région Île-de-France et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés de certaines communes concernées par cette enquête sera ouverte pendant cinquante jours du 3 octobre au 21 novembre 1988 inclus.

Les communes concernées par la modification des plans d'occupation des sols sont les suivantes :

Département de Seine-et-Marne : MOUSSY-LE-NEUF, LE MESNIL-AMELOT, GRESSY, MESSY, CLAYE-SOUILLY, FRESNES-SUR-MARNE, ANNET-SUR-MARNE, JAILLINES, CHALFERT, LESCHES, JOSSIGNY, VILLENEUVE-SAINT-DENIS, FAVIERES, NEUFMONTIERS-EN-BRIE, PRESLES-EN-BRIE, GRISY-SUISNES, CHEVRY-COSSIGNY, BRIE-BOIS-ROBERT, SERVOY, COUBERT, COURQUETAIN, SOLENS, SOIGNOLLES-EN-BRIE, LISSY, CHAMPDEUIL, SAINT-GERMAIN-LAXIS, CRISSEY, FOUILLY, MOISENAY.

Département du Val-d'Oise : VEMARS, CHENNEVIERES-LES-LOUVRES.

Département de la Seine-Saint-Denis : TREMBLAY-LES-GONNESSE.

Département du Val-de-Marne : CRÉTIL, VALENTIN, VILLECRESNES, SANTENY.

Cette enquête publique, conformément aux dispositions du décret n° 83-433 du 27 avril 1983 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, Les documents d'enquête seront déposés dans les mairies des communes suivantes :

Département de Seine-et-Marne, arrondissement de MEAUX : MOUSSY-LE-NEUF, MAUREGARD, LE MESNIL-AMELOT, MTRY, MORY, GRESSY, CLAYE-SOUILLY, MESSY, FRESNES-SUR-MARNE, ANNET-SUR-MARNE, JAILLINES, CHALFERT, LESCHES, COUPRAY, CHESSY, SERRIS, JOSSIGNY.

Arrondissement de MELUN : VILLENEUVE-SAINT-DENIS, FAVIERES, NEUFMONTIERS-EN-BRIE, TOURNAN-EN-BRIE, PRESLES-EN-BRIE, GRISY-SUISNES, CHEVRY-COSSIGNY, BRIE-BOIS-ROBERT, SERVOY, COUBERT, COURQUETAIN, SOLENS, SOIGNOLLES-EN-BRIE, LISSY, CHAMPDEUIL, SAINT-GERMAIN-LAXIS, CRISSEY, FOUILLY, MOISENAY.

Département du Val-d'Oise, arrondissement d'EVRY : YVERRES.

Département de la Seine-Saint-Denis, arrondissement de RAINCY : TREMBLAY-LES-GONNESSE.

Département du Val-de-Marne, arrondissement de CRÉTIL : CRÉTIL, VALENTIN, LIMEIL-BREVANNES, BOISSY-SAINT-LÉGER, VILLECRESNES, SANTENY, MAROLLES-EN-BRIE, MANDRES-LES-ROSES.

Département du Val-d'Oise, arrondissement de MONTMORENCY : VEMARS, VILLERON, CHENNEVIERES-LES-LOUVRES, EMILLES-LOUVRES.

Pendant toute la période de l'enquête, les documents d'enquête d'utilité publique du projet, de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés de toutes les communes concernées seront déposés au siège principal de l'enquête :

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT, 3 Bureau

77100 MELUN CEDEX

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance des documents et formuler ses observations sur le registre principal d'enquête ouvert à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit à la commission d'enquête au siège principal de l'enquête pour être annexées au registre.

Les documents et le registre seront également accessibles au public le samedi 15 octobre 1988 et le samedi 19 novembre 1988 de 9 heures à 12 heures.

Pendant le même délai et aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, un ensemble des documents d'enquête d'utilité publique du projet, de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés des communes concernées ainsi que des registres subsidiaires d'enquête, seront tenus à la disposition du public dans les préfectures et sous-préfectures suivantes :

SEINE-ET-MARNE : sous-préfecture de MEAUX 11, rue de Marigny, 77100 MEAUX CEDEX

ESSONNE : sous-préfecture d'EVRY 1, rue de la Fayette, 91100 EVRY CEDEX

SEINE-SAINT-DENIS : sous-préfecture de BOBIGNY 174, rue Carnot, 93007 BOBIGNY CEDEX

VAL-DE-MARNE : sous-préfecture de CRÉTIL 6, allée de l'Eglise, 93140 LE RAINCY

VAL-D'OISE : sous-préfecture de CRÉTIL 26, avenue Charles-de-Gaulle, 95160 MONTMORENCY

De même, deux permanences seront assurées les samedis 15 octobre et 19 novembre 1988 entre 9 heures et 12 heures dans les préfectures et sous-préfectures suivantes : MEAUX, EVRY, CORBEIL, BOBIGNY, LE RAINCY, CRÉTIL, CERGY-PONTOISE, MONTMORENCY.

Sont également tenus d'enquête les mairies des communes concernées ci-dessus.

Dans ces mairies, aux heures et aux jours habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête d'utilité publique du projet et des documents de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés intéressant le territoire communal. De la même façon, les observations du public seront consignées sur un registre subsidiaire d'enquête ouvert à cet effet.

La commission d'enquête dont le siège est fixé à la préfecture de Seine-et-Marne à MELUN est composée de :

PRÉSIDENT : M. René BOURNAY, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées en retraite

MEMBRES TITULAIRES : M^{me} Evelyne GOSSIN-BIGOT, architecte D.P.L.G. ; M. Jean GARRAUD, ingénieur TPE en retraite ; M. René DRUELLE, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics ; M. Francis MORELON, géomètre expert ; M. Léon SERAVAL, directeur de préfecture en retraite ; M. Roger DOMAIN, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics ; M. Edouard GOUDON, ingénieur en retraite (Air France) ; M. Robert LEBASNIER, ingénieur en chef honoraire de la Ville de Paris.

MEMBRES SUPPLÉMENTAIRES : M. Henri LALANDE, ingénieur des Travaux Publics en retraite ; M. André DORMIEN, attaché administratif (direction départementale de l'Équipement) en retraite ; M. Pierre RENAUD, chef de section principal de l'Équipement en retraite.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public dans les conditions suivantes :

Préfecture de Seine-et-Marne à MELUN : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture de MEAUX : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture d'EVRY : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture de BOBIGNY : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture de CRÉTIL : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture de CERGY-PONTOISE : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Sous-préfecture de MONTMORENCY : les mercredis 5 octobre, 12 octobre, 19 octobre, 26 octobre, 9 novembre, 16 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le samedi 19 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête dans chaque lieu d'enquête pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication de rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de leur département dans les conditions prévues au titre I^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

MELUN, le 19 août 1988, le préfet de Seine-et-Marne

signé : Pierre BLANC

EVRY, le 19 août 1988, le préfet de l'Essonne,

signé : Paul CHAMBRAUD

BOBIGNY, le 19 août 1988, le préfet de la Seine-Saint-Denis,

signé : Raymond-François LE BRIS

CERGY-PONTOISE, le 19 août 1988, le préfet du Val-d'Oise,

signé : Pierre BLONDEL

CRÉTIL, le 19 août 1988, le préfet du Val-de-Marne,

P/le préfet absent, le secrétaire général,

signé : Gilles KILIAN.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437

ISSN : 0395-2337

Microfilm et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 504 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1 an 1 200 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse effectués ou précédés : nos abonnés sont invités à formuler par lettre deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 156 F

Imprimé en France

Le Monde

PARIS-IX

1988

Marchés financiers

BOURSE DU 30 AOUT

[illegible]

Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS 30/10
Or fin 985 en barres	88000	87200
Or fin 16 longes	88400	87300
Pièces françaises (20 fr)	508	508
Pièces françaises (10 fr)	376	340
Pièces françaises (5 fr)	502	540
Pièces indoch. (25 fr)	640	638
Pièces indoch. (20 fr)	508	508
Souverain	8440	3090
Pièces de 20 dollars	1100	1510
Pièces de 10 dollars	550	
Pièces de 5 dollars	285	3280
Pièces de 2 dollars	115	
Pièces de 100 pence	423 75	427
Pièces de 10 Shillings	528	527
Or Londres	432 75	432
Or Zurich	432	430
Or Hongkong	432 25	
Argent Londres		

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ✱: marche continue

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'occupation du plan de la capitale, le plus célèbre journaliste chinois. 5 RFA : le congrès du SPD. 6 Chili : la préparation du plébiscite.	7 L'UDF et le RPR définissent le contenu de leur opposition. — M. Stasi et l'ouverture. 8 La préparation des élections sénatoriales partielles.	9 L'Egypte confie sa protection antiterroriste rapprochée à des sociétés françaises. — Tarnis : les internationaux de Flushing Meadow. 10 Communication : mariage de raison pour TDF 1. — Les grilles de la rentrée sur TF 1 et Antenne 2.	11-12 La Mostra du Verme : les Modernes, d'Alan Rodolph ; les Tribulations de Bolshazar Kober, de Wojciech Jerzy Has ; un entretien avec Martin Scorsese. 13 La rénovation du Musée des beaux-arts de Lille ; Exposition Gieselerowski à Villeneuve-d'Ascq.	20 Les orientations du gouvernement : le budget et la politique familiale. 21 Le budget des transports. — L'arrêt de la production des VéloSolex. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 21 Annonces classées 17-18 Carnet 19 Expositions 14 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-Télévision 16 Spectacles 15	Le nouveau service « Bourse » du Monde est arrivé. Consultez-le ! 36-16 taping LM BOURSE • Le marché de l'art sur minitel ARTLINE 36-15 taping LEMONDE • Tous les jeux du Monde JEUX 36-15 taping LM

Les difficultés de la circulation à Paris

Deux projets sont en concurrence pour créer un réseau routier souterrain

La fin des « embarras de Paris » par le sous-sol ? Pour remédier aux difficultés de la circulation dans la capitale, les spécialistes ont eu l'idée de creuser un réseau routier souterrain. Depuis près d'un an, la société GTM-Entreprise étudie pour la Ville de Paris un projet baptisé LASER : liaison automobile souterraine express régionale. Les études, déjà bien avancées, doivent être remises au maire de Paris avant la fin de 1988. Or voici qu'un projet concurrent, encore à l'état d'ébauche, est mis sur le métier par le groupe Bouygues.

Le principe de base est le même dans les deux cas. C'est celui que Paris avait adopté au début du siècle, traité ans après Londres, pour enfouir le réseau de transports ferroviaires et créer le métropolitain. Il s'agit alors de creuser des tunnels pour des véhicules particuliers que l'on prévoit de passer à 30 ou 50 mètres sous le pavé parisien.

Encore que la notion de réseau paraisse excessive pour le projet Bouygues, selon le peu que l'on en connaît. Il consisterait en deux axes perpendiculaires : l'un nord-sud, de Roissy à la rocade A-86, l'autre est-ouest, de l'autoroute de l'Est à la Défense. Les deux axes seraient parcourus d'un chapelet de parkings souterrains.

Le projet LASER est nettement plus précis. Les ingénieurs de GTM-Entreprise ont conçu un réseau de 30 kilomètres de long qui serait construit à une profondeur de 30 à 50 mètres sous le sol, au-dessous des canalisations, du métro et du RER.

Le tracé comprendrait une couronne de 7 km et cinq branches reliant cet anneau central à différentes stations dispersées dans la capitale, au périphérique et aux grands pôles voisins : la Défense, le pont de St-Vincent, la porte de Vincennes, la porte de Gentilly. Il permettrait, à la fois, la desserte et le transit de banlieue à banlieue. Seuls les véhicules légers y auraient accès. Ce qui limiterait la taille de l'emprise des entrées et sorties : la longueur des rampes ne dépasserait pas celle des parkings urbains. Un puits d'accès tous les 800 mètres rendrait possible l'intervention des services de sécurité. Tout le trafic serait contrôlé et régulé. Cinq mille places de parking seraient créées. A terme, trois cent cinquante mille véhicules par jour pourraient se déplacer à 60 km/h.

L'opposition de M. Sarre

GTM-Entreprise qui a construit vingt-cinq mille places de parking à Paris et 700 km d'autoroutes a conclu un « protocole de partenariat » en janvier 1988 avec la Ville de Paris et la préfecture. Le coût total du projet est estimé à 20 milliards de francs. Il serait totalement financé par des fonds privés. GTM assurerait ensuite la gestion du réseau, dont les usagers acquitteraient un péage de 20 F environ.

En janvier, lors d'un débat au Conseil de Paris sur la circulation, M. Jacques Chirac avait manifesté son intention de prendre une décision rapidement. Le flux automobile

dans Paris, s'il avait légèrement décliné en 1985 et 1986, a augmenté, en effet, de 9 % en dix ans. Et les prévisions d'accroissement sont encore de 10 % d'ici à l'an 2000 ! Actuellement, la vitesse moyenne des voitures qui assurent deux millions cinq cent mille déplacements par jour dans la capitale est de 15 km/h. Tout le monde cherche une solution miracle qui évite la paralysie générale et permanente.

Les autorités souterraines sont-elles l'une de ces solutions ? Le groupe Bouygues, stimulé peut-être par ses succès actuels (il a terminé le pont de l'île de Re avec neuf mois d'avance), propose ses services. Mais la Ville de Paris confirme que seul le projet LASER de GTM-Entreprise est, pour l'instant, sérieusement pris en compte. D'ailleurs, la Ville a accepté de financer la moitié du coût de ses études, soit 10/20 millions de francs, s'il n'aboutit pas.

Il n'est pas sûr pour autant que le maire se décide avant les municipales du printemps 1989, le problème de la circulation à Paris est bien trop complexe. Les adversaires du projet font valoir que LASER aurait pour premier effet de libérer l'espace au-dessus du tunnel, sérieusement pris en compte. D'ailleurs, la Ville a accepté de financer la moitié du coût de ses études, soit 10/20 millions de francs, s'il n'aboutit pas.

On songe aussi à doubler simplement le périphérique par une autoroute souterraine. C'est la solution « sage » qui tente la Ville de Paris. Quoi qu'il en soit, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris et secrétaire d'Etat aux transports terrestres et fluviaux, a déclaré son opposition totale au projet : « Nous passerons au crible la compatibilité de ce projet avec les transports publics souterrains, les questions de sécurité qu'il pose et son financement. » LASER n'a-t-il ajouté « ne doit pas être un nouveau scandale de La Villette ».

CHARLES VIAL.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 août Soutenu

D'abord hésitante, la tendance a été plutôt soutenue mardi matin 31 août à la Bourse de Paris. Vers 11 heures, l'indice Coteaux a enregistré une modeste avance de 0,19 %.

Hausse de Cap Gemini, Printemps, Carrefour, Avions Dassault, Cie Bancaire, Matra.

Recul d'Arjomart, Roussel-Uclaf, Alcatel, Alsthom, Guérin Lafayette, Total, Promodès, Dary.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Emploi, monnaie, budget

M. Juppé dénonce les « erreurs » du gouvernement

« Depuis mai 1988, la politique économique de la France se caractérise par l'atténuation et l'absence totale de décisions nouvelles », a estimé, mardi 30 août à Paris, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. L'ancien ministre délégué au budget s'est inquiété notamment de l'absence, complète de décisions « en matière d'emploi ».

Dans « la politique des taux d'intérêt, il y a eu », a estimé l'ex-ministre, beaucoup de légèreté dans un domaine où la prudence et le sérieux sont plus que nécessaires ». Il a jugé ensuite « mauvaise » la politique budgétaire de MM. Rocard et Bérégovoy. « La réhabilitation de la dépense publique », constitue, aux yeux du secrétaire général du RPR, « un changement de cap total » : « cela veut dire tout simplement qu'on a renoncé à alléger le poids de l'Etat et des administrations publiques dans l'économie française ». « On repart sur une voie où la dépense d'Etat va augmenter deux fois plus vite que les prix, alors que nous étions parvenus à la maîtriser ». Dans tous ces domaines, M. Juppé estime que l'on « est reparti dans une politique qui ne tient pas suffisamment compte des solidarités européennes ».

M. Jean Popereau souhaite que le PS « modifie ses structures et ses habitudes »

Le Parti socialiste doit « modifier ses structures et ses habitudes », a déclaré le lundi 29 août M. Jean Popereau, ministre chargé des relations avec le Parlement à Sabres (Landes), où ses amis de la « nouvelle composante » du PS se sont réunis en université d'été. Critiquant les méthodes d'organisation de son parti, M. Popereau a déclaré : « On a une structure qui est devenue une machine à dévotion ». M. Popereau a estimé que le PS a « besoin de mener une réflexion sérieuse sur les changements intervenus dans la réflexion du parti », notamment en raison « des grandes mutations qu'a connues la société française ».

L'ancien numéro deux du Parti socialiste, qui est intervenu devant près de deux cents militants, a fait observer que le PS « ne parvient pas à définir une stratégie de rupture (avec le capitalisme) mais qu'il n'a pas dit qu'elle était sa nouvelle stratégie ».

Evouant la ligne du « compromis social » défendue par la nouvelle composante, le ministre chargé des relations avec le Parlement a jugé que son contenu est « le plus juste » car il propose notamment « le partage des profits, du temps de travail, du pouvoir, du revenu de tous ».

Evouant la ligne du « compromis social », le ministre chargé des relations avec le Parlement a jugé que son contenu est « le plus juste » car il propose notamment « le partage des profits, du temps de travail, du pouvoir, du revenu de tous ».

• **AFRIQUE DU SUD** : explosion au stade d'une organisation antiterroriste. — Sept personnes ont été légèrement blessées par l'explosion qui a éclaté, mercredi matin 31 août, un bâtiment abritant le Conseil sud-africain des Eglises (SAAC), dans le centre de Johannesburg. L'explosion n'a pas pu être déterminée. Selon le SAAC, elle aurait été provoquée par une bombe. Le SAAC regroupe les seize principales Eglises protestantes d'Afrique du Sud. Il est vivement opposé à la politique de ségrégation raciale. — (AFP, Reuters).

• **SOMALIE-ETHIOPIE** : échange de prisonniers. — L'opération de rapatriement de milliers de prisonniers de guerre, somaliens et éthiopiens, a débuté le mardi 29 août sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Un premier contingent de 178 Ethiopiens — sur 3 500 — et un Cubain ont été échangés contre 111 prisonniers somaliens (sur un total de 228). L'accord sur cet échange était intervenu en avril en même temps que la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. — (AFP).

BIRMANIE

Rumeurs de coup d'Etat et pénurie alimentaire à Rangoun

Tandis que l'opposition au régime continue de s'organiser, les rumeurs de coup d'Etat militaire se font de plus en plus insistantes à Rangoun. Des bruits circulent, selon lesquels les militaires, qui sont pour la plupart restés fidèles au général Ne Win, pourraient tenter de prendre le pouvoir pour soutenir le parti unique en difficulté, ou bien pour gouverner seuls le pays. Cependant, une partie de l'armée résisterait, dans ce cas, de se rallier à la population.

Après l'ancien général Tin U, ex-ministre de la défense, devenu secrétaire général de la Ligue pour la démocratie et la paix, quatre-vingt-cinq autres chefs militaires viennent en effet d'appeler l'armée à se ranger aux côtés de la population. Revenant à leur compte les revendications « de la nation tout entière », ils souhaitent que l'armée « née du peuple » les considère comme « légitimes ». « L'armée doit rester une armée du peuple », ont ajouté ces officiers, qui ont « applaudi les jeunes étudiants qui ont donné leur vie pour la démocratie ».

M^{me} Aung San Sun Kyi, fille de l'homme qui accompagna l'accession de la Birmanie à l'indépendance et l'une des principales figures de l'opposition, a déclaré, mardi, qu'elle ne rejoindrait pas la Ligue, mais qu'elle avait l'intention de signer une déclaration commune avec elle. Elle a précisé à l'AFP qu'elle souhaitait que « nombre de militaires prennent conscience que le peuple n'est pas contre l'armée. Il est seulement contre cette poignée de gens qui manipulent l'armée et lui portent préjudice, tout comme ils font souffrir le peuple ».

Un syndicat de bonzes

Un Comité de combat pour la démocratie a été formé mardi par des représentants de cent vingt services gouvernementaux. Il a appelé à une manifestation et à une grève des fonctionnaires pour jeudi et vendredi prochains.

Le ministre des affaires étrangères, en grève depuis lundi, a publié mardi une déclaration regrettant que le régime « ait abaissé le prestige de la nation aux yeux du monde ». Par ailleurs, quatre mille jeunes bonzes ont formé un syndicat national, le premier depuis l'inter-

URSS

Un mémorial pour Katyn

Une plaque à la mémoire des quatre mille officiers polonais retrouvés tués d'une balle dans la nuque dans la forêt de Katyn, en Biélorussie, en 1943, va y être inaugurée jeudi 1^{er} septembre en présence d'une délégation officielle polonaise, a annoncé le porte-parole du ministère des affaires étrangères soviétique, M. Guennadi Guerassimov.

« Le temps est venu d'ériger un mémorial à cet endroit », a ajouté M. Guerassimov, selon lequel cette démarche ne signifie pas pour autant une reconnaissance de la culpabilité soviétique dans le massacre. La commission d'historiens soviéto-polonaise qui étudie la question ne s'est pas encore prononcée sur ce point. L'URSS a jusqu'ici officiellement attribué la responsabilité du massacre aux nazis.

Le cardinal Giamp, primat de Pologne, a consacré lundi une croix de 4 mètres de haut qui sera également érigée dans la forêt de Katyn. — (L'AP, Reuters).

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1988 a été tiré à 501 344 exemplaires.

POUR L'EUROPE DE 1992

LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE I DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE

icad isic
20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

1^{er} CYCLE : Bac ou niveau bac : BTS en 2 ans
• Action commerciale
• Force de vente
• Commerce International
• Communication et publicité
• Comptabilité-gestion

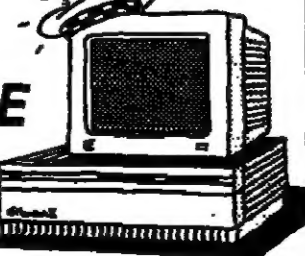
2^e CYCLE : Niveau bac + 2 : DEUG, DEUST, DUT, BTS : ADMISION DIRECTE
• Spécialisation en 1 ou 2 ans
• Management International
• Création-gestion d'entreprise (PME)
• Marketing-vente

FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE A 100 %
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
(1) 45.51.23.90 et (1) 40.95.10.11

icad isic Ecoles de commerce et de gestion du Groupe I
Ecoles privées d'enseignements supérieurs
DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 348, rue de Vaugirard 75015 PARIS

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Niveau d'études :
Intérêt pour : Date :

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.



36 900 F HT !!

Un Macintosh II
disque dur 80 M.o. interne
clavier étendu, carte vidéo, moniteur monochrome

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

86, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.25
84, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03